

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

GRÈCE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

AOÛT 1980

STATISTIQUES DE BASE DE LA GRÈCE

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	132.0	Principales agglomérations, recensement du 14-3-1971 (1 000) :	
Terres cultivées (milliers de km ²) en 1978	38.9	Grand Athènes (y compris le Pirée)	2 540
		Salonique	557

LA POPULATION

Population, au milieu de l'année 1979 (1 000)	9 450	Population active occupée, 1978 (1 000)	3 189
Densité au km ²	72	Agriculture (%)	27.3
Accroissement naturel de la population, en 1978 (1 000)	65	Industrie et construction (%)	30.7
		Autres activités (principalement les services (%))	42.0

LA PRODUCTION

Produit national brut, en 1979 (milliards de drachmes)	1 464.8	Origine du PIB au coût des facteurs, en 1979 (milliards de drachmes)	1 236.1
PNB par habitant (dollars EU) en 1979	4 200	Agriculture (%)	15.9
Formation brute de capital fixe (navires exclus) :		Industries extractives et manufacturières (%)	20.7
en pourcentage du PNB, 1979	24.4	Construction (%)	10.0
par habitant (dollars EU), 1979	1 025	Services (%)	53.4

L'ÉTAT

Dépenses courantes de l'Etat, en 1979 (en pourcentage du PNB)	28.8	Composition du Parlement (nombre de sièges) :	
Recettes courantes de l'Etat, en 1979 (en pourcentage du PNB)	29.6	Nouvelle démocratie	175
		Mouvement socialiste panhellénique	93
		Parti communiste	11
		Autres	21
		Total	300

Dernières élections générales : 20-11-1977
Prochaines élections générales : 1981

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

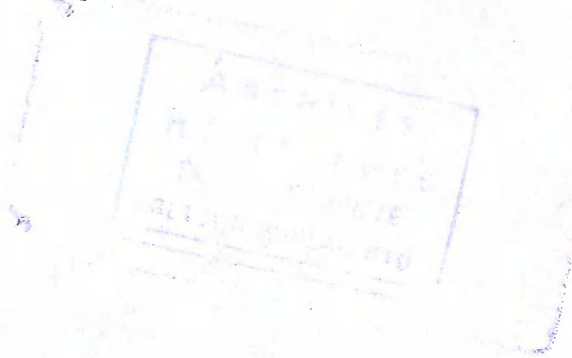
Exportations de biens et recettes invisibles, en 1979 (% du PNB)	20.1	Importations de biens et paiements invisibles, en 1979 (% du PNB)	25.9
Recettes touristiques brutes, 1979 (% du PNB)	4.2	Principaux produits importés, en pourcentage des importations totales (1979) :	
Remises d'émigrants, 1979 (% du PNB)	3.0	Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	25.0
Recettes brutes du transport maritime, 1979 (% du PNB)	3.8	Machines, à l'exception du matériel de transport	14.8
Principaux produits exportés, en pourcentage des exportations totales (1979) :		Articles manufacturés, classés principalement d'après la matière première	15.4
Sidérurgie		Produits alimentaires et animaux vivants	10.4
Tabac	4.9	Matériel de transport	
Fruits frais	4.1		
Fruits secs	4.4		
Aluminium	4.3		
Coton	1.1		

LA MONNAIE

Unité monétaire : la drachme		Nombre d'unités monétaires par dollar des Etats-Unis, moyenne journalière :	
		Année 1979	37.04
		Juin 1980	43.32

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE



GRÈCE

AOÛT 1980

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.



*L'examen annuel de la situation de la Grèce
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 17 juillet 1980.*

© OCDE 1980

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Evolution récente	6
Demande et production	6
Le marché du travail	12
Prix, revenus et coûts	14
Balance des paiements	21
II Politique économique	27
Politique monétaire	28
Politique budgétaire	35
Autres mesures de politique économique	42
III Perspectives à court terme	43
IV Conclusions	52
<i>Annexe : Chronologie économique</i>	56
Annexe statistique	61

TABLEAUX

Texte

1	Production et emplois	7
2	Revenu des ménages	8
3	Investissement	9
4	Indices implicites des prix	15
5	Contributions à la hausse des prix à la consommation	16
6	Prix, traitements et salaires	18
7	Balance des paiements	21
8	Commerce extérieur par groupes de produits	25
9	Expansion du crédit intérieur	29
10	Indicateurs monétaires	32
11	Budget ordinaire	37
12	Le déficit budgétaire et son financement	39
13	Comptes du secteur public	40
14	Prévisions à court terme	49
15	Indicateurs conjoncturels	50

Annexe statistique :

A	Produit national et dépense nationale, aux prix courants	63
B	Produit national et dépense nationale, aux prix de 1970	64
C	Formation intérieure brute de capital fixe, aux prix courants	65
D	Formation intérieure brute de capital fixe, aux prix de 1970	66
E	Revenus et dépenses des ménages et des institutions privées sans but lucratif	67
F	Recettes et dépenses de l'Etat	68
G	Production industrielle	69
H	Prix et salaires	70
I	Exportations par groupes de produits	72
J	Importations par groupes de produits	73
K	Exportations et importations par zones	74
L	Balance des paiements	75
M	Monnaie et crédit	76

GRAPHIQUES

1	Part de l'investissement dans le PIB	10
2	Indicateurs du marché du travail	12
3	Productivité dans les industries manufacturières	14
4	Industries manufacturières : gains et coûts salariaux	19
5	Taux de change	23
6	Commerce extérieur	26
7	Répartition du crédit	30
8	Agrégats monétaires	33
9	Taux d'intérêt	34
10	Gains et érosion fiscale	41
11	Indicateurs conjoncturels	44
12	Variations trimestrielles de la production	48

INTRODUCTION

L'évolution de l'économie en 1979 s'est notamment caractérisée par une forte accélération de l'inflation, dont le taux se situait à la fin de l'année aux environs de 25 %, et par un accroissement brutal du déficit de la balance des paiements courants qui a atteint environ 5 % du PIB contre 3 % en 1978. La situation des prix et du compte des opérations extérieures s'est détériorée malgré un ralentissement marqué de l'expansion de l'économie au cours de l'année. Les hausses répétées des prix du pétrole depuis les derniers mois de 1978 ont contribué à cette évolution, mais des facteurs internes ont aussi joué un rôle important à cet égard. Au nombre de ces derniers figurent notamment la croissance rapide et la surchauffe qui en résultait depuis un certain nombre d'années, une augmentation persistante des revenus nominaux, qui dépassait largement les possibilités de l'économie, ainsi que les mesures administratives prises en 1978 pour enrayer momentanément l'inflation. Mais ces facteurs reflètent aussi le caractère limité de l'ajustement des investissements et de la production en face de l'évolution de la situation intérieure et extérieure dans les années 70. Bien que la politique budgétaire ait été durcie au milieu de 1978 et par une série de mesures prises en 1979, son incidence a été plus expansionniste que prévu et le déficit budgétaire exprimé en pourcentage du PIB est passé de 6½ % en 1978 à 6¾ % en 1979, alors qu'il devait être de 5½ % d'après les prévisions budgétaires. D'autre part, l'expansion du crédit a un peu dépassé l'objectif fixé dans le programme monétaire de 1979 et elle s'est accompagnée d'un renforcement des anticipations inflationnistes et d'un accroissement des activités spéculatives.

Les politiques budgétaires et monétaires sont beaucoup plus rigoureuses en 1980 qu'en 1979 et elles devraient avoir pour effet de freiner la progression du PIB réel et de modérer les pressions inflationnistes. Il semble que, dès les premiers mois de l'année, la demande et l'activité aient marqué le pas. Cependant, la situation dans le domaine des prix et de la balance des paiements est encore devenue plus difficile du fait des hausses récentes du prix du pétrole ; abstraction faite de ces dernières, le taux de l'inflation aurait fléchi quelque peu au lieu de se maintenir à un niveau élevé et le déficit des paiements courants aurait légèrement baissé au lieu d'augmenter. D'ici la fin de l'année, il est à prévoir que l'inflation se ralentira progressivement et que la position extérieure courante ne connaîtra pas de modification marquée. On escompte que la demande et l'activité resteront peu soutenues et que le chômage, bien que restant peu élevé, augmentera modérément. Une amélioration générale, mais relativement faible, de la situation économique pourrait se produire en 1981, lorsque la Grèce fera partie de la Communauté Economique Européenne.

La première partie de la présente étude retrace l'évolution récente et la deuxième partie analyse les politiques économiques. La troisième partie passe en revue les perspectives à court terme et l'étude se termine par un examen des principales questions concernant la politique économique.

I ÉVOLUTION RÉCENTE

Ainsi qu'il avait été prévu dans l'Étude économique de l'OCDE de l'année dernière¹, la croissance du PIB s'est ralentie, s'établissant à 3 $\frac{3}{4}$ % en 1979, mais cela est dû en grande partie à une baisse de la production agricole, la croissance de la production non agricole n'ayant que faiblement ralenti (de 5 $\frac{3}{4}$ % en 1978 à 5 % en 1979). Ce dernier fait, à quoi s'ajoutent les effets décalés de l'expansion rapide enregistrée les années précédentes, a permis une progression soutenue de l'emploi. L'augmentation d'une année sur l'autre de l'indice implicite des prix à la consommation privée, 18 % en 1979, a été assez proche de celle qui avait été prévue². Les prévisions du Secrétariat concernant le déficit extérieur courant ont été inférieures de quelque 500 millions de dollars aux résultats effectifs — ce qui s'explique essentiellement par le renchérissement du pétrole et des importations spéculatives. Les indicateurs disponibles donnent à penser que la croissance réelle s'est beaucoup ralentie au second semestre et que le PIB réel pourrait même avoir diminué dans les premiers mois de 1980. Mais, malgré cela, le taux d'inflation est resté fort et le déficit extérieur courant s'est encore aggravé. La détérioration des résultats économiques a été atténuée dans une certaine mesure par une vive reprise des investissements dans le secteur manufacturier après plusieurs années de ralentissement, mais ce redressement s'est probablement interrompu cette année.

Demande et production

Le PIB au coût des facteurs a augmenté d'à peine plus de 3 $\frac{1}{2}$ %, contre 6 % en 1968. Cette décélération s'explique essentiellement par une forte variation de la production agricole qui avait beaucoup augmenté en 1978, mais qui a baissé en 1979 (Tableau 1). Ce retournement est essentiellement imputable à des conditions météorologiques défavorables, mais une certaine chute de la production par rapport au niveau inhabituellement élevé de 1978 était également à prévoir. À l'exception du bâtiment, qui a été soutenu par une expansion toujours vive dans la construction de logements, le taux de croissance de tous les autres secteurs a été moins élevé qu'en 1978. Mais, si l'on considère l'ensemble de l'année 1979, le ralentissement observé dans les industries manufacturières et les services se trouve concentré dans le secteur privé ; le taux de croissance des services du secteur public a peu varié. Sur la base d'indicateurs partiels, il apparaît que l'activité a été vive jusqu'au milieu de l'année 1979, mais a depuis nettement décliné. La production industrielle a baissé de $\frac{1}{2}$ % en taux annuel au second semestre de l'année et un peu plus encore au premier trimestre de 1980. La consommation de ciment et le nombre de permis de construire font entrevoir un léger fléchissement de l'activité dans la construction depuis le milieu de l'année 1979, qui s'est poursuivi dans les premiers mois de 1980.

1 La différence entre la croissance du PIB prévue par l'OCDE (tableau 14, page 44 de l'Étude économique de la Grèce, OCDE, 1979) et le résultat effectivement enregistré en 1979 sont à peine supérieures à $\frac{1}{4}$ de point. Les principales composantes de la demande ont toutes progressé à un rythme à peu près identique à celui qui avait été prévu, à l'exception de la consommation publique, qui a augmenté au taux de 4 $\frac{1}{2}$ % alors que le taux retenu dans les prévisions était de 3 %.

2 L'augmentation prévue de l'indice implicite des prix à la consommation privée était de 17 $\frac{1}{2}$ %.

Tableau 1 Production et emplois

	1979 Milliards de drachmes	Pourcentage de variation en volume						
		Moyenne 1963/73 ¹	Par rapport à l'année précédente					
			1974	1975	1976	1977	1978	1979 ²
Consommation du secteur privé	913.0	7.0	0.6	5.7	5.6	5.1	5.4	2.5
Consommation du secteur public	230.2	6.2	12.1	11.9	5.1	6.5	3.5	4.6
Formation brute de capital fixe	357.8	10.8	-25.6	0.2	6.8	7.8	4.7	4.9
Demande intérieure finale	1 501.0	7.6	-4.7	5.5	5.8	5.8	5.0	3.3
<i>Plus:</i> Variation de la formation de stocks ³	63.1	0.1	-1.2	-0.4	-0.4	-0.7	-0.2	0.7
<i>Plus:</i> Erreur d'estimation ³	-14.4	0.1	-1.4	0.6	-0.2	-0.4	0.3	0.5
Demande intérieure totale	1 549.7	8.0	-6.5	5.5	5.1	4.7	5.1	4.4
Exportations	235.1	12.2	-2.8	10.9	15.7	1.0	15.8	6.4
Importations	363.1	11.2	-16.3	6.3	6.1	8.0	7.2	8.4
<i>Plus:</i> Variation de la balance extérieure ³	-35.5	-0.1	3.6	0.2	1.0	-1.5	0.8	-0.8
PIB aux prix du marché	1 421.8	7.7	-3.6	6.1	6.4	3.4	6.2	3.8
Revenu net des facteurs extérieurs	43.0	10.4	-10.0	-13.0	15.4	19.6	-6.3	6.6
PNB aux prix du marché	1 464.8	7.8	-3.8	5.6	6.5	3.8	5.9	3.9
Agriculture	196.4	2.6	4.8	5.7	-1.3	-7.4	7.0	-5.0
Secteur non agricole	1 039.7	8.8	-3.0	5.0	7.5	4.8	5.7	5.0
Industrie	399.3	11.8	-11.1	5.8	9.3	4.8	6.4	5.6
<i>dont:</i> Industries manufacturières	237.6	11.7	-2.8	5.5	10.0	1.4	6.6	5.2
Construction	123.8	8.4	-31.2	5.4	6.2	12.1	5.2	5.9
Autres	37.9	12.9	-5.6	8.1	11.2	10.2	7.4	6.5
Services	640.4	7.3	2.6	4.5	6.4	4.9	5.3	4.6
Administrations	117.5	5.3	10.1	3.2	5.2	5.4	4.0	3.8
Autres services	522.9	8.0	1.2	4.8	6.7	4.8	5.5	4.8
PIB au coût des facteurs	1 236.1	7.4	-1.8	5.1	6.1	2.9	5.9	3.6

1 Taux de croissance tendanciel.

2 Estimations provisoires.

3 Contribution en pourcentage à la croissance du PIB. Pour estimer cette contribution, la variation de la formation de stocks (de la balance extérieure réelle ou de l'erreur d'estimation) est exprimée en pourcentage du PIB de l'année précédente.

Sources: Comptes nationaux de la Grèce et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Le ralentissement considérable du taux de croissance du PIB réel aux prix du marché entre 1978 et 1979 est essentiellement imputable à un tassement de la consommation privée, lequel s'explique en grande partie par une forte décélération du revenu disponible des ménages. Le revenu global des particuliers s'est accru un peu plus vite qu'en 1978, ce qui est également vrai du revenu disponible global, après déduction des impôts directs et des transferts (tableau 2). Mais, en raison de la forte accélération des prix, son accroissement réel a été de 3 %, contre 6½ % en 1978. Le taux d'épargne a peu varié et est resté au niveau élevé de l'année précédente, ce qui fait que la consommation réelle des particuliers a progressé d'environ 2½ %, soit à un taux inférieur à la moitié de celui qui avait été enregistré au cours des quatre années précédentes. L'institution d'une taxe extraordinaire sur les véhicules a fait baisser de près d'un tiers les achats de voitures particulières. Cette baisse a été concentrée sur le deuxième semestre de l'année. La demande d'autres biens, y compris des biens durables et semi-durables, a continué d'augmenter un peu³. Comme au cours de ces dernières années, la demande de services a été la composante la plus dynamique de la consommation

3 D'après les chiffres de la comptabilité nationale, la demande de biens a légèrement augmenté, mais elle a fléchi d'environ 2 % d'après les statistiques du commerce de détail.

Tableau 2 Revenu des ménages¹

	1979 Milliards de drachmes	Pourcentage de variation				
		1975	1976	1977	1978	1979
Revenu agricole	186.2	10.0	22.6	3.1	23.0	12.4
Salaires et traitements	546.0	23.2	26.7	24.9	23.9	22.8
<i>dont</i> : D'origine intérieure	526.0	22.8	27.1	25.3	24.7	22.5
Revenu de la propriété et de l'entreprise	423.2	18.7	15.9	16.6	13.3	26.8
Transferts courants des administrations publiques	125.3	24.0	28.2	29.0	32.1	19.7
Transferts courants de l'étranger	42.6	22.8	17.0	16.2	6.1	19.1
Revenu total	1 323.4	19.2	21.9	18.4	20.4	22.0
<i>moins</i> : Impôts directs	172.3	13.6	33.8	28.5	26.1	25.6
<i>dont</i> : Cotisations de Sécurité sociale	118.2	24.4	37.3	25.9	26.4	20.1
Revenu disponible	1 151.1	19.9	20.6	17.1	19.6	21.5
Dépenses de consommation	913.0	19.3	19.5	17.7	18.3	21.0
<i>Pour mémoire :</i>						
Taux d'épargne ²		19.2	19.9	19.5	20.4	20.7
Revenu disponible des ménages, en termes réels		6.4	6.6	4.6	6.6	3.0

1 Y compris les institutions sans but lucratif.

2 Y compris l'écart statistique et l'épargne des entreprises.

Sources : Comptes nationaux de la Grèce et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

privée. Les statistiques du commerce de détail font apparaître une baisse continue en termes réels tout au long de l'année 1979, le recul entre la fin de 1978 et la fin de 1979 s'établissant à un peu plus de 5 %. Cela donne à penser que la progression de la demande privée de 2½ % en année pleine⁴ s'explique en grande partie par une forte augmentation en 1978 suivie d'une quasi-stabilisation tout au long de 1979. La demande des particuliers a été faible pendant le premier trimestre de cette année, l'indice (en volume) des ventes au détail et les immatriculations de véhicules neufs chutant respectivement de 5 et de 53 % par rapport à la même période de l'année précédente. La consommation du secteur public s'est accrue en termes réels de 4½ % en 1979, par suite de la progression des achats de biens et services. Le nombre de fonctionnaires a augmenté à un rythme sensiblement égal au taux moyen d'accroissement pendant les années 70⁵.

Malgré un ralentissement accusé de sa croissance (à peine plus de 8 % contre 14 % en 1978), l'investissement résidentiel privé a continué, pour la quatrième année consécutive, à être la composante la plus dynamique de l'investissement total. La décélération observée est en partie l'effet de la hausse substantielle du prix des logements depuis 1975 qui, selon des sources officielles, a été encore plus forte que la progression annuelle de l'indice implicite des prix de l'investissement résidentiel (22¼ %)⁶. L'entrée en vigueur d'un certain nombre de mesures destinées à améliorer l'habitat urbain et le logement (limitation de la hauteur des bâtiments, espaces verts et construction obligatoire de garages) n'est peut-être pas étrangère au fait que le prix des logements a connu une augmentation supérieure à la moyenne des dernières années. La demande de logements neufs a aussi été freinée par la progression ralentie des prêts immobiliers consentis

4 Sur la base de la comptabilité nationale.

5 Cette progression tient dans une large mesure à l'augmentation des effectifs dans les secteurs, tels que l'enseignement, non visés par les restrictions limitant l'emploi dans la fonction publique. Le taux annuel moyen d'accroissement du nombre des fonctionnaires a été de 2¼ % pendant les années 70, soit le même taux que pendant les années 60.

6 L'indice implicite des prix de l'investissement résidentiel ne couvre pas la valeur des terrains qui, sur la base d'indications partielles, a augmenté à un taux annuel supérieur à 22¼ % entre 1975 et 1979.

par les banques qui, compte tenu de la hausse accélérée des prix des logements en 1979, a entraîné une baisse de la valeur réelle des prêts par unité d'habitation. La demande de logements a par ailleurs subi l'influence des mesures inscrites au Budget de 1978 dans le but de combattre l'évasion fiscale, qui font obligation aux acquéreurs potentiels de justifier de l'origine des fonds utilisés pour l'achat de logements. De plus, la prise en considération du montant du loyer comme signe extérieur de richesse pour la détermination du revenu imposable a freiné l'investissement dans la construction neuve en 1979.

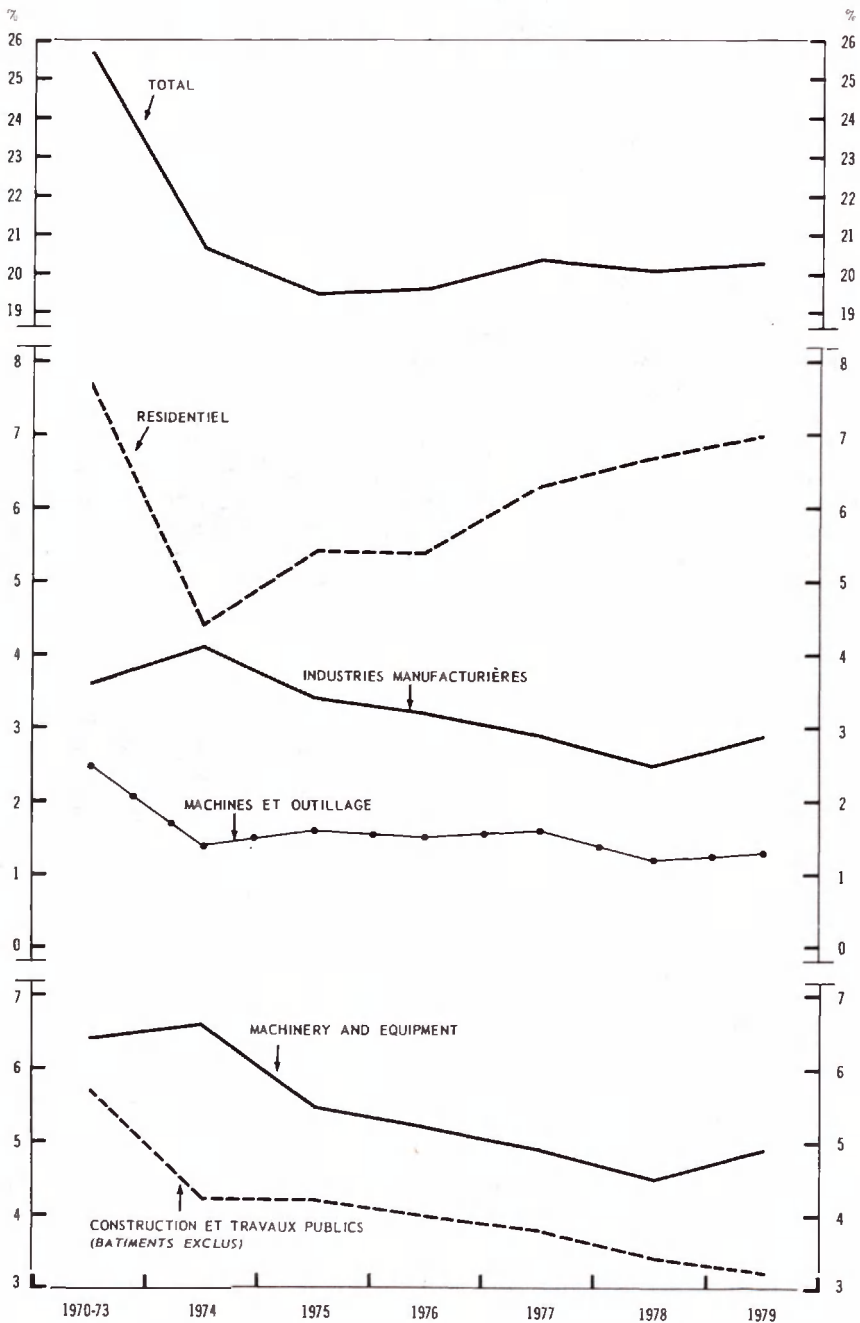
Pour la première fois en cinq ans, on a enregistré en 1979 une forte reprise de l'investissement dans les industries manufacturières (9½ %). Ce redressement paraît en grande partie lié au renouvellement de l'équipement existant et à l'extension des capacités dans les secteurs traditionnels (produits alimentaires, textiles, habillement, chaussures et articles en cuir). La répartition géographique des permis pour la construction d'usines fait apparaître qu'une part relativement importante des investissements nouveaux dans l'industrie manufacturière s'est portée vers des régions périphériques, attirée par les avantages de plus en plus grands octroyés dans le cadre de la politique régionale. Malgré ce redressement, le niveau de l'investissement est encore resté inférieur d'environ 10 % au sommet atteint en 1974. Comme d'autres pays, la Grèce a connu un essor considérable des investissements dans l'industrie manufacturière au début des années 70, qui a entraîné une augmentation importante de la marge de capacité inemployée pendant la récession de 1975, marge qui n'a été que partiellement résorbée depuis lors. Fait plus important, l'atonie de l'investissement sur le seul moyen terme est également liée à une forte baisse des taux de profit. Le taux de profit net (après amortissement), qui avait fluctué autour de 9 % pendant les années 1960,

Tableau 3 Investissement

	1979 Milliards de drachmes aux prix courants	Pourcentage de variation en volume						
		Moyenne 1963-73	Par rapport à l'année précédente					
			1974	1975	1976	1977	1978	1979
Total	357.8	10.8	-25.6	0.2	6.8	7.8	4.7	4.9
<i>Par type d'acquéreur :</i>								
Public	78.0	9.3	-20.1	-6.0	2.0	-10.2	6.8	5.3
Administrations publiques	42.1	6.8	-24.6	16.6	5.2	-4.6	-8.8	-9.2
Entreprises publiques	35.9	14.1	-14.1	-32.6	-4.2	-16.7	40.9	25.7
Privé	279.8	11.3	-27.7	2.9	8.7	14.3	4.1	4.8
<i>Par type d'actif :</i>								
Logements et bâtiments divers	188.2	10.1	-36.6	8.5	8.2	16.5	10.2	6.5
Autres constructions et ouvrages	54.3	7.9	-26.2	6.2	0.4	-1.2	-5.4	0.0
Matériel de transport	35.0	15.7	-27.5	-5.0	32.6	15.4	14.0	-7.3
Autres matériels	80.3	13.4	-4.6	11.8	1.0	-2.4	-2.7	12.7
<i>Par secteur :</i>								
Agriculture, pêche, etc.	26.5	6.6	-27.6	11.5	-1.1	7.3	-13.2	0.1
Industries extractives	7.6	16.5	-26.3	14.2	11.3	-21.6	42.6	4.0
Industries manufacturières	50.4	12.7	3.2	-11.9	1.2	-5.2	-2.8	9.6
Électricité, gaz, etc.	27.7	12.4	-6.4	-26.2	-0.3	-5.1	6.8	29.3
Logements	134.9	10.5	-48.1	29.0	7.0	20.6	13.8	8.1
Transport et communication	55.2	12.8	-26.4	-7.2	12.8	5.5	7.5	-6.1
Autres services	53.7	9.2	-15.5	-3.8	14.1	13.7	-2.8	1.6

Sources: Comptes nationaux de la Grèce et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Graphique 1 Part de l'investissement dans le PIB
(en pourcentage du PIB aux prix de 1970)



Source: Comptes nationaux de la Grèce, Service de la comptabilité nationale, Ministère de la coordination.

a atteint $4\frac{1}{2}\%$ en 1978 et n'a probablement pas beaucoup varié en 1979⁷. Des taux de profit de cet ordre sont insuffisants pour soutenir une reprise durable de l'investissement dans l'industrie manufacturière. D'autres facteurs — résultats relativement médiocres à l'exportation, manque d'initiative pour investir dans de nouvelles activités de production plus élaborées (où la prime de risque est considérable), difficultés rencontrées dans l'élimination des goulets d'étranglement d'ordre administratif ou autre, et problèmes liés à la mise en œuvre des directives des pouvoirs publics — contribuent à expliquer la faiblesse persistante de l'investissement dans la seconde moitié des années 70. En 1979, les investissements dans les industries extractives et les carrières ont continué d'augmenter modérément pour la deuxième année consécutive, dépassant les maximums atteints précédemment. Dans les autres branches, à l'exception de la construction résidentielle, l'investissement privé est resté à peu près stationnaire ou a fléchi, s'établissant à un niveau inférieur au point culminant atteint au milieu des années 70. En particulier, l'investissement dans les transports privés a été en net recul pendant l'année écoulée et dans les premiers mois de cette année. Les chiffres trimestriels de la comptabilité nationale, récemment introduits, laissent entrevoir une baisse de l'investissement privé dans les premiers mois de 1980⁸.

L'investissement du secteur public a augmenté modérément, mais le niveau en est resté nettement inférieur (25 %) au maximum enregistré en 1973. Ce repli est principalement dû au fait que les administrations ont continué de comprimer fortement leurs investissements, spécialement dans l'infrastructure. Les investissements de l'administration centrale, qui ont constitué environ 87 % de l'investissement total des administrations en 1979, se sont établis à un niveau inférieur d'un tiers environ au maximum atteint en 1972-1973, tandis que les investissements des entreprises publiques ont fortement progressé en 1978 et 1979 (33 % en taux annuel) pour atteindre un niveau inférieur de moins d'un cinquième au maximum de 1972-1973. Ce redressement s'est surtout manifesté dans l'énergie et les transports. En 1979, l'investissement fixe total a été la composante de la demande intérieure finale dont le rythme de croissance a été le plus rapide (5 %), ce qui a quelque peu tempéré la décélération du taux de croissance de la demande intérieure finale, qui s'est établi à $3\frac{1}{4}\%$, contre près de $5\frac{1}{2}\%$ en moyenne sur les quatre années précédentes.

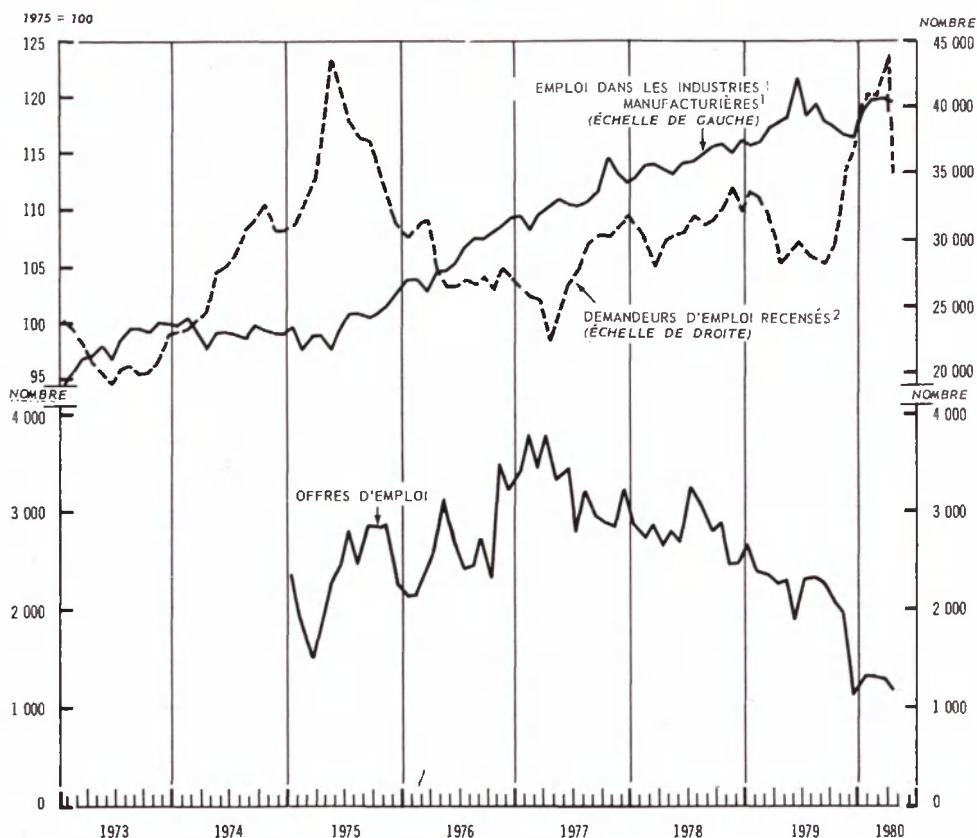
Il y a eu un renversement marqué de la contribution de la formation de stocks à la croissance du PIB, qui est passée de $-\frac{1}{4}\%$ en 1978 à $+\frac{3}{4}\%$ en 1979⁹. Comme la production agricole a fortement baissé en 1979, il est probable que ce sont les stocks de produits non alimentaires (et aussi d'aliments importés) qui ont surtout progressé. La forte augmentation des stocks a dépassé ce dont on peut attribuer au dynamisme modéré de l'activité ou à l'accumulation involontaire de stocks imputable à la quasi-stagnation de la consommation privée pendant l'année. De plus, il apparaît que la formation de stocks est restée vigoureuse pendant toute l'année, bien qu'il fût devenu évident dès le début de l'été que la demande intérieure s'affaiblissait. Il est probable que ce comportement a pour cause principale des mouvements spéculatifs déstabilisateurs. Si l'on y

7 Estimation fondée sur des données fournies par l'Institut des Recherches Economiques et Industrielles et concernant principalement les sociétés importantes et les entreprises moyennes.

8 Les comptes nationaux ont été, pour la première fois, établis sur une base trimestrielle au début de l'été 1980 et font apparaître un recul de l'investissement fixe de l'ordre de 10 % entre le premier trimestre de 1979 et le premier trimestre de 1980.

9 La contribution de la formation effective de stocks à la croissance du PIB a probablement été de plus de $\frac{1}{2}\%$ en 1979. L'erreur d'estimation, qui est positive, pourrait aussi comprendre une part de la formation de stocks qui n'est pas directement appréhendée par les statistiques des variations de stocks.

Graphique 2 Indicateurs du marché du travail
Chiffres désaisonnalisés



1 Entreprises employant au moins 10 salariés.

2 Il y a une rupture de la série en avril 1976. Depuis lors, l'inscription au chômage a une validité d'un mois (six mois auparavant).

Source : *Bulletin mensuel de statistiques* du Service national de la Statistique.

intègre l'erreur d'estimation, la demande intérieure totale a augmenté de 4,5 % en 1979. La détérioration de la balance extérieure réelle, équivalant à $\frac{3}{4}$ % du PIB, est le résultat combiné d'un ralentissement marqué de la croissance en volume des exportations et d'une faible accélération du mouvement des importations. Le revenu net des facteurs extérieurs s'est légèrement redressé, ce qui s'est traduit par une augmentation du PNB voisine de 4 %.

Le marché du travail

Le ralentissement de l'activité économique n'a pas entraîné immédiatement une décélération correspondante de la croissance de l'emploi. En année pleine, on enregistre une légère accélération du taux de croissance de l'emploi non agricole qui atteint 2,3 % en 1979. Cependant, des indications partielles donnent à penser que cette progression est à mettre au compte d'une forte expansion de l'emploi pendant la période de dix-huit mois se terminant au deuxième trimestre de 1979 et que l'augmentation a été relativement faible pendant la seconde moitié de

l'année. L'accélération d'une année sur l'autre s'explique entièrement par une croissance plus rapide de l'emploi dans le secteur des services, qui a atteint le taux le plus élevé que l'on ait enregistré depuis un certain nombre d'années. L'emploi dans la construction a aussi un peu progressé. Dans le secteur des services, la situation de l'emploi a été influencée à la fois par l'augmentation considérable du nombre de touristes depuis le début des années 70, par le rapatriement d'un nombre non négligeable de compagnies de transports maritimes établies à l'étranger et par l'urbanisation rapide en général. En 1979, le nombre de touristes étrangers a augmenté de 14 %, contre 10 % environ en 1978 et une moyenne de longue période de 18 % environ depuis 1968. De même, par suite de la modernisation des marchés financiers et de l'instauration de l'assurance obligatoire pour un certain nombre de risques¹⁰, les effectifs des banques et des compagnies d'assurance ont augmenté rapidement en 1979 (5 %) à un rythme un peu supérieur à la moyenne de longue période.

Dans l'industrie manufacturière, l'emploi a augmenté de 2 $\frac{3}{4}$ % l'année dernière, dépassant ce qu'on pouvait prévoir à partir des tendances à long terme de l'accroissement de la productivité et de la réaction différée de l'emploi aux variations de la production. Le ralentissement de la production manufacturière (valeur ajoutée), dont le taux de croissance est passé de 10 % entre 1963 et 1975¹¹ à 5 $\frac{3}{4}$ % depuis lors, a été amorti par une baisse plus que proportionnelle du taux annuel d'accroissement de la productivité par personne employée (de 6 $\frac{3}{4}$ % à un peu plus de 1 $\frac{1}{2}$ %) et par une baisse accélérée du nombre d'heures travaillées (de $\frac{1}{4}$ % à presque 1 %). De ce fait, la croissance de l'emploi a été, ces dernières années, supérieure d'à peu près 1 point au taux moyen à long terme de 3 % enregistré jusqu'en 1973. En 1979, la productivité par personne employée s'est accrue d'environ 2 $\frac{1}{2}$ %, soit à un rythme qui est presque le tiers de celui que l'on a observé jusqu'en 1975.

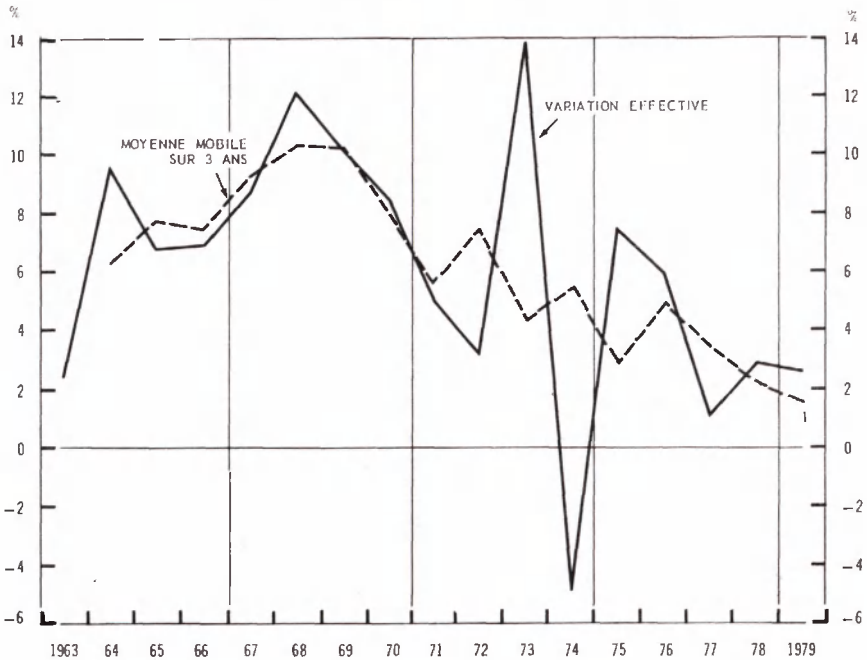
L'infléchissement marqué de la croissance de la productivité ne s'explique qu'en partie par la croissance ralentie de la production. D'après les données comparatives et les données concernant la Grèce réunies par l'OCDE, l'élasticité des variations de l'accroissement de la productivité par rapport aux variations de la croissance de la production est d'environ $\frac{1}{3}$, ce qui permet d'expliquer un abaissement de l'accroissement de la productivité par heure travaillée de 7 % avant 1975 à quelque 4 % depuis lors. La différence entre 4 % et le taux effectif d'accroissement de la productivité (par heure travaillée) de 2 $\frac{1}{2}$ % au cours des années récentes est à imputer en partie à la politique gouvernementale qui tend à décourager les licenciements et probablement plus encore au manque de dynamisme de l'investissement dans le secteur manufacturier. Il se peut aussi que le schéma d'évolution de l'activité productive se soit infléchi dans la direction des industries à plus forte intensité de main-d'œuvre. La croissance de l'emploi dans la construction est tombée à environ 3 % en 1979, un peu moins qu'en 1978.

Les variations observées au cours de l'année donnent à penser que la situation du marché du travail s'est dégradée vers la fin de 1979. L'emploi dans l'industrie manufacturière a baissé au second semestre, mais s'est ensuite légèrement redressé dans les premiers mois de 1970. Dans la construction aussi, l'emploi a probablement fléchi après le milieu de l'année. Dans les services, toutefois, l'emploi a continué d'augmenter, mais probablement à un rythme un peu moins soutenu qu'au premier semestre. Il y a eu une faible augmentation (moins de 5 %) du chômage recensé tout au cours de l'année, le nombre des chômeurs étant de

10 L'assurance obligatoire des automobiles est entrée en vigueur au milieu de l'année 1979.

11 Depuis 1975, il apparaît que la tendance de l'accroissement de la productivité s'est inversée.

Graphique 3 Productivité dans les industries manufacturières
(variation en pourcentage, par heure travaillée)



1 On prévoit une baisse de la productivité de 2 % environ en 1980.

Source : Estimations de l'OCDE.

quelque 35 000 (correction faite des variations saisonnières) à la fin de 1979, soit un peu plus de 3 %¹² de la population active urbaine et semi-urbaine. La dégradation intervenue sur le marché du travail est encore attestée par le fait que le nombre d'offres d'emploi a diminué de plus de moitié dans la période de douze mois se terminant en décembre 1979 (et de près des deux tiers par rapport au chiffre maximum enregistré en 1977) et par une chute brutale du nombre d'heures travaillées dans les industries manufacturières.

Prix, revenus et coûts

Il y a eu une accélération généralisée de l'inflation en 1979, les principaux indices de prix augmentant tous nettement plus vite qu'en 1978 (tableau 4). La hausse des prix s'est amplifiée au début de l'année. Les prix de détail ont augmenté de 19 % en année pleine et de 25 % dans les douze mois précédant décembre 1979. En mai 1980, les prix de détail étaient d'environ 25 % plus élevés que douze mois auparavant, ce qui laisse entrevoir que le taux effectif d'augmentation a peu varié depuis le début de 1979. Le taux d'accroissement de l'indice implicite des prix du PIB, qui exprime l'inflation intérieure, a été de 18 % en 1979 — près

12 Les statistiques relatives aux chômeurs déclarés n'appréhendent qu'une partie des travailleurs effectivement sans emploi ; les jeunes chômeurs et les chômeurs ruraux ne sont pratiquement pas pris en compte. Les chômeurs partiels, qui sont les premières victimes d'un ralentissement de l'activité, ne sont recensés nulle part.

Tableau 4 Indices implicites des prix¹
Pourcentages de variation

	1976	1977	1978	1979
PIB au coût des facteurs	15.8	12.6	13.2	17.8
PIB aux prix du marché	15.4	12.9	13.1	18.3
Consommation privée	13.2	12.0	12.2	18.0
Consommation publique	15.9	16.2	16.3	18.8
<i>dont</i> : Salaires et traitements	17.5	17.5	19.2	20.4
Investissement fixe	17.0	17.3	18.7	23.9
<i>dont</i> : Secteur privé	16.5	17.7	19.0	25.0
Secteur public	16.4	16.5	17.5	20.2
Logement	16.8	20.2	22.9	29.0
Demande intérieure finale	14.4	13.8	14.2	19.6
Formation de stocks	17.4	11.0	7.9	21.6
Demande intérieure totale ²	15.1	11.8	13.1	18.8
Exportations	9.8	10.0	7.9	14.1
Importations	11.2	5.7	9.7	17.1

1 Indices implicites de prix dérivés des comptes nationaux.

2 La demande intérieure totale comprend l'erreur d'estimation.

Source: Comptes nationaux de la Grèce.

d'une fois et demie celui de 1978 — et la variation au cours de l'année a probablement été de plus de 20 %. Ainsi qu'il ressort du tableau 4, le taux d'accroissement de l'indice implicite des prix de l'investissement fixe a été beaucoup plus élevé que celui des autres indices de prix ; cela tient à la forte hausse du coût des logements, elle-même essentiellement due à la forte poussée des prix des matériaux de construction. Dans le secteur des exportations aussi, la hausse a été vive et l'augmentation de l'indice implicite des prix des exportations totales utilisé dans les comptes nationaux a été d'environ 14 % en 1979, contre une moyenne voisine de 9 % sur les trois années précédentes.

Bien que, sur l'ensemble de l'année 1979, la contribution relative¹³ des prix des importations à la hausse des prix à la consommation ait été moindre que celle des coûts intérieurs, les prix des importations ont fortement accéléré au cours de l'année et rendent compte d'un quart environ de la hausse de 25 % qu'ont accusée les prix à la consommation. L'accroissement des prix du pétrole importé a été d'à peu près 115 % sur l'année¹⁴, ce qui équivalait à moins de 4 points sur la courbe des prix à la consommation. Toutefois, les autorités qui, depuis un certain nombre d'années, avaient maintenu le prix de certaines huiles diesel (essentiellement destinées à l'agriculture et au chauffage) à un niveau relativement bas, ont décidé en 1979, pour stimuler les économies d'énergie, de relever le prix de ces produits dans une proportion supérieure à la hausse de leur coût à l'importation, ce qui a porté la contribution du prix du pétrole à probablement plus de

13 Pour calculer la contribution de chaque source individuelle d'inflation à la hausse des prix à la consommation, on prend l'augmentation effective en pourcentage du prix (ou du coût) de chaque source que l'on multiplie par son poids relatif (calculé sur la base des échanges intersectoriels) dans la formation des prix à la consommation. Par exemple, les prix des importations entrent pour environ un cinquième dans ceux de la consommation privée et leur poids relatif est donc approximativement d'un cinquième. Si leur contribution à la hausse des prix à la consommation au cours de l'année est supérieure à un cinquième de la hausse globale des prix, leur contribution relative est alors supérieure à leur poids.

14 Cet accroissement est supérieur à ce qu'il a été pour la moyenne des pays de l'OCDE. Il apparaît que la Grèce achète davantage sur le marché libre que la moyenne des pays de l'OCDE.

4 points. Reflétant les mouvements des prix mondiaux¹⁵, l'augmentation d'une année sur l'autre du prix des importations de marchandises (pétrole non compris) a aussi été plus forte qu'au cours des trois années précédentes, mais en raison de l'accroissement modéré du prix des services, l'augmentation du prix à l'importation des biens et services a été de 12 % en année pleine. Si l'on prend en compte le pétrole, elle a été de 17 %.

La contribution des coûts agricoles à la hausse des prix à la consommation a été plus forte en 1979 qu'en 1978, ce qui s'explique en partie par le fait que la production agricole est brusquement passée d'une forte progression en 1978 à un recul en 1979. Toutefois, en raison essentiellement de la réduction des subventions qui sera signalée plus loin, l'augmentation des prix de vente au détail des produits alimentaires a été beaucoup plus forte en 1979 que les chiffres de la production le laissaient prévoir. Le taux d'augmentation des autres coûts intérieurs a manifesté sa plus forte accélération entre 1978 et 1979 et a plus contribué à la hausse des prix à la consommation qu'au cours des quatre années précédentes (tableau 5). Ce résultat s'explique par l'influence de divers facteurs : dans de nombreuses branches, le prix des services s'est fortement accru, en même temps que, dans le but d'améliorer les marges bénéficiaires des entreprises publiques, de nombreux prix réglementés faisaient l'objet de relèvements considérables principalement dans les secteurs de la poste, des télécommunications et des transports. L'indice combiné de ces prix a augmenté de 25 % d'une année sur l'autre et de 34 % au cours des douze mois de l'année, soit à un rythme de près de quatre fois plus rapide qu'en 1978. Il apparaît par ailleurs qu'à la faveur du climat inflationniste, les revenus des professions indépendantes ont fortement progressé, de même que les bénéfices des petites entreprises qui ont beaucoup augmenté leurs prix en 1979.

Tableau 5 Contributions à la hausse des prix à la consommation¹

Contribution en pourcentage

	1975	1976	1977	1978	1979
Prix à l'importation	3 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{4}$	1	2	3 $\frac{1}{2}$
dont : pétrole	1 $\frac{1}{2}$	-	-	-	1 $\frac{1}{4}$
Coûts intérieurs	7 $\frac{1}{2}$	11	9 $\frac{1}{4}$	8 $\frac{1}{2}$	12 $\frac{1}{2}$
Coûts agricoles ²	3 $\frac{3}{4}$	4 $\frac{1}{4}$	2	2 $\frac{1}{2}$	3 $\frac{3}{4}$
Coûts non agricoles	6 $\frac{1}{2}$	6 $\frac{3}{4}$	7 $\frac{1}{4}$	6	9 $\frac{1}{4}$
Coûts salariaux ³	4 $\frac{1}{2}$	4 $\frac{1}{4}$	5	4 $\frac{1}{2}$	4 $\frac{1}{2}$
Autres ⁴	2	2	2 $\frac{1}{4}$	1 $\frac{1}{2}$	5
Impôts indirects nets ⁵	2 $\frac{1}{2}$	1 $\frac{1}{4}$	2	1 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{4}$
Résidu ⁶	- $\frac{1}{2}$	-1 $\frac{1}{2}$	- $\frac{1}{4}$	$\frac{1}{4}$	- $\frac{1}{2}$
Prix à la consommation (pourcentage de variation)	13	13 $\frac{1}{4}$	12	12 $\frac{1}{2}$	18
Prix de détail (pourcentage de variation)	13 $\frac{1}{2}$	13 $\frac{1}{4}$	12 $\frac{1}{4}$	12 $\frac{1}{2}$	19

1 Il s'agit de l'indice implicite des prix de la consommation privée dérivé des comptes nationaux.

2 Indice implicite des prix du PIB au coût des facteurs dans l'agriculture.

3 Salaires et traitements intérieurs par unité de produit non agricole.

4 Revenu de la propriété et de l'entreprise individuelle perçu par les ménages, et bénéfices des entreprises publiques, par unité de produit non agricole.

5 Par unité de produit non agricole.

6 Les variations du poste résiduel peuvent traduire pour une part des variations affectant les pondérations.

Sources : Comptes nationaux de la Grèce et estimations de l'OCDE.

15 La dépréciation effective de la drachme en 1979 a été moindre qu'au cours des deux années précédentes.

Dans les derniers mois de 1978, les autorités ont pris la décision de supprimer progressivement les subventions aux produits alimentaires et agricoles et de faire supporter aux consommateurs une plus grande part des coûts de production et de distribution, dans le double but de ramener le déficit budgétaire à un niveau plus acceptable et d'augmenter les prix intérieurs de certains produits alimentaires pour les aligner peu à peu sur ceux de la CEE. En partie de ce fait, les prix des produits alimentaires ont généralement augmenté plus vite que les prix à la consommation pendant l'année dernière. La hausse a été particulièrement importante pour la viande et les produits laitiers¹⁶. Les autorités ont en outre augmenté les impôts indirects sur les automobiles privées ce qui, ajouté à la diminution des subventions aux produits alimentaires, a fait passer la contribution des impôts indirects nets (impôts moins subventions) à la hausse des prix à la consommation de 1½ point en 1978 à 2¾ points en 1979. Au total, probablement moins de la moitié de l'accélération du taux d'inflation, de 12 % pendant l'année 1978 à 25 % pendant l'année 1979, est imputable à des facteurs spéciaux tels que le renchérissement du pétrole, le relèvement des impôts indirects sur les automobiles privées et à la réduction partielle des subventions. Le reste, soit un peu moins de 7 points en pourcentage, est à mettre au compte du renforcement des facteurs d'inflation intérieurs, notamment de ceux dont l'administration avait freiné l'action dans les années précédentes.

Contrairement aux autres composantes des coûts, les coûts salariaux ont exercé un effet modérateur sur les prix pendant l'année dernière. L'augmentation des gains salariaux moyens a été de 19 %, soit près de 3 points de moins qu'en 1978, mais ce ralentissement a été néanmoins inférieur à celui qui aurait dû découler des décisions de la Cour d'arbitrage fixant les augmentations du salaire minimum¹⁷ et des conventions collectives sectorielles¹⁸. Le glissement des salaires s'explique probablement par la résistance des travailleurs à une amputation de leurs gains réels. Ceux-ci ont stagné au niveau de 1978. L'affaiblissement de la demande aidant, les directives gouvernementales ont été bien suivies dans le secteur privé où les gains réels ont nettement baissé, particulièrement dans le secteur des services où la diminution a été de presque 4 %. Mais les employés de l'administration centrale et des services publics ont obtenu des augmentations supérieures à la moyenne. Les revenus de la propriété et de l'entreprise ont été le seul élément dynamique du revenu des ménages, sous l'effet d'une augmentation du produit des intérêts, d'une accélération de la hausse des loyers (y compris les loyers imputés) et aussi et surtout d'un accroissement des bénéfices lié en partie à des mouvements spéculatifs (sauf dans l'industrie manufacturière) et de l'augmentation des revenus tirés de l'exercice d'une profession indépendante. En revanche, tous les autres types de revenus ont stagné ou diminué en termes réels, spécialement les revenus agricoles, dont la baisse a été supérieure à 5 % (tableau 2).

La mauvaise tenue des prix en 1979 tient non seulement à des facteurs immédiats comme le renchérissement du pétrole, mais aussi à des facteurs structurels qui ont été examinés dans des Etudes économiques antérieures de l'OCDE

16 Pendant l'année 1979, le mouton et l'agneau ont augmenté de 42 %, les autres viandes d'environ 30 %, le lait de 53¼ %, le poisson frais de 99¼ %, les pommes de terre de 37 %.

17 La Cour d'arbitrage a décidé une augmentation de 22 % en deux temps en 1978 et une augmentation unique de 15 % en 1979, ce qui, d'une année sur l'autre, donne une augmentation de presque 23 % dans le premier cas et d'à peine plus de 15 % dans le second.

18 Les relèvements annuels moyens prévus par les conventions collectives et les augmentations effectivement enregistrées ont été les suivants : pour les employés du commerce de détail, 12¼ % et 18 % ; pour les employés de bureau, 12¼ % et 14¼ % ; pour les comptables, 11¼ % et 14¼ % ; et pour le personnel des transports urbains 12¼ % et 14 %.

Tableau 6 Prix, traitements et salaires
Pourcentages de variation

	Par rapport à l'année précédente				Pendant les 12 mois jusqu'à			
	1976	1977	1978	1979 ¹	Déc. 1978	Déc. 1979	Mars 1980	Mai 1980
1 PRIX								
<i>Prix de détail</i>								
Total	13.3	12.2	12.5	19.0	11.5	24.8	23.8	25.0
dont :								
Alimentation	13.9	14.0	14.2	18.9	9.2	28.7	27.9	27.0
Logement	11.0	11.8	11.4	19.4	8.3	26.4	29.4	25.1
Biens durables	10.6	10.1	8.5	12.7	9.3	15.0	18.1	25.7
<i>Prix de gros</i>								
Total	14.0	13.7	10.3	21.0	11.6	26.9	27.1	28.1
Produits finis pour la consommation intérieure, total	13.4	12.7	11.1	20.3	11.1	26.7	26.7	27.9
D'origine nationale	12.9	12.9	10.5	20.4	10.4	27.5	29.4	27.9
Primaires	18.9	14.1	12.5	21.0	11.6	30.5	24.2	24.7
Industriels	10.8	12.5	9.7	20.2	10.0	26.4	31.5	29.1
D'origine étrangère	15.0	12.1	12.9	19.9	12.9	24.5	19.1	28.2
Exportations (produits primaires et industriels)	18.3	19.9	5.4	25.7	15.1	27.7	28.9	28.9
<i>Prix à l'importation</i>								
Total	11.5	4.9	11.0	19.6	10.4	55.0		
Total, hors pétrole	10.0	10.3	8.7	16.2	12.4	21.9		
dont : Alimentaires	5.8	13.1	0.8	11.9	17.4	3.9		
Taux de change effectif	-7.1	-3.8	-10.0	-6.2	-12.2	-7.3	-7.4	-17.2
2 TRAITEMENTS ET SALAIRES (Secteurs non agricoles)								
<i>Secteur manufacturier²</i>								
Traitements	23	19 $\frac{1}{2}$	19	18 $\frac{1}{2}$	18 $\frac{3}{4}$	20 $\frac{1}{2}$	24 $\frac{1}{2}$ ⁶	
Salaires horaires	28 $\frac{3}{4}$	21	23 $\frac{1}{2}$	20 $\frac{3}{4}$	25 $\frac{1}{2}$	22 $\frac{1}{2}$	29 ⁶	
Salaires hebdomadaires	26	18 $\frac{3}{4}$	24 $\frac{1}{2}$	26	28 $\frac{1}{2}$	17 $\frac{1}{2}$ ⁶		
Appointements dans le commerce de détail	25	20	21 $\frac{1}{2}$	17 $\frac{3}{4}$	20 $\frac{1}{2}$	17 $\frac{1}{2}$	21 $\frac{1}{2}$ ⁶	
<i>Ensemble de l'économie</i>								
Taux de salaire minimum	18	16	23 $\frac{1}{4}$	17 $\frac{3}{4}$				
Masse salariale ³	26 $\frac{3}{4}$	25	24	22 $\frac{3}{4}$				
Gains moyens ⁴	24 $\frac{3}{4}$	20 $\frac{1}{2}$	21 $\frac{1}{2}$	19 $\frac{3}{4}$				
<i>Administrations publiques</i>								
Traitement moyen ⁵	23 $\frac{3}{4}$	22 $\frac{1}{2}$	23 $\frac{1}{2}$	21				

1 Chiffres provisoires, en partie fondés sur des informations incomplètes pour 1979 et en partie sur des estimations de l'OCDE.

2 Entreprises de dix employés et plus.

3 Sur la base des comptes nationaux (agriculture exclue) et y compris les autres coûts de main-d'œuvre.

4 Estimations approximatives pour les secteurs non agricoles (non compris les gains hors de Grèce).

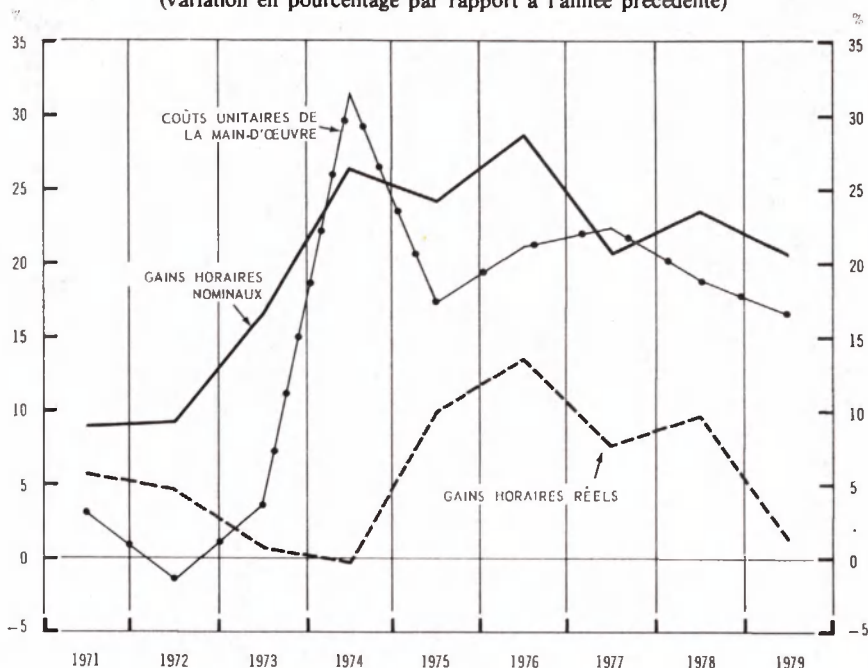
5 Dépenses budgétaires en traitements, salaires et autres rémunérations, divisées par l'effectif des fonctionnaires (y compris les enseignants, etc.) et le personnel des forces armées.

6 Données trimestrielles.

Sources : Budgets ; Comptes nationaux de la Grèce, 1970-1977 ; *Annuaire statistique* ; *Principaux indicateurs économiques* de l'OCDE ; renseignements communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

et dont les effets avaient été endigués au cours des années précédentes. En particulier, le renforcement des tensions inflationnistes intérieures lié à l'expansion rapide de l'économie, la configuration de la croissance et les augmentations des revenus nominaux, de l'ordre de 20 % pendant plusieurs années, ont été dans

Graphique 4 Industries manufacturières : gains et coûts salariaux
(variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)



Sources : *Bulletin mensuel de statistiques* du Service national de la statistique et estimations de l'OCDE.

une grande mesure masqués par des évolutions favorables des prix à l'importation¹⁹ et par des interventions gouvernementales, notamment par le blocage des prix et des loyers et l'octroi d'importantes subventions. Dans ces conditions, et avec l'apport d'importants transferts courants des Grecs résidant à l'étranger²⁰, l'économie a pu croître à un rythme rapide entre 1974 et 1978 (le PIB réel a augmenté de $5\frac{1}{2}\%$ en moyenne chaque année) sans aggravation de l'inflation ou de la position de la balance des paiements.

La configuration de la croissance — tant du côté de l'offre que celui de la demande — était cependant peu propice à une réduction des déséquilibres inflationnistes et, désormais, contraire aux impératifs du développement à long terme de l'économie. Avant 1973, la croissance annuelle des investissements était en moyenne supérieure d'environ $2\frac{1}{2}$ points à celle du PNB, mais elle lui a été inférieure de quelque $\frac{3}{4}$ de point entre 1974 et 1978. La consommation privée a suivi l'évolution inverse. A l'intérieur de ces tendances générales, le niveau absolu de l'investissement dans les industries manufacturières a quelque peu baissé depuis 1974 alors qu'il avait été en nette augmentation tendancielle sur une longue période avant cette date. Comme il était à prévoir, le taux de croissance de la

19 Le taux annuel de croissance des prix à l'importation a été d'environ $8\frac{1}{2}\%$ entre 1975 et 1978, soit un pourcentage inférieur de 5 points au taux d'augmentation des coûts intérieurs constaté par l'indice implicite des prix du PIB pendant la même période.

20 On trouvera une analyse sommaire de l'importante contribution à la croissance du PIB des transferts courants et en capital des Grecs résidant à l'étranger dans l'Etude économique de la Grèce, 1978, partie III « Certains aspects et problèmes de moyen terme », pp. 35 à 40.

production manufacturière a diminué de près de moitié. Les investissements publics dans l'infrastructure et les investissements agricoles ont également baissé. Toutefois, l'investissement résidentiel est resté soutenu : en raison de l'importance de la construction de logements dans le PIB²¹ et de ses effets multiplicateurs à court terme, les autorités ont encouragé l'investissement privé dans le logement en 1975 pour aider l'économie à se redresser après la récession de 1974. Toutefois, le boom de l'immobilier privé, en grande partie induit par l'action du gouvernement, s'est maintenu pendant quatre ans de suite²². De ce fait, des ressources ont été détournées d'autres secteurs, y compris de l'industrie et cela a conduit à une hausse excessive du prix des maisons²³ ce qui, ainsi qu'il ressort de l'analyse faite dans l'Étude économique de la Grèce, de 1978²⁴, a alimenté la spéculation et a donné naissance à de fortes pressions inflationnistes diffuses qui se sont répercutées, avec un certain retard, sur les prix de détail. Au total, les évolutions de l'investissement ont considérablement affaibli la base d'une croissance soutenue à moyen terme et renforcé des pressions inflationnistes de caractère durable par les effets négatifs qu'elles ont exercés sur la croissance potentielle de la productivité.

L'apparition inévitable de pressions de caractère durable, la décision de réduire les subventions aux produits alimentaires, le déblocage des loyers, les hausses du prix du pétrole et la poussée des cours mondiaux des produits primaires l'an dernier, qui expliquent l'accélération de l'inflation, semblent avoir renforcé les anticipations inflationnistes. Le gonflement accéléré des stocks en 1979, dans des conditions d'affaiblissement de la demande, reflète probablement en partie la crainte d'une inflation plus rapide²⁵ ainsi que l'anticipation d'éventuelles mesures de contrôle des prix, des bénéfiques ou dans d'autres domaines, les incertitudes découlant des modifications de la politique économique et la possibilité d'une nouvelle dévaluation de la drachme. L'augmentation des stocks, de caractère essentiellement spéculatif, qui s'est opérée en 1979 a entraîné un accroissement considérable des importations qui, conjointement avec des phénomènes de termaillage, a beaucoup contribué à la détérioration de la position de la balance des paiements. Des hausses de prix anticipées ont pu aussi intervenir. Le comportement des ménages n'est pas non plus resté insensible à l'inflation. La structure de l'épargne personnelle et le comportement en matière de placements ont connu des variations importantes. L'apparition de taux d'intérêt réels nettement négatifs a provoqué un net ralentissement des dépôts bancaires et une réorientation des préférences au détriment de l'épargne financière et au profit des actifs réels, comme en témoigne l'augmentation substantielle des sommes affectées par les particuliers à l'achat de maisons neuves (39 %) en 1979. Il se peut aussi que des capitaux aient fui à l'étranger.

21 L'investissement dans l'immobilier résidentiel représente, en Grèce, environ 10 % du PIB, contre 5½ % pour la zone de l'OCDE. De plus, il a d'importants effets en amont et en aval et absorbe une forte proportion de main-d'œuvre.

22 L'investissement dans le logement a augmenté à un taux annuel de 12½ % entre 1975 et 1979, comparé à un taux de moins de 3½ % pour les autres investissements et à un taux d'accroissement à long terme de l'investissement immobilier de 10½ % avant 1973.

23 L'indice implicite des prix de l'investissement résidentiel privé a augmenté à un taux annuel de 22½ % entre 1976 et 1979, autrement dit près d'une fois et demie plus rapidement que l'indice implicite des prix du PIB, logement non compris. La hausse des prix des maisons a probablement été supérieure.

24 OCDE, Étude économique de la Grèce, juillet 1978, partie III, « Certains aspects et problèmes de moyen terme », p. 40.

25 Les stocks servant de protection contre l'inflation, la formation de stocks a tendance à s'intensifier en période d'accélération de l'inflation. Depuis 1972, en partie pour des raisons spéculatives, le comportement des entreprises en matière de stocks a considérablement changé et la part de la formation de stocks dans le PNB a doublé, s'établissant à 4½ %.

Balance des paiements

Comme dans la plupart des autres pays de l'OCDE, la hausse des prix pétroliers a nettement aggravé la position de la balance des paiements en 1979. Le déficit des opérations courantes mesuré en pourcentage du PIB, qui avait légèrement diminué, passant de 4½ % en 1975 à presque 3 % en 1978, a atteint une valeur proche de 5 % l'année dernière²⁶. La balance réelle des échanges s'est fortement détériorée. Les termes de l'échange ont sensiblement fléchi (de près de 7 %) et le déficit commercial est passé de 4.3 milliards de dollars en 1978 à quelque 6.2 milliards de dollars en 1979. Cette aggravation du déficit commercial a été en partie compensée par un accroissement de l'excédent des invisibles, qui a couvert les deux tiers environ du déficit commercial, la proportion correspondante ayant été de presque quatre cinquièmes en 1978.

Tableau 7 Balance des paiements
En millions de dollars

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Exportations	1.803	2.030	2.228	2.522	2.999	3.932
Importations	4.715	5.072	5.561	6.425	7.341	10.110
Balance commerciale	-2.912	-3.042	-3.333	-3.903	-4.342	-6.178
Services et transferts, net	1.679	1.977	2.246	2.620	3.089	3.900
Recettes	2.407	2.746	3.033	3.497	4.127	5.267
Tourisme	448	644	824	981	1.326	1.662
Secteur maritime	867	845	914	1.126	1.177	1.519
Envois de fonds des travailleurs émigrés	674	782	803	925	984	1.168
Autres	418	475	492	465	640	918
Dépenses	728	769	787	877	1.038	1.367
Recettes en drachmes convertibles	97	112	155	202	295	395
Balance courante ¹	-1.136	-953	-932	-1.081	-958	-1.883
Capitaux privés à long terme	425	511	545	608	706	1.058
dont : Entreprises	137	113	175	233	283	327
Immobilier	233	299	295	363	410	592
Crédits fournisseurs ²	38	78	10	-38	-43	59
Capitaux à long terme des entreprises publiques	41	-42	-4	19	63	152
Capitaux officiels à long terme	56	7	-26	-15	54	-34
Balance de base	-614	-477	-417	-469	-135	-707
Crédits fournisseurs à court terme ²	87	151	-6	46	-27	116
Erreurs et omissions	65	-225	-129	-97	-269	491
Institutions privées monétaires	89	165	443	503	409	148
dont : Dépôts en devises	85	154	324	378	369	11
Balance des règlements officiels	-373	-386	-109	-17	-22	48
Utilisation des crédits du FMI	43	186	67	-42	-33	-49
Emprunts de la banque centrale	245	225	-19	184	145	28
Variation des comptes de clearing et des comptes de troc	-27	-30	53	13	20	-70
Variation des réserves officielles	-1	12	1	3	-1	16
Utilisation des DTS (= augmentation)	113	-7	6	-141	-109	27

1 Conformément aux modifications officielles, le déficit des opérations courantes a été révisé pour prendre en compte les recettes en drachmes convertibles au titre des services rendus.

2 Privés et publics.

Sources : Bulletin mensuel de Statistiques de la Banque de Grèce, et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

26 Les statistiques officielles de la balance des paiements de la Grèce ont été récemment révisées. Les paiements de prestations de services fournies par des Grecs effectués par prélèvement sur des comptes en drachmes convertibles ne sont plus classés comme des entrées nettes de capitaux. Ils sont portés en sortie au compte des opérations de capital et inscrits en entrée au compte des opérations courantes, ce qui diminue à la fois le déficit courant et les entrées autonomes nettes de capitaux ; la balance de base est inchangée.

Comme cela avait été le cas les deux années précédentes, les entrées de capitaux privés ont considérablement augmenté, permettant de financer la plus grande partie du déficit des opérations courantes. Le taux de change effectif de la drachme a baissé de 6¼ % environ d'une année sur l'autre (7.9 % au cours de l'année), les pourcentages correspondants pour 1978 étant respectivement de 10 % et de 12¼ %.

On a encore enregistré une forte détérioration du taux de change dans les cinq premiers mois de 1980 (graphique 5). Les statistiques de la balance des paiements pour les cinq premiers mois de 1980²⁷ font apparaître un déficit commercial de 6¼ milliards de dollars en taux annuel. Le taux d'augmentation des exportations et celui des importations accusent un net ralentissement, mais le premier davantage que le second. Par ailleurs, l'excédent des opérations invisibles²⁸ a fléchi par rapport au second semestre de 1979, reflétant la baisse des envois de fonds des émigrants et la progression ralentie des recettes du tourisme. En conséquence, le déficit de la balance courante enregistré les cinq premiers mois de 1980 (3¼ milliards de dollars en taux annuel) traduit une détérioration de la position sous-jacente.

En valeur, les exportations de marchandises (sur la base de la balance des paiements) ont augmenté de 31 % (en dollars des États-Unis) en 1979, beaucoup plus que les années précédentes. Cette forte augmentation est due en partie au paiement tardif des exportations effectué dans les derniers mois de 1978. Sur la base des statistiques douanières, la valeur des exportations a progressé à un taux inférieur d'à peu près de moitié, qui s'analyse en une augmentation de 10 % en prix et de 5 % en volume²⁹. Le taux de croissance constaté en 1979 a été inférieur de plus de moitié au taux moyen enregistré pendant les

27 Balance des paiements, janvier-mai 1980 (milliards de dollars)¹ :

	Janvier-mai, taux annuels			Moyennes annuelles	
	1978	1979	1980	1978	1979
<i>Opérations courantes</i>					
Exportations de marchandises	2.8	3.8	4.0	3.0	3.9
Importations de marchandises	-7.0	-9.5	-10.7	-7.3	-10.1
Balance commerciale	-4.2	-5.7	-6.7	-4.3	-6.2
Recettes invisibles	3.5	4.4	4.7	4.4	5.7
Paiements invisibles	-0.9	-1.2	-1.3	-1.0	-1.4
Balance des opérations invisibles	2.6	3.2	3.4	3.4	4.3
Balance courante	-1.7	-2.5	-3.3	-0.9	-1.9
<i>Opérations en capital</i>					
Entrées nettes de capitaux privés	1.3	1.3	1.3	1.1	1.3
Opérations du secteur public, y compris les emprunts de la banque centrale	—	—	0.7	0.2	0.1
Erreurs et omissions	0.5	1.2	1.1	-0.3	0.5
<i>Pour mémoire :</i>					
Fin de période :					
Crédits-fournisseurs	1.3	1.3	1.6	1.2	1.4
Réserves officielles	1.0	1.1	1.0	1.2	1.1

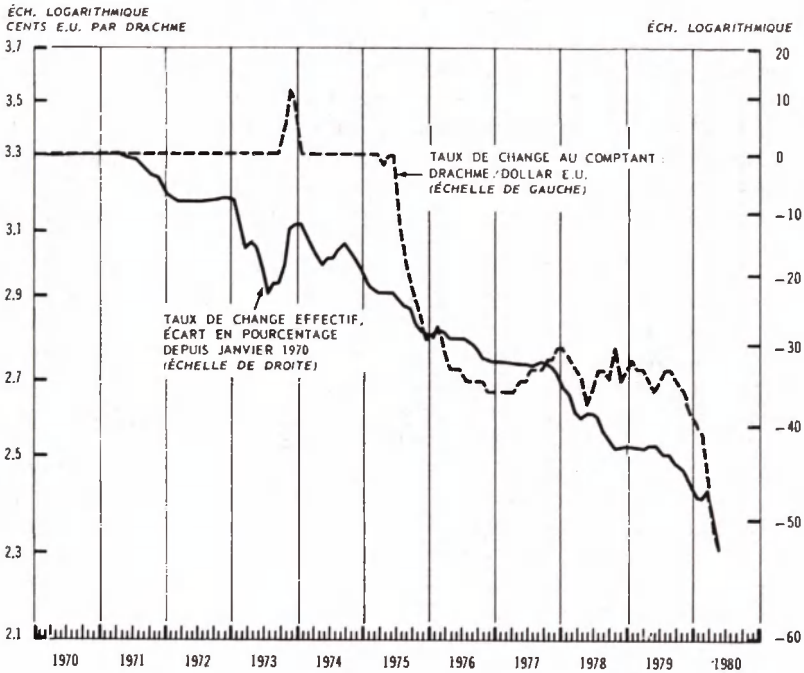
¹ Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des composantes.

Source : Chiffres directement communiqués à l'OCDE.

28 Les statistiques des recettes courantes en drachmes convertibles ne sont pas prises en compte dans le déficit de la balance des paiements courants pour les quatre mois considérés.

29 Sur les deux premiers mois de l'année 1980, le volume des exportations (sur la base des statistiques douanières) a dépassé de 20 % le niveau auquel il s'était établi pendant la période correspondante de 1979. Cette forte progression est difficile à expliquer et ne peut être simplement attribuée à des retards dans l'enregistrement des exportations en 1979.

Graphique 5 Taux de change



Source : Estimations de l'OCDE.

années 70, et étonnamment faible eu égard à l'accélération des échanges mondiaux intervenue l'année dernière. Comme les exportations de tabac, qui représentent encore 22 % de l'ensemble des exportations agricoles et 6½ % des exportations totales, ont baissé en prix comme en volume, les exportations de produits agricoles ont progressé modérément en valeur (7 %), sur la base des statistiques douanières, ce qui donne à penser qu'elles ont légèrement fléchi en volume. Abstraction faite d'une poussée des exportations de dérivés du pétrole, ce sont les produits semi-finis et manufacturés qui ont enregistré le taux de progression le plus élevé (19¼ %), en raison surtout d'une augmentation en volume. Les exportations de produits manufacturés vers les pays du Moyen-Orient ont connu un essor particulièrement important. Par ailleurs, principalement sous l'effet d'une hausse marquée des cours mondiaux, les exportations de minéraux ont beaucoup augmenté en valeur (25 %) sur la base des statistiques douanières, l'augmentation en volume se situant autour de 8 %.

Le taux de croissance des importations de marchandises a fortement accéléré en valeur (sur la base de la balance des paiements), passant d'environ 15 % en moyenne en 1977 et 1978 à 38 % (en dollars des Etats-Unis) en 1979. Sur la base des statistiques douanières, la variation de ce taux est bien moindre, puisqu'il est passé de 15 % les deux années précédentes à près de 26 % en 1979. Cette différence est probablement due au jeu des termes de paiement et au fait que les importateurs ont réglé rapidement leurs importations en prévision d'une éventuelle dépréciation de la drachme. La valeur des importations de pétrole et de dérivés du pétrole a augmenté de 86½ % sur la base de la balance des paiements ; après prise en compte des réexportations, le déficit pétrolier net est passé de 975 millions de dollars en 1978 à 1 736 millions de dollars en 1979,

contribuant à raison de 40 % environ à l'augmentation du déficit commercial. Dans une certaine mesure, le termaillage peut avoir joué un rôle dans l'aggravation du déficit pétrolier, tout comme la réduction considérable des stocks intervenue en 1978 qu'il a fallu compenser en 1979 à des prix rendus nettement plus élevés par l'évolution des cours mondiaux. En volume (sur la base des statistiques douanières), l'accroissement des importations pétrolières a été de 15 % environ³⁰, la consommation effective (formation de stocks non comprise) progressant nettement moins rapidement. Le ralentissement de la consommation effective s'explique par la décélération de la croissance et les importantes mesures d'économie d'énergie prises en 1979³¹.

Si l'on exclut le pétrole, la croissance en valeur des importations de marchandises en 1979 a été de 29 % sur la base de la balance des paiements et de 20 % sur la base des statistiques douanières³² ; en volume, la progression a été de 8½ % (sur la base des statistiques douanières), ce qui est beaucoup plus que ce dont la progression modérée de la demande pendant l'année dernière pourrait justifier. Comme on l'a signalé plus haut, il semble qu'il y ait eu en 1979 un important mouvement d'accumulation de stocks provoqué dans une large mesure par des considérations spéculatives ; les importations, sur la base de leur élasticité tendancielle par rapport aux revenus, auraient dû augmenter d'environ 3 points de moins en volume, ce qui aurait entraîné une économie de près de 600 millions de dollars. Ces calculs approximatifs amènent à penser qu'un tiers environ de l'aggravation du déficit commercial est imputable à la spéculation. Les importations de produits alimentaires ont fortement augmenté en volume (d'à peu près ¼ par rapport à 1978), alors que la consommation de ces produits s'est accrue de 1 %.

Sous l'effet du ralentissement de la construction et de la hausse des cours mondiaux des matériaux en 1979, les importations de matières premières sont restées à peu près stationnaires. Toutefois, le volume des importations de produits manufacturés (CTCI 5-8), en particulier de biens de consommation (CTCI 8), a accusé une augmentation marquée (7¼ % et 15¼ % respectivement). Ici encore, l'augmentation observée est supérieure à ce que permet d'expliquer l'évolution de la demande intérieure, qui a été notamment marquée par un léger fléchissement de la demande privée de biens de consommation durables. Sous l'effet du tassement de la demande, les importations d'automobiles particulières, qui avaient progressé en valeur à un taux annuel d'environ 38 % pendant les deux années précédentes (à peu près trois fois plus vite que les importations totales) ont légèrement baissé en 1979, mais représentaient encore, avec les importations d'accessoires automobiles, 5 % environ des importations totales.

La croissance des recettes nettes des opérations invisibles, dont le taux annuel était d'environ 17½ % les années précédentes, s'est accélérée pour atteindre 27 % en 1979. Les principaux éléments moteurs de cette évolution ont été les recettes des transports maritimes et les envois de fonds nets des émigrants. Les recettes nettes des transports maritimes ont crû de 31 % en 1979 (contre 3 % en 1978 et 26 % en 1977) en raison de l'expansion vigoureuse des échanges mondiaux l'année dernière et de l'augmentation plus que proportionnelle des taux de fret qui lui est liée. La périodicité irrégulière des règlements dans les transports maritimes qui, généralement, gonfle fortement les recettes tous les deux ans, a aussi

30 Compte non tenu des réexportations.

31 Pour plus de détails, voir OCDE, *Étude économique de la Grèce*, août 1979, pp. 36-37.

32 Cette différence tient en partie, comme on l'a déjà expliqué, au jeu des termes de paiement et aussi à une différence de couverture statistique. Voir OCDE, *Étude économique de la Grèce*, avril 1976, annexe II « Statistiques du Commerce extérieur et de la balance courante : conciliation des données », pp. 53-55.

Tableau 8 Commerce extérieur par groupes de produits
sur la base des déclarations en douane

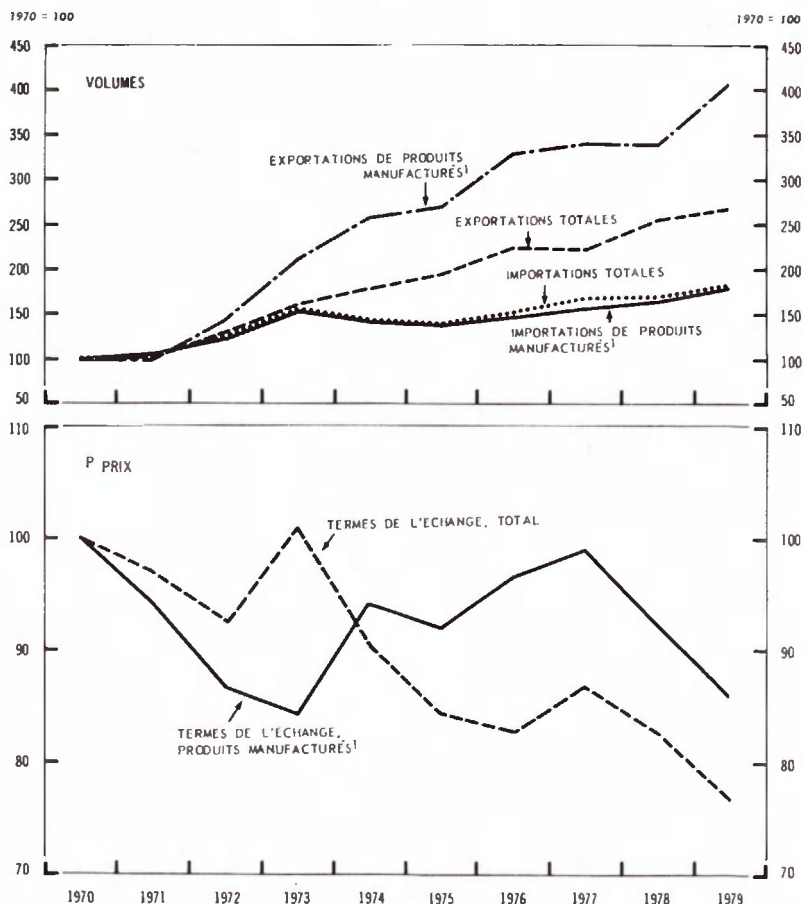
	Valeur en milliards de drachmes		Pourcentage de variation 1978-79	Volume			Valeur moyenne		
	1978	1979		Pourcentage de variation			1977	1978	1979
				1977	1978	1979			
EXPORTATIONS TOTALES	123.7	144.2	16.6	-1.6	15.4	5.1	9.8	5.7	10.9
<i>dont :</i>									
0 Denrées alimentaires et animaux vivants	28.1	32.3	14.8	-0.9	6.7	1.9	22.3	3.1	12.7
1 Boissons et tabac	9.5	9.1	-4.3	-11.5	39.3	-0.4	-0.4	-2.9	-3.9
2 Matières brutes non alimentaires à l'exception des combustibles	10.4	13.0	24.9	-6.3	8.0	8.8	2.5	6.3	14.9
3 Combustibles minéraux, lubrifiants et matières apparentées	11.7	17.1	45.3	-24.0	123.8	-17.5	17.6	7.1	76.2
4 Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	2.6	1.6	-38.3	-58.6	757.4	-50.1	34.0	-28.4	23.8
5 Produits chimiques et apparentés n.d.a.	5.3	4.9	-7.9	30.4	-1.2	12.8	-1.4	9.6	-18.3
6 Produits manufacturés classés suivant la matière première	39.1	45.6	16.7	-7.3	17.1	20.9	17.0	3.6	-12.8
7 Machines et matériel de transport	3.8	4.9	30.4	38.3	2.2	56.2	-17.0	-30.8	-16.5
8 Produits manufacturés divers	13.2	15.8	20.4	-0.6	-2.4	1.0	9.6	12.0	19.2
IMPORTATIONS TOTALES	240.8	303.5	26.0	6.3	5.1	8.7	4.9	11.0	19.6
<i>dont :</i>									
0 Denrées alimentaires et animaux vivants	27.2	31.7	16.5	2.1	16.6	23.9	13.1	0.8	11.9
1 Boissons et tabac	0.8	1.2	47.6	23.1	31.9	27.2	10.3	20.0	16.1
2 Matières brutes non alimentaires à l'exception des combustibles	17.8	22.1	24.3	3.5	1.3	-2.7	13.4	-2.5	27.7
3 Combustibles minéraux, lubrifiants et matières apparentées	52.4	75.8	44.7	-18.1	30.8	13.5	3.4	4.5	27.4
4 Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	0.5	0.7	47.5	-53.6	2.9	25.8	98.1	-0.8	17.3
5 Produits chimiques et apparentés n.d.a.	22.3	29.9	34.0	10.3	1.1	7.5	-0.7	10.3	24.6
6 Produits manufacturés classés suivant la matière première	39.2	46.6	18.8	8.8	3.6	5.7	7.7	5.3	22.1
7 Machines et matériel de transport	71.3	83.3	16.9	10.9	-2.3	6.3	14.2	15.8	9.9
8 Produits manufacturés divers	9.3	12.2	29.0	14.9	16.1	15.2	8.5	14.3	12.0

Source: Note mensuelle à la presse sur le commerce extérieur, Service national de la statistique.

joué un rôle. Les envois de fonds des émigrants ont continué d'augmenter. La progression constatée est presque exclusivement due au retrait et à la conversion en monnaie nationale des dépôts en devises de Grecs résidant à l'étranger. Mais les envois de fonds d'émigrants en devises provenant directement de l'étranger sont restés stables au cours des quatre dernières années, à 650 millions de dollars. Comme au cours des années précédentes, les recettes en drachmes convertibles ont enregistré en 1979 une avance appréciable (34 %). Ce poste couvre la rémunération de prestations de services fournies par des Grecs (transports maritimes, tourisme, et autres services) qu'il est difficile de classer au poste approprié et qui sont par conséquent regroupées ensemble.

Bien qu'encore soutenue, la croissance des recettes du tourisme s'est ralentie, s'établissant à 26 % en 1979 contre 35 % en 1978. Toutefois, le nombre de touristes s'étant rendus en Grèce a augmenté plus vite (14 %) l'année dernière qu'en 1978 (10 %) et, de ce fait, malgré l'accélération de l'inflation, les recettes

Graphique 6 Commerce extérieur
Indices 1970 = 100



1 SITC 5 to 8.

Sources : *Bulletin mensuel de Statistiques* du Service national de la Statistique et estimations de l'OCDE.

par touriste ont augmenté de 10 % contre 23 % en 1978. Compte tenu de l'accélération de l'inflation, la dépense par touriste en termes réels a augmenté d'environ 10 % en 1978 mais elle a baissé d'environ 7 % en 1979. Par contre, il n'y a eu qu'un accroissement marginal du nombre de touristes grecs s'étant rendus à l'étranger, mais les paiements en devises à ce titre ont fortement augmenté, ce qui donne à penser que les agences de voyages grecques ont peut-être momentanément conservé en devises à l'étranger une part de leurs recettes plus importante que de coutume et accéléré en même temps les sorties de devises pour se protéger contre d'éventuelles dévaluations de la drachme et aussi parce que leurs dépôts en devises à l'étranger étaient nettement mieux rémunérés que les dépôts en drachmes grecques. Les paiements au titre du tourisme ont pu aussi faciliter l'évasion de capitaux en provenance d'autres secteurs, ce que tendrait à confirmer l'évolution observée à la fin de 1979 et sur les premiers mois de 1980.

Les entrées de capitaux privés à long terme ont financé à peine plus de la moitié du déficit courant en 1979, contre près des trois quarts en 1978. Comme dans les années précédentes, les entrées de capitaux étrangers destinés à des achats immobiliers (principalement par des Grecs résidant à l'étranger) ont représenté plus de la moitié des entrées nettes de capitaux privés à long terme. La croissance des entrées nettes de capitaux privés à long terme destinés aux entreprises (qui comprennent à la fois les investissements directs et les capitaux d'emprunt) a connu un ralentissement marqué en 1979. Un autre fait défavorable a été la baisse accusée du volume net des fonds en devises déposés dans des banques grecques par des Grecs résidant à l'étranger, la première (exception faite de la crise chypriote en 1974) que l'on ait enregistrée depuis la création des comptes en devises vers la fin des années 60.

Les taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux ayant connu une forte poussée, l'écart entre ces taux et ceux consentis par les banques grecques sur les dépôts en devises a considérablement diminué. Ce fait et les incertitudes du climat financier ont entraîné d'importants retraits au second semestre de l'année, si bien que l'augmentation nette de ces dépôts s'est progressivement amenuisée dans les derniers mois de l'été et n'a été que de 11 millions de dollars, contre 370 millions de dollars en moyenne les trois années précédentes. Le poste crédits fournisseurs, qui s'était soldé par une sortie nette de 70 millions de dollars en 1978, a changé de signe en 1979, se soldant par une entrée nette de 175 millions de dollars. Une petite partie seulement du déficit a été couverte par des emprunts du secteur public et par des tirages sur les réserves officielles, qui ont diminué de 27 millions de dollars pour s'établir à 1 128 millions de dollars à la fin de 1979. En outre, la balance des paiements comporte une forte erreur positive qui recouvre probablement des entrées non identifiées au titre des opérations courantes et des opérations de capital, notamment une diminution des avoirs grecs à l'étranger.

II POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Les autorités, préoccupées par l'accélération de l'inflation et par la dégradation de la balance des paiements, ont décidé au milieu de 1978 d'orienter leur politique économique dans un sens plus restrictif. Le budget de 1979 a été moins expansionniste que ceux des années précédentes, la politique monétaire et le programme du crédit qui avaient eu un effet quelque peu stimulant ont été

infléchis de manière à jouer dans l'ensemble un rôle d'accompagnement, et les objectifs publiés par les pouvoirs publics en matière de croissance des gains nominaux et de hausse des prix se situaient au-dessous des précédents. Des mesures complémentaires ont été prises dans le courant de 1979, avec l'annonce de compressions de dépenses publiques, de majorations de certains barèmes fiscaux, d'un renforcement considérable des mesures de contrôle des prix et de relèvements des taux d'intérêts. Toutefois, malgré ces mesures, l'expansion globale du crédit et les effets stimulants du budget ont dépassé les prévisions et, bien que des résultats aient été obtenus dans le freinage de la croissance des gains nominaux, d'autres revenus ont considérablement augmenté, de sorte que les pressions inflationnistes se sont renforcées et que la demande est restée relativement ferme. Devant cette évolution, les autorités ont infléchi en 1980 leur politique dans le sens de l'austérité. La politique monétaire a été encore durcie, l'orientation expansionniste de la politique budgétaire a été tempérée et, en 1980, les politiques des prix et des revenus présentent un caractère restrictif. En raison de la détérioration de la balance des paiements, la politique menée en matière de taux de change a été modifiée vers la fin de 1979, de manière à favoriser le maintien de la compétitivité internationale de l'économie grecque. Au mois de mai 1980, un ensemble de mesures monétaires et budgétaires (qui devraient être mises progressivement en application) a été annoncé afin d'améliorer le compte extérieur et le climat général de l'investissement. D'autre part, l'administration a été conduite, récemment, à entamer les travaux préparatoires que nécessite l'entrée de la Grèce dans la CEE au début de 1981. En effet, des modifications substantielles de la législation sont nécessaires afin d'obtenir la compatibilité des lois existantes avec les règlements de la CEE. Bien que des progrès aient été acquis dans ce domaine, d'importants ajustements doivent encore être opérés au cours du second semestre de cette année à la fois en ce qui concerne la législation et dans divers domaines concernant la formulation de la politique économique.

Politique monétaire

En Grèce, la régulation monétaire est fondée sur une réglementation directe relativement détaillée et complexe. Le Comité de la Monnaie (qui réunit des Ministres ayant compétence en matière économique et le Gouverneur de la Banque de Grèce) définit les politiques et les objectifs et décide fréquemment des mesures spécifiques concernant les questions monétaires, bancaires et financières diverses, ainsi que les problèmes de change et de balance des paiements. La Banque de Grèce prépare les travaux de ce comité et, pour en appliquer les décisions, met en place des normes détaillées visant l'expansion du crédit dans certains secteurs de l'économie, une gamme largement différenciée de taux d'intérêts ainsi que des dispositions concernant les domaines connexes. Ce système de régulation directe a été dans une certaine mesure assoupli ces derniers temps. Dans les premiers mois de 1980, il a été annoncé que les autorités se proposaient de libérer les taux d'intérêt de manière que le mécanisme du marché puisse être le principal facteur qui les détermine. De même, les nombreuses réglementations et dispositions spécifiques régissant le crédit doivent être supprimées et remplacées par un dispositif plus général qui continuera toutefois de prévoir l'octroi de crédits assortis de conditions relativement favorables aux activités et aux secteurs productifs. Cependant, la mise en place du nouveau dispositif se fera suivant un calendrier qui dépendra de l'amélioration des conditions monétaires et, étant donné que les mesures de contrôle ont été en vigueur pendant longtemps, les changements seront apportés progressivement de façon à ne pas trop perturber le fonctionnement du système monétaire.

Tableau 9 Expansion du crédit intérieur

	Montant des encours fin 1979 en milliards de drachmes ¹	Pourcentage de variation pendant les 12 mois jusqu'à					
		Déc. 1974	Déc. 1975	Déc. 1976	Déc. 1977	Déc. 1978 ²	Déc. 1979 ^{1,2}
CRÉDIT BANCAIRE (à l'exclusion des crédits à l'administration centrale)							
Secteur privé	696	20.0	24.5	25.3	25.4	24.4	19.0
Agriculture	130	32.0	24.2	20.4	35.5	29.8	18.2
Industries manufacturières et extractives	326	23.5	30.9	24.8	25.4	25.7	21.1
à court terme	222	25.0	34.9	27.6	26.5	25.6	17.8
à long terme	104	20.4	23.0	18.9	23.0	26.2	28.8
Commerce	72	9.4	27.2	34.3	31.4	20.1	9.7
dont : Commerce intérieur	53	15.3	29.6	37.9	34.3	23.3	8.9
Logement	84	4.0	11.8	17.4	24.1	25.8	23.2
Tourisme	39	25.2	13.9	13.4	13.9	17.4	17.2
Divers	45	18.4	37.6	33.7	7.5	12.2	17.1
Organismes d'achat de l'État et organismes publics ³	36	14.5	12.7	19.8	16.7	18.2	34.4
Entreprises publiques	69	29.2	22.5	26.1	13.3	21.7	28.9
Total	801	20.4	23.6	25.0	23.9	23.8	20.4
Total des créances du système monétaire sur : ⁴							
Le secteur privé	726	21.2	24.5	25.7	25.3	24.4	19.2
L'administration centrale, net	356	27.9	23.4	38.3	33.8	27.9	28.2
Les administrations publiques, net	258	26.4	26.8	42.4	34.3	32.4	32.2
Les entreprises publiques, net	70	20.3	22.9	17.3	19.8	17.0	28.9
Le secteur public, net ¹	328	24.4	25.5	34.3	30.3	28.5	31.5
Expansion du crédit intérieur	1 054	22.0	24.8	27.8	26.6	25.5	22.8

1 Données provisoires.

2 Non compris le prêt de 70 milliards de drachmes consenti à l'État par la Banque de Grèce pour apurer le déficit cumulé du compte des « produits agricoles et des fournitures de l'État ».

3 Y compris les moyens de financement mis à la disposition des organismes d'achat de l'État par la Banque de Grèce.

4 Créances, actions, obligations, effets et titres détenus par le système bancaire.

Sources : *Bulletin mensuel de Statistiques* de la Banque de Grèce, et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Sous la pression de déficits excessifs du secteur public que le système bancaire a été appelé à financer, la discipline monétaire a beaucoup perdu de sa rigueur ces dernières années. L'expansion du crédit intérieur³³, un des principaux objectifs monétaires retenus par les autorités, a augmenté beaucoup plus vite que le PIB nominal³⁴ au cours des trois années allant jusqu'en 1978, et elle a largement dépassé les objectifs prévus dans les programmes monétaires annuels. En 1979, l'objectif a de nouveau été dépassé malgré un ralentissement du rythme d'expansion du crédit intérieur ramené à 22½ %, c'est-à-dire au niveau du taux de croissance du PIB. Malgré cette décélération, l'expansion du crédit a probablement exercé une impulsion inflationniste plus vigoureuse que l'année précédente :

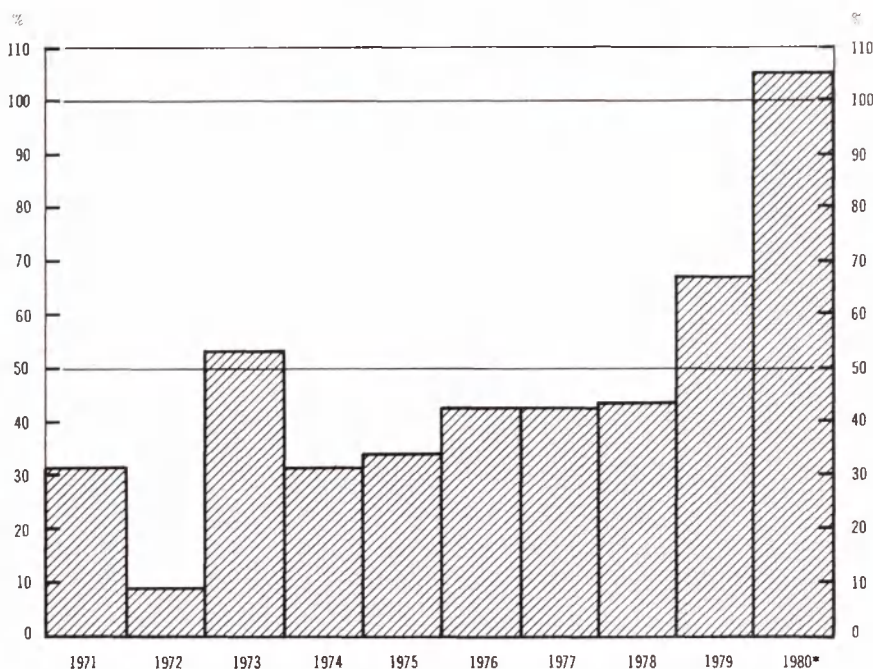
33 L'expansion du crédit intérieur comprend l'accroissement net des crédits du système monétaire au secteur public, du crédit au secteur privé, des actions et des obligations ainsi que des titres du secteur public détenus par les banques.

34 Le taux annuel d'expansion du crédit bancaire total a été de 24½ % entre 1975 et 1978 et, si l'on tient compte des titres du secteur privé détenus par le système monétaire et des crédits à l'administration centrale, le taux annuel d'expansion a atteint 26½ %. Pendant cette même période, le taux annuel d'expansion du PIB nominal a été de 19½ %.

- i) L'épargne intérieure a assuré le financement d'une fraction sensiblement plus faible de l'expansion du crédit. Le niveau des dépôts intérieurs nouveaux auprès des banques a été inférieur d'au moins 10 % à celui de 1978 en termes nominaux.
- ii) La répartition du crédit total s'est modifiée fortement en faveur du secteur public : alors que pendant six ans, jusqu'à 1978, le montant net total des crédits nouveaux au secteur public avait représenté en moyenne 42 % environ des nouveaux crédits bancaires au secteur privé, ce montant a atteint en 1979 le pourcentage inquiétant de 67 %.

Graphique 7 Répartition du crédit

(La variation du crédit au secteur public en pourcentage de la variation du crédit au secteur privé¹)



* Prévision officielle.

1 Augmentation des créances monétaires nettes sur le secteur public en pourcentage de l'augmentation des créances monétaires sur le secteur privé (y compris les actions, obligations et autres titres détenus par le secteur bancaire).

Sources : *Bulletin mensuel de Statistiques* de la banque de Grèce, et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Les mesures de restriction monétaire et de crédit n'ont visé que le secteur privé. Le taux d'accroissement annuel des crédits bancaires au secteur privé, qui était d'environ 24 ou 25 % au cours des quatre années précédentes, a été ramené à 19½ % en 1979. Au contraire, l'expansion du crédit au secteur public s'est accélérée, passant de 28½ % en 1978 à 31½ % en 1979, soit l'un des taux les plus élevés depuis près de dix ans. L'expansion du crédit au secteur privé s'est ralentie pour toutes les grandes catégories considérées mais surtout pour le

commerce intérieur (tableau 9). Le taux d'intérêt des crédits au commerce intérieur a augmenté en deux étapes, passant de 18 % dans les premiers mois de 1979 à 23 % en septembre de la même année, et ces hausses ont eu un effet modérateur sur la demande de crédit. En outre, le régime des dépôts spéciaux auprès de la Banque de Grèce applicable suivant la catégorie du crédit ne favorise pas l'expansion du crédit au commerce³⁵. Le crédit intérieur à l'industrie a aussi progressé à un rythme un peu plus lent mais, comme les emprunts à l'étranger ont augmenté, l'expansion du crédit global semble avoir été à peu près la même pour ce secteur en 1979 qu'en 1978. Le net ralentissement du rythme d'expansion du crédit bancaire à l'agriculture a surtout touché les crédits à court terme, reflétant probablement le fléchissement de la production agricole.

Pour freiner l'expansion du crédit au secteur privé et assurer le financement adéquat du secteur public sans recourir de façon excessive à la création de monnaie, les autorités ont relevé de 4 points entre janvier et décembre 1979, et ainsi porté à 34 %, le montant des placements en bons du Trésor et en fonds d'Etat que les banques commerciales sont tenues d'effectuer au titre du total de leur dépôt³⁶. Au total, les placements en bons d'Etat et les dépôts obligatoires auprès de la Banque de Grèce ont représenté près de 53 milliards de drachmes en 1979 (60 % de plus qu'en 1978), soit les deux tiers de l'accroissement net des crédits au secteur public. La Banque de Grèce a financé 31½ milliards de drachmes du déficit du secteur public en 1979, c'est-à-dire 50 % environ de plus qu'en 1978.

L'expansion de la masse monétaire au sens étroit (M1) s'est nettement ralentie en 1979 et le taux en a été sensiblement plus faible que les années précédentes (tableau 10) et assez peu différent de celui qui avait été retenu comme objectif. La part des emprunts nets du secteur privé dans la création de monnaie (M1) a continué d'être très inférieure à celle du secteur public (13 milliards de drachmes contre 92 milliards de drachmes)³⁷. Le ralentissement de l'expansion de M1 en 1979 s'explique à peu près dans la même mesure par la décélération des deux composantes — monnaie en circulation et nouveaux dépôts à vue. Il convient de rappeler qu'en Grèce les billets et les pièces en circulation représentent encore près de 70 % de M1 ; l'usage des services bancaires n'est pas très répandu dans la population et, en outre, certains autres types de dépôts assortis de taux d'intérêt plus élevés que les dépôts à vue des particuliers peuvent très facilement faire l'objet de retraits. Le taux de croissance des nouveaux dépôts à moyen et à plus long terme auprès des banques a lui aussi fléchi l'an dernier, de sorte que l'expansion de M3 s'est beaucoup ralentie et que le taux de croissance de cet agrégat (18½ %) n'avait pas été aussi faible depuis 1973. Au total, le pourcentage d'accroissement des dépôts du secteur privé a été inférieur d'environ 5 points à la moyenne des années 70. La proportion de l'épargne des ménages déposée auprès des banques est probablement tombée en 1979 à l'un des niveaux les

35 Les faiblesses que présente cette forme de contrôle du crédit sont bien connues. Dans la mesure où l'industrie peut obtenir plus facilement que le commerce des crédits bancaires à court terme, on peut s'attendre qu'elle accorde elle-même des crédits commerciaux au secteur qui assure la distribution de ses produits.

36 Le montant des placements obligatoires en bons d'Etat a été porté de 30 % des dépôts en drachmes et en devises au début de 1979, à 31 % en février 1979, à 32 % en mars, à 33 % en octobre, à 33½ % en novembre et à 34 % en décembre 1979.

37 Il ressort des données statistiques que le secteur extérieur a exercé sur la création de monnaie une incidence négative plus faible en 1979 qu'en 1978. Toutefois, si l'on tient compte du fait que certaines opérations en devises sont comptabilisées dans le poste « non précisé » et que, d'autre part, la forte incidence négative de 1978 était influencée par des facteurs spécifiques qui ne se sont pas manifestés en 1979, l'incidence négative du secteur extérieur enregistrée l'an dernier a été la plus forte depuis 1975. On trouvera une analyse des facteurs exceptionnels aux pages 71 et 72 du Rapport annuel de la Banque de Grèce.

Tableau 10 Indicateurs monétaires
Variation pendant la période, en milliards de drachmes

	1974	1975	1976	1977	1978 ¹	1979 ^{1,6}
FACTEURS AFFECTANT LA MASSE MONÉTAIRE						
M1						
Secteur privé, Emprunts, net	10.2	-3.7	14.0	13.0	8.0	13.1
Emprunts du secteur public, net ²	24.6	38.2	40.0	51.6	68.2	91.9
(Par les banques grecques)	(15.7)	(17.0)	(36.3)	(46.8)	(53.5)	(82.7)
Administration centrale	26.0	36.1	40.2	59.3	69.3	89.0
Organismes publics	-7.0	-3.8	-8.1	-13.5	-10.8	-12.3
Entreprises publiques	5.7	5.9	8.0	5.7	9.7	15.2
Secteur extérieur (à l'exclusion des emprunts du secteur public)	-16.5	-26.6	-30.0	-28.8	-46.2	-35.6
Non précisé	-	9.5	7.1	-8.8	11.6	-31.8
Masse monétaire au sens étroit, M1 ³	18.3	17.4	31.1	27.0	41.6	37.6
Disponibilités quasi-monétaires (M3-M1)	33.1	64.3	70.4	86.1	113.1	105.4
Masse monétaire, M3	52.5	81.7	101.5	113.1	154.5	142.9
<i>Pour mémoire :</i>						
(pourcentages de variation)						
M1	19.7	15.6	24.1	16.9	22.2	16.4
M3	20.0	26.4	26.0	23.0	25.5	18.8
(fin de période, en milliards de drachmes)						
Avoirs extérieurs nets du secteur monétaire	5.4	-1.4	-24.7	-46.1	-76.2	-105.5
Dépôts en devises	26.4	40.0	63.1	85.6	111.8	141.8
Vitesse de circulation (GDP/M3)	1.95	1.81	1.76	1.62	1.58	1.57
Coefficient de liquidité des banques commerciales ⁵	16.9	13.1	14.7	8.4	10.5	10.7 ⁷

1 Non compris le prêt de 70 milliards de drachmes consenti à l'État par la Banque de Grèce pour apurer le déficit cumulé du compte des « produits agricoles et des fournitures de l'État ».

2 Y compris les emprunts à l'étranger.

3 M1 comprend les billets et les pièces circulant à l'extérieur du système bancaire ainsi que les dépôts à vue.

4 M3, masse monétaire entendue au sens le plus large, comprend aussi les dépôts à terme publics et privés et les dépôts d'épargne auprès des banques commerciales et des établissements de crédits spécialisés.

5 Rapport entre, d'une part, le total des dépôts en espèces auprès de la Banque de Grèce, des bons du Trésor et des avoirs en devises, diminué des dépôts obligatoires auprès de la Banque de Grèce et des avoirs obligatoires en bons du Trésor et, d'autre part, le montant total des dépôts en drachmes.

6 Données provisoires.

7 Novembre 1979.

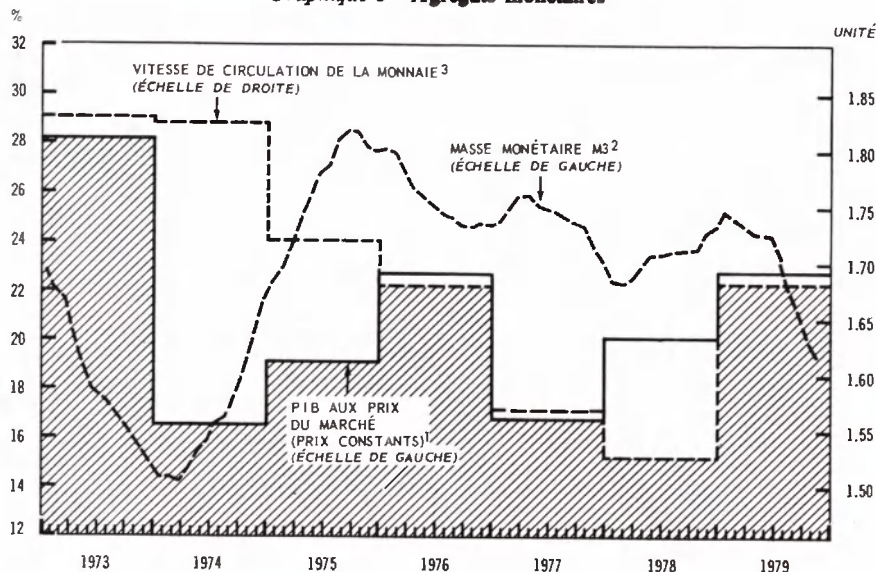
Sources : Bulletin mensuel de Statistiques de la Banque de Grèce, et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

plus bas depuis 1971. Cette évolution est manifestement liée au renforcement des anticipations inflationnistes et au fait que le relèvement des taux d'intérêt n'a pas été suffisant pour compenser l'accélération de l'inflation. En outre, du fait des restrictions de crédit, les entreprises ont peut-être réduit le niveau moyen de leurs dépôts en 1979.

En analysant l'ensemble des dépôts du secteur privé, on constate que la progression des dépôts d'épargne, ramenée de 25 $\frac{3}{4}$ % en 1978 à 17 $\frac{1}{2}$ % en 1979, s'est particulièrement ralentie. Au cours des deux premiers trimestres de l'année, le taux d'accroissement des dépôts du secteur privé a fortement diminué³⁸ et a été inférieur à celui qu'avait prévu la Banque de Grèce dans son programme monétaire annuel. Pour faire face à cette évolution et à l'expansion vigoureuse

38 Le taux d'accroissement annuel a été de 20 %, soit un recul de 8 points par rapport à 1978.

Graphique 8 Agrégats monétaires



1 Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente.

2 Pourcentage de variation sur 12 mois.

3 PIB aux prix du marché (prix courants) divisé par M3.

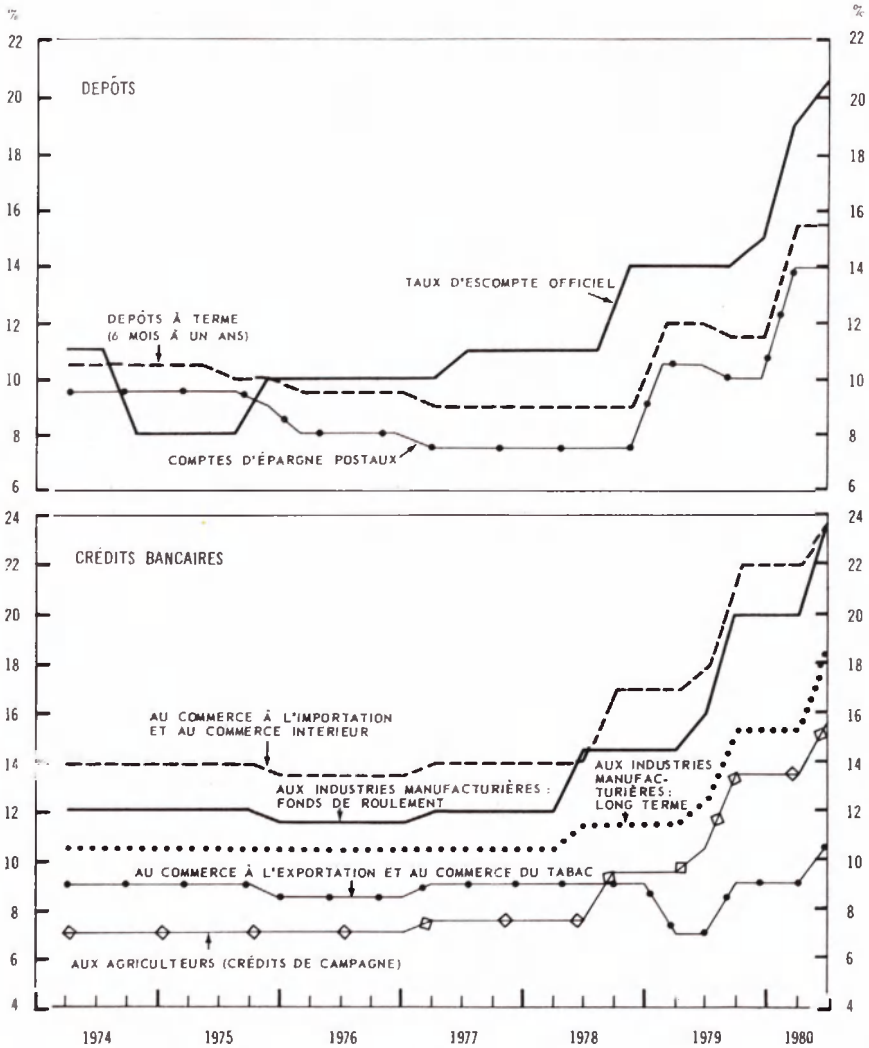
Sources : *Bulletin mensuel de Statistiques* de la Banque de Grèce et estimations de l'OCDE.

et persistante du crédit, les autorités ont, le 1^{er} juin 1979, relevé d'environ 1 point les taux d'intérêt du crédit, et le taux d'escompte de la Banque de Grèce a été porté à 15 %. L'évolution des dépôts étant restée peu favorable en juillet et en août, les taux rémunérant lesdits dépôts et la plupart des taux d'intérêt ont été encore relevés de 4 points le 1^{er} septembre 1979³⁹, le taux d'escompte de la Banque de Grèce atteignant 19 %. De même, les taux des bons du Trésor et des bons de caisse bancaires ont aussi augmenté de 4 points et le taux de pénalité frappant les soldes débiteurs des comptes des banques commerciales auprès de la Banque de Grèce ont été majorés de 3 à 4 points. Dans le même temps, la structure des réserves obligatoires a aussi été modifiée en faveur des crédits à l'exportation et des investissements à long terme dans les secteurs productifs. Ces mesures ont contribué à détendre la demande de crédit pendant le reste de l'année. En raison du relèvement des taux qui leur étaient offerts, les dépôts du secteur privé ont augmenté substantiellement au quatrième trimestre de l'année dernière. Toutefois, malgré les relèvements de septembre, les taux moyens rémunérant les dépôts se situaient à la fin de l'année aux environs de 14 %, donc très au-dessous du taux d'inflation.

A la suite des hausses sensibles de taux d'intérêt enregistrées sur le marché des euromonnaies et en général à l'étranger, les versements nets sur des dépôts en devises effectués par des Grecs vivant à l'étranger ont pratiquement cessé l'été de 1979. Les autorités monétaires ont de ce fait relevé légèrement le taux servi à ces dépôts pour essayer d'améliorer la situation de la balance des paiements. De ce fait,

39: Sauf pour les prêts au logement, à l'agriculture et à l'industrie dont les taux ont été majorés de 3 points et pour les crédits à l'exportation dont les taux ont été relevés de 2 points.

Graphique 9 Taux d'intérêt



Sources : *Bulletin mensuel de Statistiques* de la Banque de Grèce et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

l'expansion des dépôts en monnaies étrangères a contribué dans une mesure appréciable ces dernières années au financement du déficit courant. Les encours de cette catégorie représentaient 9.8 % du total des dépôts en drachmes des particuliers et des entreprises privées à la fin de 1972. Mais le pourcentage correspondant atteignait 14.5 % à la fin de 1975 et 20.2 % à la fin de 1978. Au premier trimestre de 1979, les taux d'intérêt servis par les banques⁴⁰ sur la plupart des dépôts en devises ont été libérés et les banques ont été autorisées à fixer leurs propres taux d'intérêt.

40 Dépôts en dollars des Etats-Unis, en dollars canadiens et en sterling.

Les fortes pressions inflationnistes et la situation peu satisfaisante de la balance des paiements ont rendu nécessaire un nouveau durcissement de la politique monétaire en 1980. Les taux d'intérêt applicables à la plupart des catégories de prêts ont été relevés d'environ $1\frac{1}{2}$ point en juin, mais les taux rémunérant les dépôts, à peu près inchangés, restent très inférieurs au taux de l'inflation. Les autorités ont cependant institué un nouveau type de dépôt à un an pour les opérations d'un montant important, qui bénéficie de taux d'intérêt plus élevés (18 à 22 %) déterminés en fonction du montant du dépôt. Le programme monétaire de 1980 prévoit un accroissement de 13 % du crédit bancaire au secteur privé (au lieu de 19 % en 1979) à rapprocher d'une croissance du PIB nominal estimée à 20 % environ. Le montant correspondant des crédits nouveaux est de 89 milliards de drachmes ; il représente à peu près un cinquième de moins que celui de 1979 et c'est le plus faible depuis 1976. Si l'on prend en considération l'inflation et la croissance en termes réels enregistrées depuis lors, ce chiffre implique pour 1980 une expansion du crédit inférieure de moitié environ en termes réels à celle de 1976. Il en résultera sans aucun doute un effet de freinage considérable sur l'activité. Toutefois, des facteurs atténueront cette tendance : l'augmentation considérable de la liquidité⁴¹ de l'économie dans son ensemble les années précédentes pourrait soutenir l'activité pendant une brève période, et le dégonflement probable des stocks des entreprises, assez élevés à la fin de 1979, pourrait améliorer les marges brutes d'auto-financement. La nette décélération du rythme d'expansion du crédit privé irait de pair d'après les prévisions officielles avec un accroissement rapide et persistant du montant net des crédits accordés au secteur public pour le financement de son déficit. Dans ces conditions, le taux d'accroissement des crédits au secteur public restera, comme en 1979, beaucoup plus fort que celui des crédits au secteur privé, de sorte que (probablement pour la première fois depuis plus de 20 ans) les crédits nouveaux au secteur public atteindraient 113 milliards de drachmes, c'est-à-dire un montant bien supérieur à celui des crédits nouveaux au secteur privé (90 milliards de drachmes) et qu'on pourrait ainsi s'attendre à des effets inflationnistes importants à plus longue échéance. Le programme monétaire prévoit aussi qu'en 1979 les nouveaux dépôts bancaires s'établiront à un niveau moins élevé, d'où une nouvelle décélération du rythme d'accroissement de M3 ramené de $18\frac{3}{4}$ % en 1979 à un niveau dépassant à peine 15 % en 1980. Pour couvrir la différence entre le taux de croissance des dépôts intérieurs ($15\frac{1}{4}$ %) et le taux de croissance d'un peu moins de 18 % retenu comme objectif pour le crédit total, le programme monétaire pour 1980 prévoit un montant des emprunts à l'étranger plus élevé qu'en 1979.

Politique budgétaire

A la fin des années 60, la politique budgétaire a pris une orientation très expansionniste qu'elle a conservée après 1976, bien que le chômage soit tombé à des niveaux assez faibles et que des pressions se soient manifestement exercées sur les ressources. Le déficit du budget de l'administration centrale, y compris le déficit du « compte des produits agricoles et fournitures de l'administration »⁴² a représenté en moyenne $6\frac{3}{4}$ % environ du PIB de 1976 à 1978. Les entreprises publiques ont aussi enregistré des déficits financiers substantiels, de sorte que les besoins de financement du secteur public se sont élevés en moyenne à plus

41 La liquidité, définie comme le quotient de M3 par le PNB, est passée de 0.568 en 1976 à 0.637 en 1979.

42 Déficit financé par la Banque de Grèce et la Banque Agricole de Grèce.

de 8 % du PIB au cours de cette période. Ces importants besoins de financement étaient principalement dus aux dépenses d'investissement — bien que les dépenses courantes aient elles aussi rapidement augmenté en raison, dans une large mesure, des subventions, surtout au secteur agricole et au secteur de la consommation, et de l'augmentation de la masse salariale. Comme ces déficits considérables avaient manifestement un effet déstabilisateur et ne pouvaient être supportés durablement, le budget de 1979 a été conçu de manière à ramener le déficit du budget de l'administration centrale à 5½ % du PIB⁴³.

Les dépenses courantes et surtout les recettes ont augmenté un peu plus lentement que ne le prévoyait le budget de 1979, de sorte que le budget ordinaire a été à peu près en équilibre (dans l'optique administrative) alors qu'un excédent de 2 milliards de drachmes était prévu. Du côté des recettes, les principales moins-values ont été enregistrées au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des impôts de consommation. Le budget de 1979 comportait d'importantes mesures pour lutter contre la fraude fiscale⁴⁴ qui, d'après les prévisions, devaient accroître d'environ 10 milliards de drachmes les recettes courantes. Il semble cependant que les résultats effectifs aient été quelque peu inférieurs aux prévisions, la principale raison en étant probablement les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des mesures et le caractère très généralisé de la fraude fiscale. On prévoyait que les sommes perçues au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques s'accroîtraient de 56 % en 1979 alors que l'augmentation moyenne avait été de près de 30 % au cours des trois années allant jusqu'à 1978. En fait, elles ont augmenté de 41½ %, bien que la progression des revenus des particuliers ait été en termes nominaux plus forte que ne l'avait escompté le budget de 1979. Malgré une érosion un peu plus forte que prévu, les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont été inférieures d'environ 4½ milliards de drachmes aux prévisions budgétaires. Ainsi qu'il ressortait de l'Étude économique de l'an dernier, la fiscalité pèse surtout sur les traitements et salaires et la forte augmentation des recettes de l'impôt sur le revenu en 1979 a été, dans une large mesure, due à l'alourdissement automatique de la pression fiscale affectant cette section de la collectivité nationale. Sous l'effet de cet alourdissement, le salarié moyen a vu son revenu disponible réel diminuer l'an dernier d'environ 2¼ %. Pour les salariés dont les gains étaient supérieurs d'environ 50 % à la moyenne, la perte de revenu disponible réel a été de 3½ %.

Les recettes de la fiscalité indirecte ont aussi été inférieures aux prévisions budgétaires. Ceci s'explique surtout par la hausse des prix pétroliers, les mesures visant à économiser l'énergie et l'impôt exceptionnel sur les automobiles (appliqué pendant l'été de 1979) qui ont provoqué un fléchissement de la demande d'automobiles⁴⁵ et réduit la consommation pétrolière. Les droits de douane, au contraire, ont augmenté plus rapidement que le budget ne l'escomptait en raison de la vigueur des importations. A la suite des mesures prises en février et en août⁴⁶, les dépenses d'équipement (dans l'optique administrative) ont moins progressé

43 L'ampleur persistante du déficit du secteur public a incité le Gouvernement à préparer, en 1979, l'introduction du système d'établissement du budget en termes constants (« Zero Base Budgeting ») et l'adoption d'un programme d'évaluation de la productivité. Les principaux objectifs visés sont de réduire les dépenses publiques et d'améliorer l'efficacité des administrations publiques. Il est cependant trop tôt pour apprécier l'efficacité de ces mesures.

44 On trouvera plus de précisions sur ce point dans l'Étude économique de l'OCDE sur la Grèce, août 1979, pp. 37-43.

45 Les impôts perçus au titre de l'immatriculation des automobiles ont diminué de 1½ % alors que le budget avait prévu qu'ils augmenteraient de 30½ %.

46 Une légère compression des dépenses budgétaires de 1979 a été arrêtée en février, mais il a surtout été décidé, en août 1979, de réduire les dépenses publiques de 16 milliards de drachmes, dont 9 milliards pour le budget d'équipement de l'administration centrale.

Tableau 11 Budget ordinaire
 Dans l'optique administrative, en milliards de drachmes

	1976	1977	1978	1979 Chiffres provi- soires	1980 Prévi- sions budgé- taires	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente			
						1977	1978	1979	1980
BUDGET ORDINAIRE									
RECETTES¹	173.8	209.3	248.3	312.3	365.5	20.4	18.6	25.8	17.0
<i>Impôts directs</i>	47.3	48.0	61.8	80.7	98.0	1.5	28.8	30.6	21.4
Sur les revenus et bénéfiques	24.4	33.2	39.9	55.4	70.5	36.1	20.2	38.8	27.3
<i>dont</i> : Sur le revenu des personnes									
physiques	17.6	24.9	30.4	43.0	57.9	41.5	22.1	41.4	34.7
Impôts fonciers	2.9	3.8	4.7	5.9	6.6	31.0	23.7	25.5	11.9
Autres	20.0	11.0	17.2	19.4	20.9	-45.0	50.9	12.8	7.7
<i>Impôts indirects</i>	113.8	140.5	168.3	206.5	242.0	23.5	19.8	22.7	17.2
Droits de douane	27.3	35.3	44.1	57.3	62.1	29.3	24.9	29.9	8.4
Droits de consommation	44.0	53.6	65.1	75.9	89.5	21.8	21.5	16.6	17.9
Autres	42.5	51.6	59.1	73.3	90.4	21.4	14.5	24.0	23.3
<i>Revettes non fiscales</i>	12.7	20.8	18.2	25.1	25.5	63.8	-12.5	37.9	1.6
DÉPENSES	165.7	201.1	239.7	309.4	363.7	21.4	19.2	29.1	17.6
Traitements, salaires et pensions	68.6	84.3	107.5	134.5	161.0	22.9	27.5	25.1	19.7
Autres dépenses de consommation	35.8	55.4	50.6	56.2	66.2	54.7	-8.7	11.1	17.8
Subventions à l'agriculture et aides ²	25.0	26.0	32.2	51.5	57.9	4.0	23.8	59.9	12.4
Transferts à la sécurité sociale	10.6	12.3	15.1	14.8	17.0	16.0	22.8	-2.0	14.9
Dépenses diverses	25.7	23.1	34.3	52.4	61.6 ³	-10.1	48.5	52.8	17.6
SOLDE (à l'exception de l'amortissement de la dette)	8.1	8.2	8.6	2.9	1.8				
Amortissement de la dette	5.6	8.2	8.6	2.9	1.8				
SOLDE BUDGÉTAIRE	2.5	-	-	-	-				

¹ D'après la nouvelle classification des recettes.

² Y compris les sommes transférées du compte des produits agricoles et des comptes de produits de l'État aux dépenses du budget ordinaire (à savoir, 9,4 milliards de drachmes pour 1979 et 6 milliards de drachmes pour 1980).

³ Y compris le fonds de réserve de 7,7 milliards de drachmes.

Sources : Budgets de la Grèce et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

que prévu, de sorte que le déficit combiné du budget ordinaire et du budget d'équipement a été un peu plus faible qu'on ne s'y attendait. Bien qu'une part considérable du déficit du « compte des produits agricoles et fournitures de l'administration » ait été pour la première fois intégrée dans le budget ordinaire, ce déficit a fortement augmenté l'an dernier (tableau 12). L'important dépassement ainsi enregistré s'explique dans une large mesure par le relèvement des prix des produits agricoles (maïs et blé principalement), par le renchérissement du pétrole et par la nécessité de reconstituer les stocks pétroliers qui avaient baissé l'année précédente. En outre, du fait du décalage entre les achats de pétrole à l'étranger et les ventes sur le marché intérieur, le compte des opérations sur les produits pétroliers tend à accuser un déficit considérable dans les périodes de hausse rapide des prix⁴⁷. Au total, le déficit de l'administration centrale a augmenté de près d'un tiers pour atteindre le niveau record de 93½ milliards de drachmes.

Malgré les relèvements substantiels des tarifs des servives d'utilité publique ainsi que des communications et des transports, le déficit financier des entreprises publiques (reflétant l'accroissement de leurs investissements) a encore augmenté l'an dernier (tableau 13). Compte non tenu du léger excédent des organismes publics⁴⁸ (cet excédent est en effet utilisé pour financer des crédits spéciaux assortis de taux préférentiels en faveur de l'agriculture, de l'industrie et du secteur de l'exportation), les emprunts du secteur public ont atteint 129 milliards de drachmes en 1979 (9 % du PIB au lieu de 8½ % en moyenne les deux années précédentes). Le déficit a été financé à concurrence d'un quart par des sources extérieures, et pour le reste surtout par des prêts des banques commerciales et par la Banque de Grèce. Etant donné l'écart considérable entre le taux de l'inflation et les taux d'intérêt, aucune émission nouvelle de fonds d'Etat ou d'obligations d'entreprises publiques n'a été faite en 1979.

Devant la persistance des pressions inflationnistes, la politique budgétaire a été considérablement durcie dans les derniers mois de 1979. Le budget de 1980 prévoit un déficit sensiblement plus faible (4½ % du PIB) que celui de 1979 ; compte tenu du déficit prévu des entreprises publiques, les besoins de financement du secteur public sont estimés à 5½ ou 6 % du PIB. Il est prévu que le total des dépenses ordinaires et des dépenses d'équipement augmentera de moins de 13 % contre 28 % en 1979. La progression de tous les grands postes de dépenses devrait se ralentir fortement : en particulier, le taux d'accroissement des subventions et aides à l'agriculture devrait accuser un net recul cette année. Sur

47 Compte des produits agricoles et fournitures de l'administration (milliards de drachmes) :

	1978	1979
<i>Recettes, total</i>	42 544	47 100
<i>dont :</i>		
Transferts du budget ordinaire		9 400
Recettes au titre des opérations sur les produits pétroliers	16 681	6 000
<i>Dépenses, total</i>	63 228	78 516
<i>dont :</i>		
Importations de pétrole	13 300	15 850
<i>Déficit :</i>	20 684	31 416
<i>dont :</i>		
Déficit, non compris le solde des opérations sur les produits pétroliers	24 065	21 566

48 Il s'agit principalement des caisses de Sécurité sociale dont les opérations se soldent par d'importants excédents.

Tableau 12 Le déficit budgétaire et son financement
 Dans l'optique administrative, en milliards de drachmes

	1976	1977	1978	1979	1980 Prévisions budgétaires	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente			
						1977	1978	1979	1980
BUDGET D'ÉQUIPEMENT									
Recettes	0.8	1.0	0.9	2.1	1.5	25.0	-10.0	133.3	-28.6
Dépenses	40.2	45.0	51.6	64.3	58.0	11.9	14.7	24.6	-9.8
Déficit	39.4	44.0	50.7	62.2	56.5	11.7	15.2	22.7	-9.2
DÉFICIT DU BUDGET ORDINAIRE ET DU BUDGET D'ÉQUIPEMENT¹	36.9	44.0	50.7	62.2	56.5	19.2	15.2	22.7	-9.2
Financement									
Prêts intérieurs	35.8	39.2	36.1	41.7	34.5	9.5	-7.9	15.5	-17.3
Prêts extérieurs	1.0	4.7	14.6	20.5	22.0	370.0	210.0	40.4	7.3
Transferts extérieurs	0.1	0.1	-	-	-	-	-	-	-
DÉFICIT DU COMPTE DES PRODUITS AGRICOLES ET DES COMPTES DE PRODUITS DE L'ÉTAT	22.0	25.0	20.7	31.4	16.1	13.6	-17.2	51.7	-48.4
DÉFICIT TOTAL	58.9	69.0	71.4	93.6	72.6	17.1	3.5	30.9	-22.4
Financement									
Prêts intérieurs	57.8	64.2	56.8	73.1	50.6	11.1	-11.5	28.7	-30.6
Bons du Trésor	33.3	39.2	36.1	41.7	34.5	17.7	-7.9	15.5	-17.3
Avances de la Banque de Grèce	2.5	-	-	-	-	-	-	-	-
Financement par la Banque de Grèce	22.0	25.0	20.7	31.4	16.1	13.6	-17.2	51.7	-48.4
Prêts extérieurs	1.0	4.7	14.6	20.5	22.0	370.0	210.6	40.4	7.3
Transferts extérieurs	0.1	0.1	-	-	1.0	-	-	-	-
<i>Pour mémoire :</i>									
Déficit total (en pourcentage du PIB aux prix du marché)	7 $\frac{1}{4}$	7 $\frac{1}{4}$	6 $\frac{1}{4}$	6 $\frac{3}{4}$	4 $\frac{1}{2}$				

1 Y compris les postes non précisés.

Sources: Budget de 1980 et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

ce dernier point, l'évolution s'explique en partie par l'élimination progressive des subventions à l'agriculture et par le fait que la fraction du déficit du « compte des produits agricoles et fournitures de l'administration » qui d'après les prévisions doit être couverte par le budget ordinaire sera plus faible qu'en 1979 (6½ milliards de drachmes, contre 9½ milliards de drachmes précédemment). Le ralentissement de la progression des salaires et traitements versés par l'administration centrale va de pair avec la fin de la période de transition pour la mise en œuvre du régime unifié de rémunérations dans la fonction publique (adopté en 1978), dont l'effet a été de majorer considérablement les gains moyens en 1978 comme en 1979. D'après les plans du gouvernement, les mesures restrictives toucheront surtout l'investissement (le budget prévoit une diminution de près de 10 % en termes nominaux des dépenses d'équipement dans l'optique administrative). Etant donné qu'une partie du service et de l'amortissement de la dette publique est inscrite au budget d'équipement (et que, d'après les prévisions, elle doit augmenter), l'investissement calculé dans l'optique des comptes nationaux devrait diminuer d'environ un quart en termes réels. Au moment de l'établissement du budget, compte tenu de la réduction des subventions en faveur des produits agricoles, d'un accroissement plus faible des stocks agricoles et d'une amélioration de la situation financière du compte des opérations sur les produits pétroliers, les autorités tablaient sur une diminution considérable du déficit du « compte des produits agricoles et fournitures de l'administration » (tableau 12). Du fait cependant des mesures prises ultérieurement par les pouvoirs publics et du volume beaucoup plus important de la production agricole, il semble maintenant probable que le déficit se réduira moins qu'on ne le prévoyait.

Sous l'effet d'une croissance plus lente de l'activité et du fait des mesures délibérées figurant dans le budget, le taux d'accroissement des recettes courantes

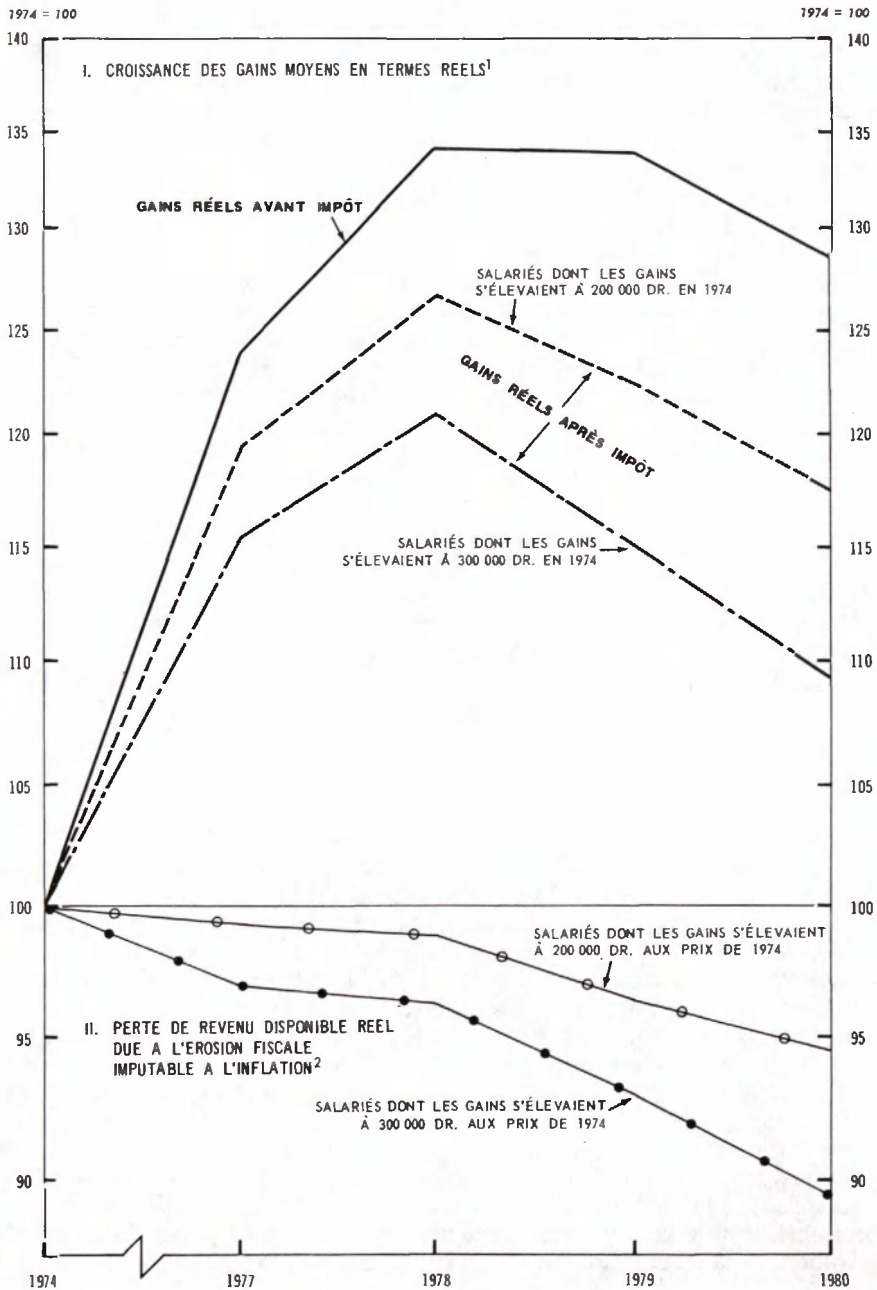
Tableau 13 Comptes du secteur public

	1976	1977	1978	1979
	Milliards de drachmes			
Déficits du secteur public				
Budget ordinaire et budget d'équipement	-36.9	-43.9	-50.7	-62.2
Déficit du compte des produits agricoles et des comptes de produits de l'État	-22.0	-25.0	-20.7	-31.4
Entreprises publiques	-14.5	-13.7	-21.4	-34.4
Emprunts du secteur public, total (en pourcentage du PIB)	73.3 (8.9)	82.6 (8.6)	92.8 (8.0)	128.0 (9.0)
	Part en pourcentage			
Financement				
Prêts intérieurs	92.4	91.0	76.3	75.3
Bons du Trésor	45.4	47.5	38.8	32.1
Banque de Grèce	33.5	30.7	22.3	24.7
Intermédiaires financiers et banques commerciales	10.8	8.7	11.0	16.0
Obligations	-	1.2	0.9	-
Autres sources	2.7	2.9	3.3	2.5
Autres sources	7.6	9.0	23.7	24.7
Pour mémoire :				
Excédent du compte des collectivités locales et d'autres organismes publics ¹ (en milliards de drachmes)	12.8	19.5	14.0	18.3

¹ Cet excédent provient en majeure partie des caisses d'assurances sociales et est utilisé par les autorités pour financer, à des taux privilégiés et par l'intermédiaire d'institutions financières spécialisées, des activités principalement orientées vers la production et l'action sociale (agriculture, industrie, exportation et logements sociaux).

Sources : Banque de Grèce, Rapport annuel du Gouverneur de la Banque.

Graphique 10 Gains et érosion fiscale
1974-1980



1 Croissance des gains réels moyens d'un chef de famille ayant 2 enfants.

2 Perte de revenu disponible réel (en pourcentage) depuis 1974 de salariés (chefs de ménage, avec deux enfants) dont le revenu nominal brut a augmenté au même rythme que les prix de détail.

Source : Estimations de l'OCDE.

de l'administration centrale devrait, selon les prévisions budgétaires, diminuer et passer de 26 % en 1979 à 17 % en 1980. A cela s'ajoute le fait que les recettes dégagées par la lutte contre la fraude fiscale progresseront moins fortement qu'en 1979. Cette tendance affecterait principalement les impôts directs, en raison surtout du ralentissement prévu pour les impôts fonciers. Il est probable que l'érosion fiscale sera à très peu de chose près la même que l'an dernier et la progression plus lente des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (tableau 11) s'explique surtout par le fait que les rentrées attendues des mesures de lutte contre la fraude fiscale augmenteront dans de plus faibles proportions. Pour un salarié moyen dont les gains bruts suivent la tendance des prix, on estime que cette érosion fiscale se traduira par une légère baisse du revenu disponible réel ; pour des gains supérieurs d'environ 50 % à la moyenne, la perte correspondante atteint presque 3 %. Le faible accroissement des importations auquel on s'attend ainsi que, dans une moindre mesure, l'entrée de la Grèce dans la CEE expliquent le ralentissement sensible prévu pour les recettes de droits de douane. La moitié environ du déficit de l'administration centrale serait financée par les placements obligatoires en bons du Trésor des banques commerciales et un peu moins d'un tiers par les prêts extérieurs. Dans ces conditions, le budget prévoit que le recours au financement par la Banque de Grèce serait ramené de 31½ milliards de drachmes en 1979 à 16¼ milliards (soit environ 1 % du PIB) en 1980.

Après avoir augmenté d'environ 75 % en 1979, le déficit d'exploitation du compte des opérations courantes des entreprises publiques⁴⁹ devrait, d'après les prévisions officielles, se maintenir en 1980 (4¼ milliards de drachmes). Afin d'améliorer la situation financière des entreprises publiques, l'accroissement de 50 % des investissements prévu au budget de 1980 a été ramené (dans les débuts de 1980, après la présentation du budget) à 30 %. Au total, le déficit financier des entreprises publiques augmenterait ainsi de 47¼ milliards de drachmes (au lieu de 34½ milliards de drachmes en 1979).

Autres mesures de politique économique

Vers la fin de novembre 1979, l'évolution peu satisfaisante de la balance des paiements et des prix a amené les autorités à adopter un certain nombre de mesures temporaires mais rigoureuses visant le commerce extérieur. A compter du 3 décembre, tous les engagements de crédit intérieur à l'importation ont été suspendus⁵⁰, sauf pour quelques articles⁵¹, les importateurs ont dû constituer des dépôts bloqués et ne rapportant aucun intérêt, d'un montant équivalant à 75 % de leurs achats six mois avant leur importation effective, et une taxe spéciale de 25 % sur les achats a été instituée sur les « produits de luxe » importés (biens de consommation principalement). Beaucoup de ces mesures ont été modifiées dans les premiers mois de 1980 et les restrictions de crédit ont été assouplies pour un certain nombre de biens, bien que demeurant pour l'essentiel en vigueur (restrictions applicables aux biens de consommation). Les dépôts obligatoires et la taxe spéciale ont été supprimés le 25 avril 1980. A la fin de février, le secteur des entreprises et le Gouvernement ont abouti à un accord prévoyant une restriction volontaire des augmentations de prix et des importations.

49 La Compagnie Nationale d'Electricité et la Société des Télécommunications ont enregistré des excédents courants substantiels ; au contraire, d'autres entreprises, notamment le service postal et les transports ferroviaires urbains, ont accusé des déficits importants.

50 Ont été également suspendus les crédits-fournisseurs étrangers d'une durée inférieure à 6 mois (3 mois pour les matières premières). Cette mesure a été levée à la fin de juin 1980.

51 Produits alimentaires essentiels, matières premières et machines, principalement.

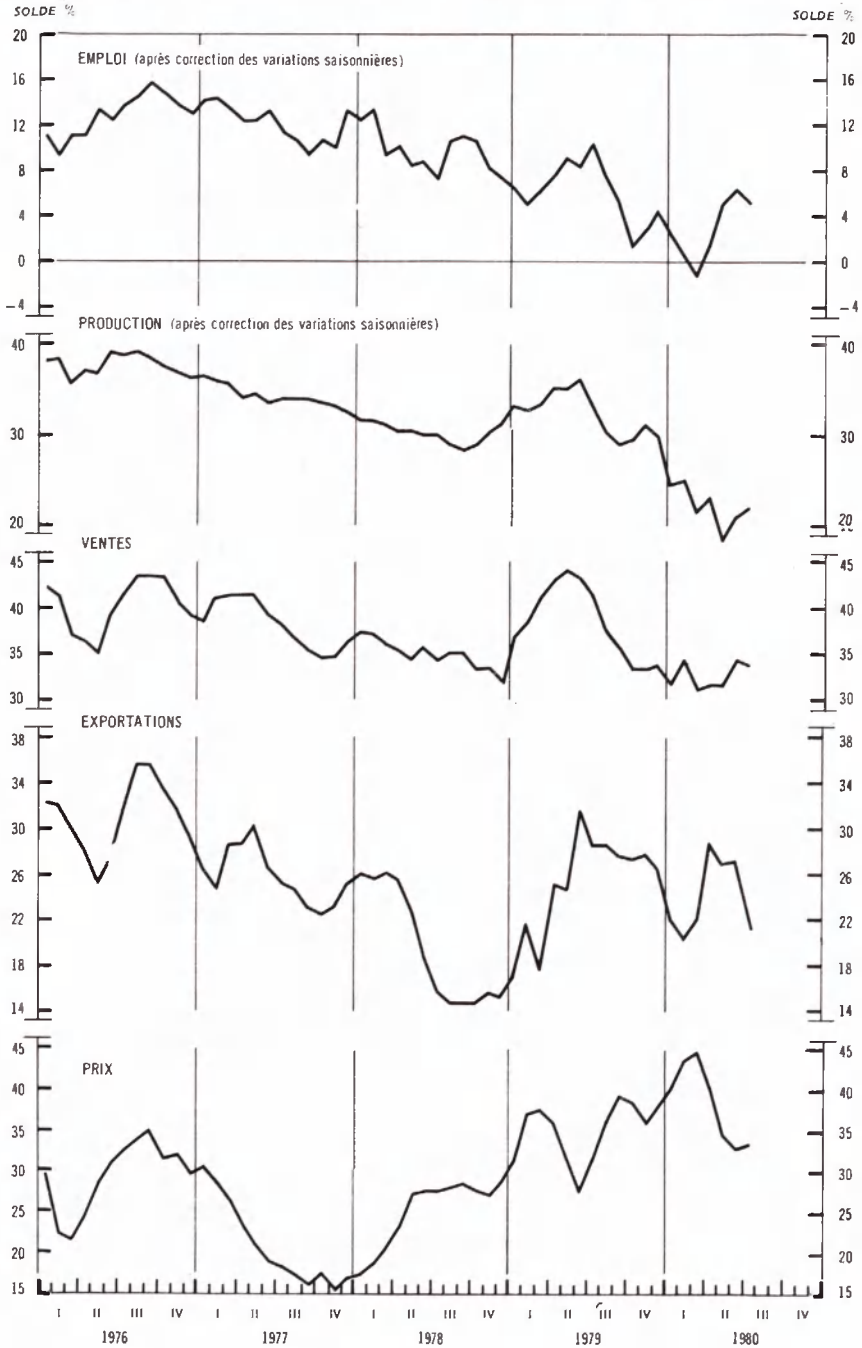
Lorsqu'elles ont adopté les mesures temporaires visant le commerce extérieur, les autorités ont aussi annoncé que les contrôles des prix et des bénéfices mis en place précédemment en 1979 seraient rigoureusement appliqués. A peu près au même moment, il a aussi été annoncé que dans le secteur privé les gains devraient augmenter d'environ 15 % en 1980 et à un rythme un peu plus lent que dans le secteur public. A la fin de décembre 1979, les loyers ont été bloqués jusqu'à la fin de mars 1980 et un objectif de 15 % a été fixé pour la hausse de l'indice des prix de détail en 1980. L'accord de février 1980 relatif à la modération volontaire en matière de prix prévoyait le blocage des prix d'un certain nombre de produits pendant trois mois aux niveaux en vigueur à la fin de novembre 1979. Les autorités ont aussi annoncé que les marges bénéficiaires seraient bloquées pendant toute l'année 1980, mais que les prix pourraient toutefois être relevés en fonction de la hausse des prix des facteurs de production dans la limite de 10 % et exceptionnellement de 15 % après avril. De plus, de nouveaux produits ont été ajoutés en mars à la liste de ceux qui (comme les produits alimentaires essentiels) sont assujettis à un contrôle des prix détaillé. D'autres modifications de politique économique ont été annoncées par le nouveau Gouvernement à la fin de mai 1980 : l'érosion fiscale sera atténuée dans le prochain budget ; il ne sera plus tenu compte de certains signes extérieurs de richesse pour le calcul du revenu imposable et de l'impôt foncier et la justification de l'origine des capitaux cessera d'être exigée pour l'achat de biens immobiliers. Les taux d'intérêt ont été relevés en juin. Ces diverses mesures n'auront qu'une incidence immédiate limitée mais elles devraient faire sentir leurs effets en 1981.

Le train de mesures adopté en mai prévoyait aussi la stabilisation du taux de change effectif à son niveau de mai jusqu'à la fin de septembre, la politique suivie en matière de taux de change devant alors être revue à la lumière de l'évolution intérieure et internationale. Au cours de la période récente, la politique suivie en matière de taux de change a été inspirée non seulement par le désir des autorités d'atténuer l'incidence de la forte hausse des prix à l'importation sur l'inflation mais aussi par la nécessité de maintenir la compétitivité extérieure de l'économie. Après une baisse d'environ 15 % au cours de l'année qui s'est terminée en octobre 1978, le taux de change effectif de la drachme est resté à peu près stationnaire jusqu'à l'été 1979, ce qui s'est traduit en fait par une perte de compétitivité. Devant l'aggravation de la situation de la balance des paiements, les autorités se sont orientées vers une politique visant à assurer la compétitivité internationale de la Grèce et à enrayer l'accroissement des importations, de sorte que la dépréciation effective de la drachme a été de près de 6 % dans les quatre derniers mois de 1979, atteignant ainsi 7¼ % pour la période fin 1978-fin 1979 (c'est-à-dire une dépréciation effective de 6¼ % d'une année sur l'autre). Dans une large mesure à cause des préoccupations que les autorités éprouvaient quant à l'évolution de la balance des paiements et afin d'améliorer encore la compétitivité extérieure, la drachme a fait l'objet d'une nouvelle dépréciation effective importante, représentant environ 12 %, entre décembre 1979 et juin 1980.

III PERSPECTIVES A COURT TERME

En 1980 et 1981, l'économie de la Grèce subira fortement l'incidence déflationniste de la hausse des prix du pétrole, de l'orientation plus restrictive des politiques économiques, et de la tendance peu soutenue du PIB et des échanges qui en sera vraisemblablement le corollaire dans la zone de l'OCDE. L'entrée de

Graphique 11 Indicateurs conjoncturels

(Enquêtes auprès des entreprises du secteur manufacturier¹ : moyennes mobiles sur trois mois)

1 Solde des réponses « positives » et des réponses « négatives » ; sur le graphique, les prévisions sont portées à la fin de la période de prévision.

Source : Communiqué de presse de l'Institut d'études économiques et industrielles, Athènes.

la Grèce dans la CEE devrait aussi avoir des répercussions sur l'activité économique au cours de l'année prochaine. La mise en œuvre d'une politique économique moins libérale et l'inversion partielle de la tendance à la formation de stocks de caractère spéculatif, qui avait stimulé la demande l'an dernier, semblent devoir contribuer à freiner l'activité à court terme. On prévoit au total une stagnation du PIB en 1980 mais le risque d'un résultat moins favorable n'est peut-être pas à exclure. Les autorités grecques s'attendent à un taux de croissance légèrement positif. Le taux d'inflation d'une année sur l'autre devrait s'accroître légèrement et s'établir autour de 25 %, tandis que, du fait de la hausse des prix du pétrole, le déficit de la balance des paiements courants pourrait atteindre quelque 2½ milliards de dollars. Ces prévisions sont confirmées par les indicateurs récents, par les résultats des enquêtes de conjoncture — notamment dans le secteur manufacturier — portant sur les sept premiers mois de 1980 et par les données des comptes nationaux trimestriels.

Bien que la politique budgétaire ait été progressivement durcie pendant environ deux ans, son incidence devrait être plus expansionniste que ne le prévoyaient les autorités au moment de l'élaboration du budget pour 1980, la progression des recettes courantes étant plus faible, et celle des dépenses publiques plus forte, qu'on ne l'avait alors escompté. Du côté des recettes, la faiblesse du produit des impôts indirects par rapport aux prévisions⁵² sera sans doute partiellement compensée par une augmentation des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques résultant de l'alourdissement automatique de la fiscalité, dans la mesure où la progression des gains nominaux est plus rapide que ne le prévoyait le budget. Le rythme de hausse des prix étant lui aussi plus rapide que prévu, les dépenses de l'administration centrale devraient dépasser les prévisions budgétaires et alourdir le déficit du compte des produits agricoles et fournitures de l'administration⁵³. En conséquence, le déficit de l'administration centrale sera d'environ 5½ % du PIB et les emprunts du secteur public atteindront près de 8 % du PIB (9 % en 1979).

Outre l'augmentation de l'endettement du secteur public, les crédits au secteur privé semblent avoir dépassé le taux fixé par le programme de politique monétaire au cours des quatre premiers mois de 1980⁵⁴. Les prévisions reposent donc sur l'hypothèse d'un dépassement de l'objectif initial. Le surdépassement des crédits bancaires au secteur privé s'explique en partie par la persistance d'une forte demande due aux difficultés de trésorerie d'un certain nombre d'entreprises. Par ailleurs, en raison de l'accélération de l'inflation, il fallait s'attendre à un taux d'expansion du crédit supérieur aux normes très strictes qui avaient été fixées, d'autant que les taux de pénalité appliqués aux découverts des banques commerciales auprès de la Banque de Grèce ne semblent pas prohibitifs. A la suite de la hausse des taux d'intérêt intervenue en juin 1980, l'écart entre les taux prêteurs et le taux d'inflation s'est sensiblement rétréci, mais les taux de rémunération des dépôts demeurent généralement négatifs en termes réels, ce qui freine la croissance des dépôts privés. On suppose qu'en 1980 l'orientation générale de la politique monétaire sera légèrement restrictive, du seul fait des restrictions imposées aux crédits au secteur privé.

52 En particulier, il semble que les taxes à la consommation et les droits de douane soient affectés par la faiblesse de la consommation privée et par le manque de dynamisme des importations.

53 Les relèvements récents des prix minima de garantie d'un certain nombre de produits agricoles sont compris entre 20 et 30 %.

54 Les données bancaires et monétaires des six premiers mois de 1980 ont été faussées par la grève des banques qui a débuté en janvier et s'est terminée en mars. Le montant total des crédits des banques commerciales au secteur privé s'est accru d'environ 25 milliards de drachmes pendant la période correspondante de 1979.

En juin 1980, l'indice des prix de détail dépassait de 27 % son niveau de l'année précédente⁵⁵, ce qui, si l'on exclut les hausses des prix des combustibles, les effets de la suppression progressive de certaines subventions et les facteurs saisonniers, donne un taux d'inflation sous-jacent de 22 %, chiffre supérieur à ce que l'on aurait pu prévoir à la suite des mesures de contrôle des prix et des bénéfices ainsi que de l'accord de « modération volontaire des prix » conclu en février. Malgré de fortes anticipations inflationnistes et bien que la modération volontaire des prix ait pris fin en juin, la hausse des prix à la consommation pourrait se modérer au second semestre sous l'effet de facteurs saisonniers et du manque de dynamisme de la demande de consommation. Au total, d'après les prévisions, les prix à la consommation devraient progresser d'environ 25 % en 1980⁵⁶ par rapport à l'année précédente, et d'un peu plus en cours d'année. La contribution relative des prix à l'importation⁵⁷ à l'augmentation d'une année sur l'autre des prix à la consommation devrait se renforcer sensiblement : ils interviendront dans la hausse prévue pour environ 7½ points, c'est-à-dire pour plus du quart. Les prix alimentaires devraient eux aussi progresser nettement plus vite en 1980⁵⁸. Les coûts unitaires de main-d'œuvre augmenteront sensiblement plus vite en 1980 et feront monter de plus de 6 points les prix à la consommation (au lieu de 4½ points en 1979), ce qui s'explique dans une large mesure par le fait qu'après s'être accrue de 5 % en 1979, la production non agricole se réduira légèrement en 1980. Cependant, les contrôles imposés aux loyers et le sous-emploi croissant affecteront les revenus des travailleurs indépendants et les profits, dont la contribution à la hausse des prix à la consommation ne devrait donc guère varier en 1980. L'augmentation, d'une année sur l'autre, de l'indice implicite total des prix du PIB, qui reflète l'évolution des coûts intérieurs, pourrait atteindre quelque 22 % en 1980 (contre 18 % en 1979) et, comme ces dernières années, c'est l'indice implicite des prix de l'investissement résidentiel qui, une fois encore, accusera la progression la plus rapide⁵⁹.

La croissance des gains moyens dans le secteur privé pourrait s'accélérer modérément en 1980. Compte tenu de la très forte érosion subie par les revenus réels en 1979, on ne peut exclure l'hypothèse d'un certain rattrapage qui aboutirait à un renforcement du glissement des salaires. Dans le secteur public, toutefois, les autorités ont réussi à faire respecter les normes sévères de modération des salaires, si bien qu'un certain ralentissement de la croissance des gains totaux semble probable. L'accroissement des revenus des travailleurs indépendants, ainsi que des bénéfices, loyers et intérêts versés, devrait lui aussi se ralentir sensiblement, passant de 27 % en 1979 aux alentours de 20 %. La faiblesse de la croissance dans les principaux pays d'émigration et la stagnation du revenu dispo-

55 Entre décembre 1979 et juin 1980, le taux annuel d'inflation a été de 29½ %. L'indice des prix de gros accusait, en juin 1980, une hausse de 31 % par rapport à l'année précédente.

56 Les prix à la consommation représentent l'indice implicite des prix de la consommation des ménages dans la comptabilité nationale.

57 La hausse des prix à la consommation sera majorée d'un peu moins de 3 points par les prix du pétrole, de 2 points par les autres prix à l'importation et d'environ 2½ points par la dépréciation de la drachme.

58 Entre mars 1979 et mars 1980, l'indice des prix de gros des produits finis fabriqués localement pour la consommation intérieure a fait apparaître une progression de 24½ % pour les prix agricoles, de 13½ % pour les produits d'élevage et de 100 % pour les produits de la pêche. La contribution des prix alimentaires à la hausse des prix à la consommation est estimée à 5 points.

59 L'indice des prix de gros des produits minéraux transformés non métalliques destinés à la consommation intérieure, dans lequel le ciment occupe une place importante, accusait, en mars 1980, une augmentation de 35½ % par rapport à l'année précédente, tandis que, pour les produits manufacturés en bois et en liège (à l'exception des meubles) le taux correspondant était de 36½ %.

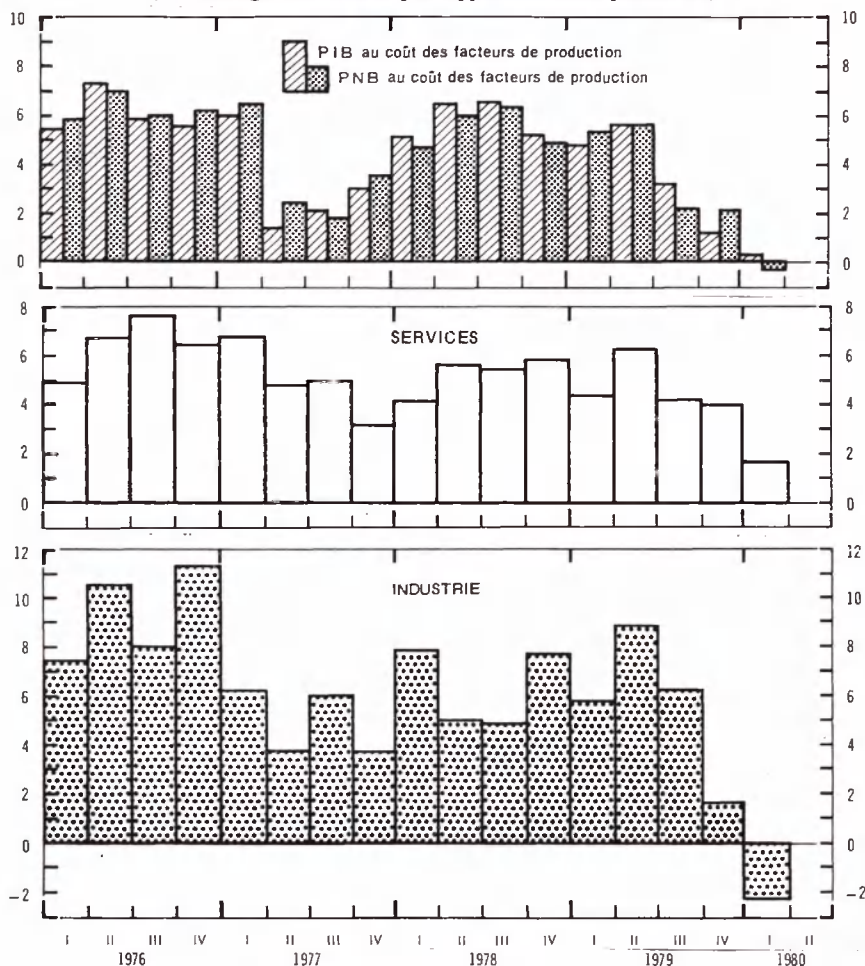
nible réel devraient entraîner un ralentissement de la croissance des transferts courants en provenance de l'étranger. Seuls les revenus agricoles, en raison de la reprise de la production de ce secteur (dont les autorités estiment qu'elle dépasse de 8 à 10 % le niveau de 1979), devraient s'accélérer nettement en 1980. On prévoit que le revenu total des ménages progressera à peu près au même rythme qu'en 1979, mais en raison de l'accélération de l'inflation le revenu disponible réel devrait baisser cette année (après s'être accru d'environ 3 % en 1979). Compte tenu des fortes tendances inflationnistes et de l'impossibilité — notamment pour les petits épargnants — d'investir dans des actifs que l'inflation ne risque pas d'éroder (autres que les métaux précieux et les biens immobiliers), les effets de la baisse du revenu disponible réel sur la demande devraient être amortis par une réduction du taux d'épargne des particuliers. Il se pourrait néanmoins que la consommation privée baisse, en termes réels, d'environ 2 % en 1980 par rapport à l'année précédente.

Comme en 1979, le nombre des fonctionnaires augmentera légèrement encore cette année et ce facteur, conjugué à une certaine progression de la demande de biens et services, pourrait se traduire par un accroissement de 3½ % de la consommation réelle des administrations publiques en 1980, ce poste devenant ainsi la composante la plus dynamique de la demande intérieure. L'investissement public, notamment en infrastructures, devrait baisser de près d'un quart et se trouverait de ce fait ramené à son niveau le plus bas depuis 1968⁶⁰. Dans ces conditions, l'investissement brut des administrations publiques consistera pour l'essentiel en investissements de remplacement. Les autres investissements du secteur public, à savoir principalement ceux des entreprises publiques, devraient progresser modérément, ce qui limiterait à moins de 10 % la baisse totale du volume de l'investissement fixe du secteur public. L'investissement privé devrait également fléchir, ce mouvement n'épargnant aucune de ses principales composantes. Depuis le printemps 1979, le nombre de permis de construire concernant des logements neufs a sensiblement diminué ; étant donné le délai qui s'écoule entre la délivrance des permis de construire et l'ouverture des chantiers, l'activité du secteur de la construction de logements devrait fortement se réduire au second semestre de cette année, ce qui se traduirait par une réduction de l'investissement résidentiel pour l'ensemble de l'année 1980. La compression des bénéfices dans les industries manufacturières et la faiblesse des perspectives à court terme concernant la demande intérieure et étrangère laissent également prévoir une activité d'investissement peu soutenue dans les industries manufacturières. La formation brute de capital fixe, considérée dans son ensemble, devrait aussi baisser de 5 % en 1980, après avoir régulièrement quoique modérément augmenté au cours des cinq années précédentes.

La formation de stocks non agricoles devrait accuser un fléchissement en 1980, notamment en ce qui concerne les produits manufacturés au niveau du commerce de gros et de détail, ce qui s'explique par les difficultés de trésorerie du secteur des entreprises et par les perspectives défavorables concernant les ventes. Ce mouvement sera cependant plus que compensé par un accroissement des stocks agricoles, lié à la forte progression prévue de la production dans ce secteur. Du fait de la légère contribution positive de la formation de stocks à la croissance du PIB réel, la demande intérieure totale devrait baisser de 1¼ %. Dans ces conditions, et compte tenu du dénouement des opérations spéculatives de l'an dernier, le volume des importations devrait légèrement diminuer, tandis que celui des exportations pourrait modérément progresser, la variation de la

60 En 1980, l'investissement public devrait représenter 1¼ % du PIB au lieu de 3½ % au cours des années 60 et 70.

Graphique 12 Variations trimestrielles de la production
(Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente)



Sources : Comptes Nationaux Trimestriels de la Grèce.

balance extérieure réelle apportant ainsi une contribution positive (de près de $1\frac{1}{4}$ %) à la croissance du PIB réel.

Le PIB en termes réels devrait rester pratiquement stationnaire. Compte tenu cependant de la détérioration d'un peu plus de 13 %⁶¹ des termes de l'échange, qui s'explique essentiellement par le renchérissement de l'énergie, et de ce que le niveau des importations sera nettement supérieur à celui des exportations la perte de revenu national devrait être de l'ordre de 4 % en 1980 (au lieu de $1\frac{3}{4}$ % en 1979). Si l'on fait la part de l'incidence négative de la détérioration des termes de l'échange, le revenu national disponible réel devrait donc baisser d'environ 4 % en 1980 alors qu'il avait augmenté de $1\frac{3}{4}$ % en 1979. On prévoit une

61 On suppose que les prix à l'importation, exprimés en dollars des États-Unis, augmenteront de 25 % en 1980 (au lieu de 16 % en 1979) et les prix à l'exportation de 11 % (10 % en 1979). La hausse des prix du pétrole a été estimée à 60 % en 1980, et ce facteur contribue à lui seul à une baisse du revenu national réel de près de 3 %.

Tableau 14 Prévisions à court terme
Pourcentage de variation en volume

	1979 (Résultats)	1980 (Prévision)
Consommation privée	2 $\frac{1}{2}$	-2
Consommation publique	4 $\frac{3}{4}$	3 $\frac{3}{4}$
Formation de capital	5	-4 $\frac{3}{4}$
Demande intérieure finale	3 $\frac{1}{4}$	-1 $\frac{1}{2}$
Formation de stocks ^{1 2}	1 $\frac{1}{4}$	$\frac{1}{4}$
Demande intérieure totale	4 $\frac{1}{2}$	-1 $\frac{1}{4}$
Exportations	6 $\frac{1}{2}$	4 $\frac{1}{2}$
Importations	8 $\frac{1}{2}$	-1 $\frac{1}{4}$
Balance extérieure ²	- $\frac{3}{4}$	1 $\frac{1}{4}$
PIB-au coût des facteurs	3 $\frac{1}{4}$	0
<i>Pour mémoire :</i>		
Indice implicite des prix de la consommation privée	18	26
Déficit de la balance des paiements courants (en milliards de drachmes)	(1 $\frac{1}{4}$)	(2 $\frac{1}{2}$)

1 Y compris l'erreur d'estimation.

2 Pour calculer les contributions en points au pourcentage d'accroissement du PIB, on a exprimé la différence entre la formation de stocks (ou la balance extérieure réelle) de l'année et celle de l'année précédente en pourcentage du PIB de l'année précédente.

Note : Les prévisions pour 1980, établies sur la base de renseignements plus récents qui tiennent compte des mesures nouvelles et du fait que le taux d'inflation est plus élevé qu'on ne l'avait envisagé (en partie à cause des hausses de prix du pétrole), sont différentes de celles qui figurent dans le No. 27 des *Perspectives Economiques*.

Sources : Comptes nationaux de la Grèce et estimation de l'OCDE.

forte réduction de la production industrielle ainsi que de l'activité dans le secteur de la construction. En ce qui concerne les services, la production pourrait rester pratiquement stationnaire en raison des gains de productivité attendus dans ce secteur. L'agriculture sera le seul secteur dans lequel la production devrait augmenter. Du fait de l'évolution prévue du PIB réel, on s'attend à une montée du chômage, qui n'apparaîtra cependant pas intégralement dans les statistiques officielles sur le chômage recensé⁶². De plus, le problème du chômage des jeunes (en particulier des jeunes qui ont une qualification) semble lui aussi devoir s'aggraver. La détérioration de la situation sur le marché du travail se fera surtout sentir au second semestre de 1980 et dans 1981.

Parallèlement au ralentissement des marchés d'exportation (OPEP excepté), la demande étrangère de produits traditionnels⁶³, de matières premières et de produits semi-finis (qui constituent l'essentiel des exportations non agricoles) accusera probablement un fléchissement. Toutefois, ce facteur négatif devrait être atténué par le fait que la dépréciation effective de la drachme pourrait être plus importante en 1980 qu'en 1979⁶⁴ (11 % au lieu de 6 $\frac{1}{4}$ %), et par les perspectives défavorables des ventes sur le marché intérieur, qui pourraient constituer

62 Le sous-emploi touchera gravement beaucoup de personnes vivant avec leurs familles dans des zones rurales et qui soit ont un emploi saisonnier dans le secteur du tourisme au cours des mois d'été, soit travaillent dans le bâtiment et ne s'inscrivent pas au chômage.

63 Tels que textiles, articles d'habillement, chaussures et autres articles en cuir.

64 Sur la base de l'hypothèse habituelle que le taux de change effectif ne variera pas après juin 1980.

Tableau 15 Indicateurs conjoncturels

	1979	1979	1979	1980	1980			
		II	T4	T1	Fév.	Mars	Avril	Mai
	Pourcentage de variation par rapport à la période précédente							
	Taux annuels				Taux effectifs			
Production, désaisonnalisée								
Industrie, total	6	- $\frac{1}{4}$	- $1\frac{1}{4}$	- $6\frac{3}{4}$	- $\frac{1}{2}$	-1	- $\frac{1}{4}$	
Industries manufacturières	6	- $\frac{3}{4}$	- $\frac{1}{2}$	- $9\frac{1}{4}$	-	- $1\frac{3}{4}$	$1\frac{3}{4}$	
Indicateurs de conjoncture, désaisonnalisés								
Consommation de ciment	9	6	-2	- $33\frac{3}{4}$	$3\frac{1}{2}$	- $16\frac{1}{2}$	$10\frac{1}{4}$	
Permis de construire délivrés	3	- $35\frac{1}{2}$	-45	-4	-27	49	-17	
Immatriculations de voitures	- $28\frac{1}{2}$	- $58\frac{3}{4}$	- $78\frac{1}{2}$	-60	$\frac{1}{4}$	$5\frac{3}{4}$	-19	
Main-d'œuvre, désaisonnalisée								
Emploi : ind. manufacturières	$3\frac{3}{4}$	- $\frac{3}{4}$	- $6\frac{1}{4}$	$6\frac{1}{4}$	$1\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$	- $\frac{1}{4}$	
Durée hebdomadaire du travail : ind. manufacturières	-	$\frac{1}{2}$	- $19\frac{1}{4}$	3				
Chômage, milliers	(32)	(32)	(35)		(41)	(41)	(44)	(35)
	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente							
Production de ciment	$5\frac{1}{2}$	$4\frac{1}{4}$	$3\frac{1}{4}$	11	25	$\frac{1}{4}$		
Ventes de détail : volume	- $2\frac{1}{4}$	- $3\frac{1}{2}$	- $5\frac{1}{4}$	- $\frac{1}{2}$	- $5\frac{1}{2}$	$7\frac{1}{2}$	- $7\frac{1}{2}$	
Gains horaires : ind. manufacturières	$20\frac{3}{4}$	$19\frac{1}{4}$	$22\frac{1}{2}$	$28\frac{3}{4}$				
Prix								
Prix de gros, marché domestique	21	$24\frac{3}{4}$	26	$26\frac{3}{4}$	$26\frac{1}{4}$	27	$26\frac{3}{4}$	28
Produits importés	20	$23\frac{1}{4}$	$24\frac{1}{2}$	$21\frac{1}{2}$	$22\frac{1}{2}$	$19\frac{1}{4}$	$21\frac{3}{4}$	$28\frac{1}{4}$
Produits agricoles	21	$22\frac{3}{4}$	$25\frac{1}{2}$	$24\frac{3}{4}$	$22\frac{3}{4}$	$24\frac{1}{4}$		
Produits industriels	$20\frac{1}{4}$	25	26	29 $\frac{3}{4}$	30 $\frac{1}{2}$	$31\frac{1}{2}$	29	29
Prix à la consommation	19	22	$23\frac{1}{4}$	$23\frac{3}{4}$	$23\frac{3}{4}$	$23\frac{3}{4}$	25	25
Taux de change au comptant Dr/\$	$\frac{3}{4}$	$1\frac{1}{2}$	$3\frac{1}{4}$	$7\frac{1}{2}$	$6\frac{1}{4}$	$10\frac{1}{4}$	$14\frac{1}{2}$	16
Taux de change effectif	- $6\frac{1}{4}$	- $5\frac{1}{4}$	- $5\frac{1}{4}$	- $8\frac{1}{2}$	-9	- $7\frac{1}{4}$	- $11\frac{3}{4}$	- $17\frac{1}{4}$

Sources : Principaux indicateurs économiques OECD, Bulletin mensuel de statistique, Service national de la Statistique et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

une incitation à exporter. De même, le ralentissement de la croissance de l'activité dans le secteur du tourisme devrait aboutir, en 1980, à un accroissement d'environ $4\frac{3}{4}$ % du volume des exportations de biens et services. Le fléchissement de la demande intérieure et l'interruption des amples mouvements de stockage de caractère spéculatif permettent de prévoir un recul du volume des importations de biens et de services. Ces tendances favorables du volume des échanges risquent cependant d'être très largement annulées par une nouvelle détérioration des termes de l'échange, et par une quasi-stagnation des envois de fonds des travailleurs émigrés, si bien que l'on prévoit que le déficit commercial passera de $6\frac{1}{4}$ milliards de dollars en 1979 à $7\frac{1}{4}$ milliards en 1980. Sur cette base, le déficit de la balance des paiements courants (les recettes en drachmes convertibles comprises) devrait être de l'ordre de $2\frac{1}{2}$ milliards de dollars en 1980 contre $1\frac{3}{4}$ milliard de dollars en 1979.

Les perspectives pour 1981 sont nécessairement très incertaines, mais il est probable que la situation économique restera difficile. Non seulement on prévoit que les principaux marchés d'exportation de la Grèce dans la zone de l'OCDE seront relativement déprimés, mais les progrès accomplis dans la voie de la

réduction des déséquilibres intérieurs risquent d'être assez limités cette année. La mesure dans laquelle les autorités parviendront à mettre un frein aux anticipations inflationnistes, limiter la progression des revenus nominaux et réduire le déficit budgétaire sera déterminante à cet égard. Sur la base des politiques actuelles et compte tenu de ce que les revenus disponibles réels, notamment les revenus du travail, auront sans doute été fortement réduits en 1980, de nouvelles diminutions importantes des gains réels se heurteraient vraisemblablement à une forte résistance en 1981. Même si les anticipations inflationnistes étaient sensiblement atténuées et si les règlements de salaires maintenaient simplement le pouvoir d'achat à son niveau de 1980, de fortes pressions continueraient encore à s'exercer sur les prix. Le ralentissement de la hausse des prix à l'importation — à supposer qu'il ne se produise aucune nouvelle augmentation importante des prix du pétrole — devrait contribuer à freiner le taux d'inflation, et ce mouvement devrait être accentué par une nouvelle compression des marges bénéficiaires associée à une amplification du ralentissement économique. A condition que les impôts indirects ne soient pas relevés pour compenser les pertes de recettes dues aux ajustements partiels des abattements et des seuils d'imposition des revenus des personnes physiques qui ont été proposés, le taux d'inflation pourrait être ramené à la fin 1981 aux alentours de 20 %. L'évolution des prix sera affectée par l'entrée de la Grèce dans la CEE ; la réduction des droits de douane et l'intensification de la concurrence auront un effet bénéfique sur les prix, mais la hausse des prix alimentaires risque d'être plus forte qu'elle ne l'aurait été autrement.

Si l'inflation se ralentit au cours de l'année 1981, les gains réels restant inchangés par rapport à 1980, et à supposer que la progression des transferts courants soit freinée afin de réduire le déficit budgétaire, les revenus disponibles réels pourraient alors légèrement baisser. Compte tenu d'une nouvelle réduction du taux d'épargne, la consommation privée pourrait faiblement progresser en 1981. La consommation et l'investissement publics devraient rester peu dynamiques, dans l'hypothèse où la politique économique resterait inchangée, mais une certaine reprise de l'investissement en logements semble probable. Dans ces conditions, la demande intérieure dont on prévoit qu'elle fléchira cette année, devrait se stabiliser et progresser même légèrement sur l'ensemble de l'année 1981. On ne peut exclure l'hypothèse d'une progression plus rapide du volume des exportations de biens et services — due en partie aux effets de l'entrée dans la CEE — tandis que le volume des importations pourrait être freiné par la faiblesse de la demande intérieure, ce qui impliquerait une contribution positive de la balance extérieure réelle à la croissance du PIB en termes réels. On estime donc — avec toute la prudence qu'exigent les nombreuses hypothèses et incertitudes entrant dans les prévisions — que le PIB en termes réels pourrait légèrement augmenter en 1981. Une certaine amélioration de la position de la balance des paiements courants paraît probable. Sur la base d'une élasticité d'importation de $1\frac{1}{2}$ et d'un taux de croissance du volume des exportations de l'ordre de 8 % par an (taux qui correspond aux perspectives moins favorables des échanges mondiaux et qui est légèrement inférieur au taux de croissance enregistré depuis 1973), et en l'absence de toute nouvelle détérioration prononcée des termes de l'échange, on estime, sous toutes réserves, que pour réduire sensiblement le déficit de la balance des paiements courants au cours des prochaines années, il faudrait que le taux de croissance de la demande intérieure soit d'environ $2\frac{1}{2}$ % et que celui du PIB soit d'environ 3 %. Par contre, pour ramener l'économie sur le sentier de croissance soutenue qu'elle a suivi jusqu'en 1979, il serait nécessaire que le taux d'augmentation des exportations, en volume, soit nettement supérieur à 8 %. Par ailleurs, la contrainte que constitue la balance des paiements a été nettement accentuée par le niveau élevé qu'ont récemment

atteint les emprunts, dont le service a été gonflé par la hausse des taux d'intérêt, puis par l'accumulation des dettes venant à échéance. On prévoit qu'après s'être maintenu en 1978 et 1979 autour de $8\frac{1}{2}\%$ des recettes courantes totales au titre des exportations, le service de la dette tendra à s'alourdir à court terme.

IV CONCLUSIONS

L'économie donnant des signes de surchauffe après plusieurs années d'expansion rapide, la politique économique a été progressivement durcie en plusieurs étapes, depuis le milieu de l'année 1978. L'expansion de la demande et de l'activité économique a subi un ralentissement marqué au cours de l'année 1979, ce qui s'explique par l'orientation moins expansionniste de la politique économique, mais aussi par les effets directs du renchérissement du pétrole. Malgré ce ralentissement, le déficit extérieur courant s'est, toutefois, fortement accru — d'un montant supérieur à celui qui serait imputable à la hausse des prix du pétrole — et le taux d'inflation s'est accéléré, atteignant un chiffre nettement plus élevé que la moyenne des pays de l'OCDE. Comme beaucoup d'autres pays Membres, l'économie de la Grèce a été affectée au premier semestre de 1980 par l'affaiblissement de la demande extérieure et le relèvement des prix du pétrole. La production a, de ce fait, stagné, tandis que l'inflation s'accélérait et que le déficit extérieur courant continuait d'augmenter.

Outre qu'elles ont été une cause majeure de la détérioration de la situation économique et qu'elles ont rendu plus difficile la tâche des autorités, les fortes hausses du prix du pétrole ont mis en lumière des déséquilibres économiques profonds qui ont été commentés dans l'étude économique de l'OCDE de l'an dernier. Les anticipations inflationnistes, qui étaient déjà fortes, ont été exacerbées, ce qui a renforcé l'activité spéculative et stimulé la demande d'actifs réels. Sous l'effet de ces différents facteurs, l'investissement résidentiel est resté soutenu en 1979 et la hausse des prix des logements a été à nouveau beaucoup plus rapide que celle du niveau général des prix, exerçant ainsi de nouvelles pressions inflationnistes dont la réduction prendra nécessairement un certain temps. L'activité spéculative semble également avoir contribué à la sensible progression du volume des importations et à l'accroissement correspondant du déficit extérieur courant. A cela s'ajoute encore un autre facteur, tout aussi important, à savoir le fléchissement des investissements publics d'infrastructures, et surtout des investissements des industries manufacturières, observé depuis 1974, et la faible tendance de la productivité qui en a été le corollaire et dont les effets sont devenus plus sensibles l'an dernier.

Pendant la deuxième partie de l'année 1980 et jusqu'au début de 1981, l'évolution économique sera fortement affectée par l'orientation moins expansionniste de la politique économique, l'incidence déflationniste de la hausse des prix du pétrole et la détérioration de l'environnement extérieur. Il est certes probable que les objectifs fixés seront à nouveau dépassés, mais le budget pour 1980 devrait avoir un effet moins expansionniste que les années précédentes. Les autorités ont cependant mis à nouveau plus fortement l'accent sur la politique monétaire dont les effets restrictifs s'exercent uniquement sur le secteur privé. Le renchérissement du pétrole devrait encore avoir une forte incidence déflationniste. Parallèlement, comme on le prévoit l'affaiblissement de la croissance dans la zone de l'OCDE se traduira par un net ralentissement de la progression des exportations. Par conséquent le PIB devrait stagner en 1980 et la demande intérieure marquer une baisse de l'ordre de $1\frac{3}{4}\%$. Malgré cela, il semble probable

que les progrès réalisés dans la réduction de l'inflation seront limités et le déficit extérieur courant pourrait s'accroître à nouveau en 1980. L'amélioration de la compétitivité due à la récente dépréciation de la drachme devrait cependant avoir une influence favorable à court terme sur le compte des opérations courantes. Sur la base des politiques actuelles et à supposer qu'il n'y ait plus de nouvelle hausse importante du prix du pétrole, l'année 1981 pourrait être marquée par une reprise modérée de la production et ce redressement, conjugué à un accroissement relativement faible de la demande intérieure, devrait contribuer à une certaine amélioration, sur le double front de l'inflation et de la balance des paiements.

La correction des déséquilibres de la balance des paiements et des déséquilibres dus à l'inflation, qui sont interdépendants, est la principale tâche à laquelle sont confrontés les responsables de la politique économique. Elle sera inévitablement longue et difficile. Il serait semble-t-il essentiel, pour la mener à bien, que les autorités assurent la continuité de leur action afin de réduire les incertitudes, améliorer la confiance et favoriser l'apparition de conditions permettant d'opérer un important transfert de ressources vers le secteur exportateur. Comme l'ont reconnu les Ministres des pays de l'OCDE, les pays Membres dans leur ensemble doivent accepter à court terme une détérioration de leur balance des paiements courants, correspondant à la forte augmentation de l'excédent de l'OPEP. Cependant, dans le cas de la Grèce, la hausse du prix du pétrole n'a pas été le seul facteur responsable de détérioration du compte des opérations courantes. Sans une progression forte et soutenue du volume des exportations de biens et services à moyen terme, la balance des paiements fera peser une contrainte majeure sur l'expansion de la demande intérieure et réduira encore le potentiel de croissance économique à long terme. Et la réduction de la contrainte extérieure ne pourra à son tour être obtenue que si l'on relève la part de l'investissement productif dans le PIB, de manière à faciliter l'adaptation de la production à la nouvelle configuration de la demande sur les marchés intérieur et étrangers. Le nouveau système d'incitation à l'investissement devrait contribuer à ce résultat, mais d'autres conditions, telles que l'accroissement des bénéfices dans le secteur productif et l'amélioration du climat général de l'investissement, devront également être remplies. En effet, il est essentiel que l'allocation des ressources soit améliorée, que l'accent soit mis sur l'efficacité et que la productivité soit accrue par des ajustements structurels. Ceci devient particulièrement urgent si la Grèce entend relever les défis qui résulteront de son entrée, au début de 1981, dans la Communauté Economique Européenne et tirer pleinement profit des avantages qui en découleront.

L'évolution des revenus des personnes physiques devrait, semble-t-il, jouer un rôle déterminant du point de vue des politiques de stabilisation et de l'affectation des ressources. Il semble que la politique des revenus ait relativement bien réussi à maintenir la progression des gains nominaux à un taux proche de celui de la hausse des prix en 1979, et inférieur à ce dernier cette année. Cependant, dans le secteur des revenus non salariaux — qui est relativement important en Grèce — les gains ont fortement augmenté, alimentant les pressions et les anticipations inflationnistes. Les problèmes posés par l'évolution divergente des revenus salariaux et non salariaux se sont révélés difficiles à résoudre, les salariés ayant subi plus que proportionnellement les effets de la limitation des revenus (et de la charge fiscale). L'an dernier, l'Etude économique de l'OCDE attirait l'attention sur la nécessité de parvenir à ralentir la croissance des revenus nominaux, quelle que soit leur source ; le fait qu'il n'ait pas été possible d'obtenir une progression des revenus non salariaux plus ou moins conforme à la capacité financière de l'économie a, sans aucun doute, rendu la stabilisation plus difficile et prolongé la période pendant laquelle un freinage de la demande sera nécessaire. Une politique restrictive de la régulation de la demande devrait, avec le

temps, continuer à réduire les anticipations inflationnistes, mais il reste souhaitable que la modération des revenus soit fondée sur une meilleure compréhension des effets défavorables que la poursuite d'une forte inflation peut avoir à long terme sur les revenus réels et sur l'emploi. Il est par ailleurs essentiel que les autorités mettent en œuvre un éventail de mesures variées (comportant à la fois des éléments macro-économiques et des mesures spécifiques, notamment un dispositif efficace de contrôle fiscal), pour mieux être à même de suivre la progression des revenus non salariaux, afin que tous les groupes sociaux contribuent à l'ajustement. Les politiques de prix, dans la mesure où elles sont efficaces et ne provoquent pas de distortions, pourraient aussi faire partie de l'éventail des mesures anti-inflationnistes. Il semble, toutefois, que des contrôles sélectifs des prix portant sur un petit nombre d'articles essentiels, ainsi que l'élimination des comportements spéculatifs, seraient susceptibles de donner des résultats nettement meilleurs que des contrôles des prix s'étendant à la quasi-totalité des secteurs, comme ceux qui sont appliqués actuellement.

Des mesures ont été prises dans les budgets de 1979 et 1980 pour ralentir la progression des dépenses publiques et réduire leur part dans le PIB, mais malgré les compressions budgétaires, les emprunts du secteur public restent relativement importants et contribuent largement aux pressions inflationnistes et aux déséquilibres extérieurs. Le niveau relativement faible des recettes fiscales, sur lequel les études antérieures de l'OCDE ont attiré l'attention, pose un grave problème. Outre la nécessité impérieuse de réduire encore la fraude fiscale, il serait également souhaitable d'améliorer la structure de la fiscalité pour qu'une plus large part de la population soit soumise à l'impôt. Actuellement, des groupes nombreux, notamment dans l'agriculture (26 % de la population active totale), sont pratiquement exonérés des impôts directs. Il semblait aussi nécessaire d'améliorer le contrôle des dépenses publiques. Il y aurait lieu de supprimer progressivement un certain nombre de subventions, en particulier celles qui portent sur les produits alimentaires, et d'autres ajustements, tels qu'une compression des effectifs de la fonction publique, semblent nécessaires pour ramener le déficit global du secteur public à un niveau plus acceptable. Les efforts entrepris jusqu'à présent pour réduire l'ampleur du déficit par rapport au PIB ont été supportés par l'investissement public, dont le niveau a sensiblement baissé ces dernières années. Compte tenu des besoins d'infrastructures à moyen terme, et si l'on veut éviter que des goulets d'étranglement n'entravent le processus de développement, il est indispensable de modifier l'ordre de priorités entre les dépenses courantes et les dépenses en capital.

L'orientation restrictive de la politique monétaire est justifiée, mais ses effets se font surtout sentir sur le secteur privé, en grande partie du fait des besoins de financement du secteur public. En l'absence d'une réduction suffisante de la croissance des revenus nominaux, cette situation risque de conduire à une récession plus profonde que prévu sans exercer d'effets correspondants sur les pressions inflationnistes. Le niveau exceptionnellement bas des nouveaux dépôts bancaires effectués par des résidents pose un grave problème et, si cette tendance persistait, il serait nécessaire de faire plus largement appel au marché monétaire pour financer le déficit du secteur public. Une place plus importante pourrait être donnée à la politique des taux d'intérêt dans les efforts entrepris pour corriger le déséquilibre monétaire. Les hausses modérées des taux d'intérêt récemment observées vont dans la bonne direction, mais le fait que les taux de rémunération de nombre de dépôts restent fortement négatifs exerce un important effet dissuasif sur les déposants. Cela est particulièrement vrai en raison du climat d'incertitude qui règne actuellement dans le monde et de la vigueur des anticipations inflationnistes internes. Dans ces conditions, un relèvement des taux d'intérêt est nécessaire non seulement pour limiter l'expansion monétaire, mais

aussi pour améliorer l'affectation des ressources et pour éviter des sorties de capitaux injustifiées. L'intention des autorités de simplifier la structure complexe des taux d'intérêt et de réduire finalement les importantes bonifications dont bénéficient un large éventail de prêts, devrait permettre aux taux d'intérêt de jouer un rôle plus important dans l'affectation de l'épargne globale.

En résumé, il faudrait avant tout que l'expansion de la demande se ralentisse à court terme pour que les résultats obtenus sur le front des prix et de la balance des paiements puissent s'améliorer, et la politique économique devrait donc être axée sur ces objectifs. Il conviendrait en conséquence de réduire sensiblement le déficit du secteur public par rapport à son niveau actuel et d'établir un nouvel ordre de priorités entre les dépenses courantes et les dépenses en capital. Avec un déficit plus faible du secteur public et des taux d'intérêt réels positifs, le système monétaire pourrait efficacement contribuer à mieux équilibrer l'offre et la demande de fonds prêtables, à limiter la demande intérieure et à permettre une répartition plus rationnelle des crédits. Il serait particulièrement souhaitable de parvenir à un consensus sur la nécessité de ralentir la croissance des revenus nominaux des ménages, pour éviter que les politiques monétaire et budgétaire restrictives actuellement menées ne débouchent sur une baisse du PIB d'une ampleur injustifiée dont le corollaire serait une forte montée du chômage. Le déficit extérieur courant est devenu une contrainte qui menace de réduire sensiblement le taux de croissance potentielle de la Grèce à moyen et à long terme, si les ajustements structurels nécessaires ne sont pas opérés. Dans ces conditions, il est urgent de mettre en œuvre des politiques de développement adéquates, notamment d'encourager l'investissement et de ce fait renforcer le potentiel d'exportation.

Annexe

CHRONOLOGIE ÉCONOMIQUE

1979

Juillet

Des mesures d'économie d'énergie sont annoncées :

- un nouvel horaire de travail flexible sera institué à partir du 1^{er} août 1979 visant à faciliter la circulation automobile ;
- le prix du gas oil est relevé de 10 % environ et celui du diesel de 50 % ;
- la taxe spéciale sur les voitures est doublée ;
- la consommation d'énergie dans les immeubles doit être réduite de 10 % entre 1978 et 1979 ;
- la consommation d'énergie dans l'industrie doit être réduite de 5 % entre 1978 et 1979 ;
- les restaurants et les boîtes de nuit doivent fermer à 2 heures du matin.

Septembre

Relèvement des taux de rémunération des dépôts :

- portés de 6 à 10 % pour les dépôts des organismes publics auprès de la Banque de Grèce et des banques commerciales ;
- de 10 à 14 % pour les dépôts auprès du Crédit postal ; de 9.75 à 13.75 % pour les dépôts auprès de la Banque agricole ; et de 9.5 à 13.5 % pour les dépôts auprès des autres banques commerciales ;
- de 11 à 15 % pour les dépôts à trois mois ;
- de 10.5 à 14.5 % pour les dépôts de trois à six mois et de 11.5 à 15.5 % pour les dépôts de six mois à un an ;
- de 12 à 16 % pour les dépôts à plus d'un an.

Relèvement des taux prêteurs des banques :

- portés de 16 à 20 % sur les prêts de fonctionnement à l'industrie, au commerce intérieur, au tourisme et aux transports maritimes ;
- de 12.5 à 16 % pour les prêts d'équipement à l'industrie, l'artisanat, le commerce, la construction navale et les entreprises publiques ;
- de 7 à 9 % pour le financement des exportations ;
- les taux de pénalisation sur les prêts non remboursés à échéance sont portés de 15.5-20 % à 19.5-24 %.

Le taux d'intérêt des prêts à dix ans destinés à financer la construction de navires dans des chantiers navals grecs est fixé à 7.5 %, mais les recettes engendrées par l'exploitation de ces navires ne devront pas nécessairement être converties en devises.

L'Etat grec garantira une partie des prêts accordés pour financer des investissements touristiques dans des régions proches de la frontière.

Les investissements obligatoires des banques commerciales en effets publics seront portés progressivement de 32 à 34 % de leurs disponibilités en drachmes et en devises.

Novembre

Restriction temporaire au crédit accordé par les banques commerciales dont le volume ne doit pas dépasser de plus de 5 % l'encours au 31 août 1979.

La Banque de Grèce contracte un emprunt de 500 millions de dollars auprès d'un consortium bancaire étranger.

Soumission au Parlement du projet de Budget pour 1980.

Le Gouvernement annonce un certain nombre de mesures touchant les revenus et la fiscalité :

Relèvements de salaires (à compter du 15 février 1980) :

- le salaire journalier minimum des travailleurs de plus de 18 ans est augmenté de 15 % et porté à 476 drachmes ;
- le salaire mensuel moyen de tous les travailleurs de plus de 19 ans est relevé de 18.7 % et porté à 10 240 drachmes ;
- les salariés de moins de 19 ans bénéficient d'une augmentation de 15 % ;
- le traitement de base et les indemnités des fonctionnaires sont augmentés de 11 % ;
- les loyers sont bloqués pendant le premier trimestre de 1980.

Les barèmes d'imposition sont modifiés comme suit :

- le plafond des déductions autorisées sur le revenu déclaré des salariés et appointés est porté de 60 à 90 000 drachmes à compter du 1^{er} janvier 1980 ;
- les propriétaires de leur logement bénéficient d'une réduction de 48 000 drachmes de la valeur locative estimée de leur logement, plus 6 000 drachmes par personne à charge (jusqu'à cinq personnes à charge, le plafond de l'abattement autorisé au titre du revenu locatif estimé étant fixé à 78 000 drachmes) ;
- les locataires peuvent déduire 15 % de leur revenu imposable, au titre du loyer lorsque celui-ci est inférieur ou égal à 120 000 drachmes par an, et 5 % sur la tranche de loyer dépassant ce montant ;
- les transferts de biens sont regroupés en quatre catégories et non plus en six, et le plafond des héritages exonérés d'impôt entrant dans la catégorie « A » est porté à 500 000 drachmes ;
- suppression d'un certain nombre de taxes à la consommation, droits et retenues d'importance mineure.

Décembre

La suppression de l'embauche dans la fonction publique est prolongée de six mois.

Annnonce d'un train de mesures d'une durée de six mois visant à freiner les importations :

- restriction des crédits accordés aux importateurs, sauf en ce qui concerne les denrées alimentaires, les matières premières et les machines ;
- création d'un dépôt supplémentaire, égal à 75 % de la valeur de l'article à importer, et dont le montant est bloqué pendant six mois à la Banque de Grèce ;
- introduction d'une taxe de 25 % sur un large éventail de « produits de consommation de luxe » ;
- le taux maximum de profit des grossistes est fixé à 33 % (marge modifiée). La marge globale de profit sur l'ensemble de la chaîne grossistes-détaillants ne peut dépasser 100 % au plus ;
- la validité de toutes les décisions du Comité de la Monnaie prévoyant le financement d'importations ou de biens importés est suspendue jusqu'au 30 juin 1980 (une exception est faite pour certains produits alimentaires, matières premières de base et équipements destinés à des entreprises industrielles, agricoles et de pêcheries) ;
- le remboursement des crédits fournisseurs étrangers finançant des biens importés doit commencer dans les six mois qui suivent l'importation.

1980

Janvier

En 1980, les moyens de financement mis à la disposition de l'économie seront en progression de 210 millions de drachmes par rapport à 1979 (contre 215 millions de drachmes en 1979 par rapport à 1978).

Les employés de banque se mettent en grève le 17 janvier.

Pour la première fois en Grèce, on envisage l'introduction d'un système de prêt-bail pour les machines et le matériel industriels.

Le Gouvernement annonce une réduction de 30 à 40 % des remboursements d'intérêt sur les exportations de produits manufacturés et de minerais à destination de la CEE (cette réduction se fera en deux étapes : 15-20 % le 15 mai et 15-20 % le 1^{er} octobre 1980).

Le Conseil interministériel pour les affaires économiques annonce que les prix du pétrole seront à nouveau relevés dans des proportions allant de 10 à 37.5 % à compter

du 1^{er} février, et que les moteurs des taxis devront être convertis au gaz liquéfié ou au diesel.

Annnonce d'un doublement des retraites agricoles à compter du 1^{er} juin 1980.

Février

Ouverture des négociations à Bruxelles sur les relations économiques de la Grèce avec le COMECON et les autres pays non-Membres de la CEE.

Les tarifs des autobus urbains à Athènes et Salonique sont relevés de 30 % en moyenne à partir du 1^{er} mars.

Suppression partielle, à titre temporaire, des restrictions à l'importation.

Les milieux d'affaires acceptent une série de « restrictions volontaires » :

- blocage des prix aux niveaux desquels ils s'établissaient avant la « saison » d'hiver (novembre 1979) ;
- maintien pendant un an des profits bruts à leur niveau de novembre 1979.

Fin de la grève des employés de banque le 29 février.

Mars

Les banques commerciales sont autorisées à accepter des dépôts en devises effectués par des marins pour n'importe quelle durée et d'un montant maximum de 250 000 dollars. Les taux d'intérêt rémunérant ces dépôts peuvent être librement fixés.

Annnonce de mesures de blocage des prix :

- les prix de certains produits manufacturés et produits artisanaux peuvent être augmentés sans autorisation préalable de 10 % au plus par rapport à leur niveau au 31 décembre 1979 si leur coût en drachmes s'est proportionnellement accru. Une décision ministérielle est nécessaire pour les augmentations plus importantes ;
- pour les autres articles produits localement, les prix en vigueur au 31 décembre 1979 peuvent être ajustés en fonction de la hausse des coûts des matières premières utilisées et des coûts de main-d'œuvre ;
- les prix de gros et de détail doivent être fixés en fonction de la valeur facturée d'acquisition, majorée de la marge de profit (en drachmes) en vigueur au 31 décembre 1979 ;
- les prix des produits manufacturés et produits artisanaux importés peuvent être augmentés (par rapport à leur niveau au 29 novembre 1979) sans autorisation préalable du Ministère, d'un montant correspondant exactement à la hausse de leur coût d'acquisition en drachmes. Ces prix resteront cependant bloqués jusqu'au 15 juin 1980.

Le Conseil interministériel pour les affaires économiques décide de revenir sur sa décision antérieure et de poursuivre le remboursement des intérêts sur les prêts à l'exportation au taux actuel (à l'exception de certains produits déterminés).

Relèvement des taux d'intérêt servis sur les dépôts en devises des ressortissants grecs vivant à l'étranger :

- jusqu'à 15 % pour les dépôts à terme (selon la devise) ;
- jusqu'à 9.5 % pour les comptes d'épargne (selon la devise).

Avril

La Banque de Grèce contracte un emprunt de 450 millions de dollars.

Suppression, à compter du 25 avril, de la taxe de 25 % sur les produits importés et des dépôts de 75 % sur compte bloqué.

Les restrictions concernant le financement des importations ont été maintenues.

Annnonce de nouvelles incitations à l'investissement :

- un système de subventions remplacera les prêts exempts d'intérêt destinés à financer des investissements dans des régions déterminées ;
- les autorités bonifieront les intérêts versés par les investisseurs sur les crédits supplémentaires ;
- constitution d'une réserve temporaire exonérée d'impôt ou déduction du profit net imposable correspondant à un pourcentage donné du coût d'investissement.

Un relèvement des loyers de 15 % est autorisé pour la période avril-décembre 1980.

Le Gouverneur de la Banque de Grèce présente le rapport annuel pour 1979 recommandant :

- la réduction du déficit public ;
- un relèvement des taux d'intérêt et une libéralisation progressive ;
- des mesures de substitution d'énergie ;
- la protection de la valeur extérieure de la drachme contre une dévaluation excessive ;
- l'ajustement des tarifs des services publics sur le coût réel ;
- une stricte politique salaires-revenus ;
- des restrictions au crédit bancaire.

Mai

La Banque de Grèce contracte un emprunt de 550 millions de dollars.

Extension des restrictions concernant le financement des importations.

Le nouveau Gouvernement annonce son plan économique :

- réforme budgétaire ;
- libération des taux d'intérêt ;
- création d'un marché des changes interbancaire et cotation de la drachme sur les bourses européennes ;
- stabilisation de la parité de la drachme ;
- nouvelles incitations au développement ;
- facilités administratives et de crédit en faveur des petites et moyennes entreprises.

Relèvement des pensions de 15 %.

Juin

Annonce d'une augmentation des prix du pétrole et de l'électricité.

Création d'une nouvelle catégorie spéciale de dépôts à terme et annonce des taux d'intérêts fixés :

- pour les dépôts inférieurs ou égaux à 250 000 drachmes : 16 % ;
- pour les dépôts inférieurs à 500 000 drachmes : 18 % ;
- pour les dépôts inférieurs à 1 000 000 de drachmes : 20 % ;
- pour les dépôts supérieurs à 1 000 000 de drachmes : 22 %.

Les taux applicables aux prêts à court et à long terme sont relevés de 1½ et 2½ points respectivement.

Relèvement du taux d'escompte officiel qui est porté de 19 à 20.5 %.

Juillet

Les banques seront autorisées à fixer les taux d'intérêt rémunérant les dépôts en dollars des Etats-Unis et en sterlings pour encourager les dépôts de devises auprès des banques commerciales grecques.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

Tableau A Produit national et dépense nationale
Milliards de drachmes, aux prix courants

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 ¹	1979 ²
Dépenses des consommateurs	205.81	223.41	246.92	305.93	380.06	453.24	541.75	637.87	754.39	913.00
Dépenses courantes de l'Etat	37.74	41.36	45.94	55.44	78.07	102.01	124.33	153.84	185.15	230.20
Formation brute de capital fixe ³	70.66	83.30	104.83	135.68	125.48	139.95	175.00	221.42	275.20	357.80
Variation des stocks	13.35	8.95	6.85	37.52	39.90	41.40	44.70	42.70	43.60	..
Exportations de biens et services ⁴	37.76	44.88	57.33	86.51	112.61	136.58	174.44	195.56	238.34	294.58
moins: Importations de biens et services ⁴	57.27	63.81	79.17	126.61	151.57	188.12	223.03	253.61	298.33	379.53
Divergences statistiques	-3.63	0.09	4.60	2.77	-2.48	6.31	12.68	-3.77	-8.24	..
Produit national brut aux prix du marché	304.42	338.18	387.30	497.24	582.07	691.37	849.87	994.01	1 190.11	1 464.80
Produit intérieur brut au coût des facteurs	258.00	287.42	329.98	428.22	507.33	593.18	728.73	844.63	1 012.99	1 236.10
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	47.06	52.33	61.47	87.31	100.36	110.97	136.20	141.54	173.79	196.40
Industries extractives	3.54	4.22	4.91	6.05	6.74	8.46	10.61	12.67	14.28	17.90
Industries manufacturières	49.27	55.57	61.94	86.15	102.62	118.08	146.52	165.35	191.25	237.55
Construction	23.02	26.26	33.57	42.74	37.76	43.01	53.61	71.84	91.94	123.80
Electricité, gaz et eau	5.15	5.65	6.27	7.11	8.07	9.31	12.04	13.90	16.18	20.05
Transport, entrepôts et communications	19.76	22.03	25.30	29.07	35.32	47.96	60.08	69.92	82.62	100.40
Autres services	110.20	121.36	136.52	169.79	216.46	255.39	309.67	369.41	442.93	540.00

1 Chiffres provisoires.

2 Estimations.

3 Non compris les navires opérant à l'extérieur.

4 Y compris le revenu des facteurs.

Source : Ministère de la Coordination et de la Planification, comptes nationaux de la Grèce.

Tableau B Produit national et dépense nationale
Milliards de drachmes, aux prix de 1970

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 ¹	1979 ²
Dépenses des consommateurs	205.81	217.21	232.31	250.32	251.94	266.40	281.42	295.88	311.96	319.90
Dépenses courantes de l'Etat	37.74	39.61	41.85	44.70	50.10	56.07	58.95	62.80	65.00	68.00
Formation brute de capital fixe ³	70.66	80.56	92.98	100.09	74.50	74.66	79.75	85.95	90.00	94.40
Variation des stocks	13.35	8.71	6.49	26.51	22.55	21.10	19.40	16.70	15.80	18.80
Exportations de biens et services ⁴	29.99	33.54	41.22	50.85	49.43	54.81	63.40	64.01	74.10	..
moins : Importations de biens et services ³	55.00	59.20	68.32	90.35	75.63	80.40	85.34	92.14	98.73	..
Revenus nets de facteurs provenant du reste du monde	5.50	7.53	8.25	9.75	8.78	7.64	8.81	10.54	9.88	10.55
Divergences statistiques	-3.63	-0.24	2.11	-7.95	-12.35	-10.28	-10.90	-12.58	-11.31	-9.12
Produit national brut aux prix du marché	304.42	327.72	356.89	383.92	369.62	390.00	415.49	431.16	456.70	474.38
Produit intérieur brut au coût des facteurs	258.00	278.55	303.97	329.27	323.31	339.83	360.40	371.02	392.83	406.90
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	47.06	48.66	51.54	51.20	53.67	56.73	55.97	51.83	55.48	52.70
Industries extractives	3.54	4.03	4.49	5.08	4.77	4.88	5.24	5.80	5.72	6.10
Industries manufacturières	49.27	54.59	58.89	69.23	67.27	70.94	78.03	79.14	84.34	88.75
Construction	23.02	26.27	31.18	31.92	21.97	23.15	24.58	27.56	28.99	30.70
Electricité, gaz et eau	5.15	5.91	7.39	8.13	7.70	8.60	9.75	10.73	12.02	12.80
Transport, entrepôts et communications	19.76	21.86	24.45	27.19	27.43	28.62	31.27	32.94	35.02	37.10
Autres services	110.20	117.23	126.03	136.52	140.50	146.91	155.56	163.02	171.26	178.75
<i>Indice des prix implicite :</i>										
PNB aux prix du marché	100.0	103.2	108.5	129.5	157.6	177.3	204.5	230.5	260.6	308.8
PIB au coût des facteurs	100.0	103.2	108.6	130.0	156.9	174.6	202.2	227.7	257.9	303.8

1 Chiffres provisoires.

2 Estimations.

3 Non compris les navires opérant à l'extérieur.

4 Non compris le revenu des facteurs.

Source : Ministère de la Coordination et de la Planification, comptes nationaux de la Grèce.

Tableau C Formation intérieure brute de capital fixe
Millions de drachmes, aux prix courants

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 ¹	1979 ²
Formation brute de capital fixe	70 663	83 298	104 833	135 677	125 476	139 950	175 000	221 420	275 200	357 800
Logements	19 740	23 603	32 565	41 544	27 771	37 983	47 477	69 188	96 778	134 950
Autres bâtiments	9 579	10 483	13 556	18 956	21 670	18 865	24 396	31 952	40 266	53 250
Autres constructions et ouvrages	16 169	19 312	22 232	26 737	25 392	29 380	34 985	40 521	44 595	54 300
Matériel de transport	6 548	7 160	7 990	12 746	9 752	11 012	17 484	24 133	32 051	34 950
Machines et autres matériels	18 627	22 740	28 490	35 694	40 891	42 710	50 658	55 626	61 510	80 350
Agriculture, élevage et pêche	7 523	8 231	9 789	12 857	11 777	14 998	17 428	21 786	22 278	26 533
Industries extractives	1 471	1 981	1 763	2 736	2 482	3 270	4 212	3 764	6 139	7 600
Industries manufacturières	10 044	12 413	16 688	20 919	25 981	26 584	31 346	33 851	38 237	50 359
Electricité, gaz, etc.	5 091	7 765	9 026	12 201	14 207	11 002	13 188	14 060	17 762	27 728
Transport, entrepôts et communications	14 677	17 992	20 609	26 456	22 766	24 095	31 998	39 572	49 314	55 230
Logements	19 740	23 603	32 565	41 544	27 771	37 983	47 477	69 188	96 778	134 950
Administrations publiques	828	816	862	908	1 000	1 048	1 432	1 538	2 070	1 693
Autres services	11 289	10 497	13 531	18 056	19 492	20 970	27 919	37 661	42 622	53 707
Secteur privé	50 737	57 251	73 043	98 010	87 665	101 130	128 100	172 350	213 600	279 800
Secteur public	19 926	26 047	31 790	37 667	37 811	38 820	46 900	49 070	61 600	78 000

NOTE Ces chiffres ne comprennent pas les investissements en navires opérant à l'extérieur.

1 Chiffres provisoires.

2 Estimations.

Source : Ministère de la Coordination et de la Planification, comptes nationaux de la Grèce.

Tableau D Formation intérieure brute de capital fixe
Millions de drachmes, aux prix de 1970

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 ¹	1979 ²
Formation brute de capital fixe	70 663	80 558	92 977	100 093	74 500	74 660	79 750	85 950	90 000	94 400
Logements	19 740	23 641	29 964	30 576	15 869	20 476	21 909	26 428	30 074	32 510
Autres bâtiments	9 579	10 504	12 472	13 951	12 381	10 170	11 258	12 205	12 513	12 830
Autres constructions et ouvrages	16 169	19 424	21 139	20 426	15 076	16 010	16 078	15 886	15 028	15 030
Matériel de transport	6 548	7 083	7 021	10 236	7 418	7 050	9 346	10 788	12 293	11 390
Machines et autres matériels	18 627	19 906	22 381	24 904	23 756	20 954	21 159	20 643	20 092	22 640
Agriculture, élevage et pêche	7 523	8 052	8 949	9 685	7 015	7 825	7 740	8 302	7 209	7 218
Industries extractives	1 471	1 827	1 478	1 985	1 462	1 670	1 859	1 457	2 077	2 160
Industries manufacturières	10 044	11 198	13 238	14 457	14 914	13 132	13 288	12 599	12 244	13 418
Electricité, gaz, etc.	5 091	7 480	7 987	8 736	8 181	6 039	6 021	5 711	6 097	7 884
Transport, entrepôts et communications	14 677	17 348	18 529	20 570	15 142	14 050	15 853	16 732	17 995	16 903
Logements	19 740	23 641	29 964	30 576	15 869	20 476	21 909	26 428	30 074	32 510
Administrations publiques	828	803	781	675	580	563	642	582	669	450
Autres services	11 289	10 209	12 051	13 409	11 337	10 905	12 438	14 139	13 635	13 857
Secteur privé	50 737	55 112	64 122	72 187	52 211	53 702	58 380	66 750	69 500	72 820
Secteur public	19 926	25 446	28 855	27 906	22 289	20 958	21 370	19 200	20 500	21 580

NOTE. Ces chiffres ne comprennent pas les investissements en navires opérant à l'extérieur.

1 Chiffres provisoires.

2 Estimations.

Source : Ministère de la Coordination et de la Planification, comptes nationaux de la Grèce.

Tableau E Revenus et dépenses des ménages et des institutions privées sans but lucratif
Millions de drachmes, aux prix courants

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 ¹	1979 ²
Revenus agricoles	45 355	50 425	59 332	84 657	96 874	106 568	130 688	134 754	165 710	186 220
Salaires et traitements en dehors de l'agriculture	95 913	107 713	124 814	150 675	184 078	226 740	287 193	358 698	444 561	546 000
Revenus de la propriété et de l'entreprise	94 963	108 264	118 825	156 350	183 608	217 992	252 600	294 431	333 633	423 210
Transferts courants de l'Etat	22 841	25 397	27 421	31 318	38 664	47 956	61 465	79 272	104 687	125 300
Transferts courants en provenance du reste du monde, net	10 337	14 090	17 259	21 782	20 205	24 821	29 036	33 727	35 796	42 640
REVENUS DES MÉNAGES ET DES INSTITUTIONS PRIVÉES SANS BUT LUCRATIF	269 409	305 889	347 651	444 782	523 429	624 077	760 982	900 882	1 084 387	1 323 370
<i>moins</i> : Impôts directs	28 585	32 756	36 176	44 057	55 725	63 281	84 690	108 792	137 188	172 280
REVENU DISPONIBLE	240 824	273 133	311 475	400 725	467 704	560 796	676 292	792 090	947 199	1 151 090
CONSOMMATION, COMPOSANTE RÉSIDUELLE	205 807	223 414	246 922	305 926	380 061	453 238	541 749	637 867	754 392	913 000
CONSOMMATION PAR PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSE³	209 955	230 363	255 829	318 016	390 157	468 786	565 997	667 529	794 318	964 615
Alimentation, boissons et tabac	87 252	94 451	102 415	131 142	163 204	192 087	229 148	261 751	309 899	371 518
Vêtements et chaussures	26 775	29 737	32 997	39 271	45 991	55 274	66 923	76 080	89 971	115 163
Loyers	24 555	26 666	29 373	34 223	40 779	46 068	52 975	62 615	77 692	93 512
Biens de consommation durables des ménages	10 960	11 938	14 830	22 206	24 777	32 156	44 897	62 803	73 496	79 240
Autres	60 413	67 571	76 214	91 174	115 406	143 201	172 054	204 280	243 260	305 182

1 Chiffres provisoires.

2 Estimations.

3 Sur la base de l'estimation directe de la consommation privée, comprenant les dépenses des non-résidents mais excluant les dépenses des résidents à l'étranger.

Source : Ministère de la Coordination et de la Planification, comptes nationaux de la Grèce.

Tableau F Recettes et dépenses de l'État
 Dans l'optique des comptes nationaux
 Millions de drachmes

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 ¹	1979 ²
<i>Administration centrale</i>										
Recettes courantes	48 664	53 710	60 803	76 671	98 623	117 556	156 929	181 734	216 518	275 160
Impôts directs	8 829	10 976	12 425	15 025	25 339	22 747	40 024	38 620	49 580	66 250
Impôts indirects	37 236	40 700	45 758	57 676	63 147	85 846	107 184	133 000	159 569	195 500
Autres recettes	2 599	2 034	2 620	3 970	10 137	8 963	9 721	10 114	7 369	13 410
Dépenses courantes	43 169	49 034	55 069	70 102	101 605	131 531	166 234	199 492	243 366	294 250
Biens et services	29 751	32 685	36 496	44 187	63 835	84 500	100 875	125 056	149 700	184 500
Intérêts de la dette publique	2 815	3 270	3 746	4 852	7 139	9 261	12 940	14 066	19 690	31 800
Transferts et subventions	10 603	13 079	14 827	21 063	30 631	37 770	52 419	60 370	73 976	77 950
Épargne	5 495	4 676	5 734	6 569	-2 982	-13 975	-9 305	-17 758	-26 848	-19 090
<i>Administrations publiques</i>										
Recettes courantes	79 223	86 924	99 269	121 440	150 836	182 134	240 880	285 052	347 431	433 150
Impôts directs	30 139	34 791	40 024	47 978	64 023	70 322	104 016	118 792	150 750	188 530
Impôts indirects	43 406	46 833	52 526	64 826	71 562	95 961	119 254	147 600	178 219	218 200
Autres recettes	5 678	5 300	6 719	8 636	15 251	15 851	17 610	18 660	18 462	26 420
Dépenses courantes	66 021	74 115	82 020	100 658	139 558	177 587	223 428	277 128	345 184	421 600
Biens et services	37 742	41 362	45 943	55 444	78 071	102 007	124 332	153 840	185 150	230 200
Intérêts de la dette publique	2 815	3 270	3 746	4 852	7 139	9 261	12 940	14 066	19 690	31 800
Transferts et subventions	25 464	29 483	32 331	40 362	54 348	66 319	86 156	109 222	140 344	159 600
Épargne	13 202	12 809	17 249	20 782	11 278	4 547	17 452	7 924	2 247	11 550

1 Chiffres provisoires.

2 Estimations.

Source : Ministère de la Coordination et de la Planification, comptes nationaux de la Grèce.

Tableau G Production industrielle¹

	1968	1969	1970	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Indice général de la production industrielle	214	239	264	100	111	127	147	144	151	166	170	183	194
Industries extractives	158	183	217	100	114	118	133	136	133	143	149	145	155
Industries manufacturières	206	229	254	100	110	127	147	144	150	166	169	182	193
Alimentation, boissons et tabac	154	152	162	100	108	110	119	117	119	136	144	162	172
dont :													
Tabac	141	135	142	100	110	107	117	124	121	141	153	148	154
Alimentation	150	154	161	100	106	107	114	108	113	130	130	156	162
Autres industries manufacturières	230	265	297	100	110	131	153	150	158	173	175	186	198
dont :													
Industrie textile	180	201	229	100	114	127	147	147	174	200	196	208	224
Industrie chimique	356	407	449	100	112	126	148	150	163	177	183	207	206
Minerais non métalliques	206	245	270	100	106	123	137	139	146	168	189	205	219
Métallurgie de base	719	943	1 075	100	111	136	161	163	158	169	141	177	184
Transformation des métaux	245	270	298	100	114	132	155	135	130	157	173	175	183
Industries produisant des biens de consommation	194	209	231	100	110	121	139	138	150	168	172	186	198
Industries produisant des biens d'équipement	260	313	355	100	109	131	150	149	151	161	158	171	182

1 1959 = 100 jusqu'en 1970, 1970 = 100 à partir de 1970. A cause de la nouvelle pondération, les chiffres des deux périodes ne sont pas entièrement comparables.

Source : Bulletin mensuel de statistique. Service national de la statistique.

Tableau H Prix et salaires

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Prix à la consommation (1974 = 100)												
Total	60.2	61.7	63.5	65.4	68.2	78.8	100.0	113.4	128.5	144.1	162.2	193.0
dont : Alimentation	55.4	57.3	59.1	62.1	64.6	78.3	100.0	111.8	127.3	145.1	165.8	197.0
Boissons alcooliques et tabac	84.0	84.1	84.1	84.1	84.4	87.8	100.0	117.4	127.4	134.8	145.8	160.7
Habillement et chaussures	66.6	67.0	68.3	69.1	71.9	82.0	100.0	111.2	126.2	142.3	162.4	198.7
Logement	70.4	71.7	72.0	72.5	73.6	78.5	100.0	111.7	124.0	138.6	154.4	184.3
Biens durables et approvisionnements	63.7	64.0	65.5	67.4	69.7	78.9	100.0	106.7	118.0	129.9	140.9	158.8
Transports et communications	53.4	57.1	59.4	60.9	66.1	72.8	100.0	119.6	133.4	143.4	152.4	189.8
Prix de gros (1970 = 100)												
Total			100.0	104.5	111.1	135.4	177.8	192.6	219.6	249.7	275.4	333.3
Produits finis de production intérieure, primaire et secondaire, destinés à la consommation intérieure			100.0	102.5	106.7	127.5	171.0	185.3	209.2	236.2	261.0	314.3
Production intérieure primaire			100.0	104.9	111.4	138.0	169.3	184.4	219.2	250.2	281.5	340.6
Production intérieure secondaire			100.0	101.7	105.0	123.9	171.7	185.6	205.7	231.4	253.9	305.2
Produits finis d'origine étrangère			100.0	113.1	127.4	154.4	197.7	220.7	253.8	284.4	321.1	385.2
dont : Agriculture			100.0	100.0	106.7	152.5	224.1	158.6	184.6	260.2	364.4	483.7
Élevage			100.0	106.4	118.7	161.9	173.3	172.7	192.3	203.6	235.6	320.3
Industries manufacturières alimentaires, à l'exclusion des industries des boissons			100.0	117.0	169.2	201.4	369.3	413.6	378.0	396.1	417.7	425.8
Raffinage du pétrole et des dérivés du charbon			100.0	143.5	134.7	196.8	371.2	411.8	549.2	588.7	644.7	1 270.6
Industries des métaux de base			100.0	87.7	93.3	137.7	211.4	150.5	182.4	169.2	194.9	241.3
Produits métalliques manufacturés, à l'exclusion des machines et du matériel de transport			100.0	113.4	123.8	147.6	184.7	225.0	262.9	296.2	347.5	393.2
Machines et appareils non électriques			100.0	107.9	117.3	137.2	157.2	182.9	222.8	260.6	296.3	346.4
Machines, appareils, appareillage et pièces détachées électriques			100.0	104.2	113.2	126.6	140.6	166.9	187.2	205.1	240.4	270.5
Matériel de transport			100.0	106.6	127.5	140.2	158.1	180.8	229.2	274.2	338.3	400.4
Produits exportés d'origine intérieure, primaire et secondaire			100.0	102.8	110.6	148.5	184.4	189.9	224.6	269.4	284.0	356.9
Agriculture			100.0	101.3	118.1	202.6	233.0	216.0	248.1	350.9	373.9	506.1
Élevage			100.0	97.3	117.0	155.7	159.0	150.9	210.7	232.3	261.0	355.5

Textiles manufacturés			100.0	109.0	124.3	152.0	196.7	184.9	258.3	274.7	261.5	310.7
Industries chimiques			100.0	116.2	124.7	135.0	172.7	222.7	239.0	236.2	261.7	337.9
Produits minéraux manufacturés non métalliques, à l'exclusion du pétrole et des dérivés du charbon			100.0	101.9	115.1	151.0	207.5	219.9	250.7	287.1	327.4	372.0
Valeurs unitaires moyennes ¹												
Exportations	111.3	112.2	100.0	110.4	104.1	136.0	177.0	196.6	215.5	236.6	250.2	277.5
Importations	104.7	104.8	100.0	103.5	112.6	134.6	195.4	233.1	259.8	272.4	302.4	361.7
Salaires (1970 = 100)												
Gains horaires (ouvriers) dans l'industrie manufacturière ²	86	94	100	109	118	138	174	217	279	338	419	503

1 Jusqu'en 1969 inclusivement, 1961 = 100 ; à partir de 1970, 1970 = 100.

2 Entreprises employant moins de dix personnes.

Sources : *Bulletin mensuel de statistique*, Banque de Grèce ; *Bulletin mensuel de statistique*, Service national de la statistique ; *Principaux indicateurs économiques*, OCDE.

Tableau I Exportations par groupes de produits
 Valeur fob, sur la base des déclarations en douane
 Millions de dollars

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 ¹
Total	553.62	642.54	662.48	870.86	1 443.90	2 038.25	2 308.30	2 543.1	2 723.3	3 335.9	3 855.0
<i>dont :</i>											
Denrées alimentaires et animaux vivants	128.88	147.29	167.70	217.24	306.68	391.98	512.88	571.0	686.6	757.7	862.2
Fruits frais et noix	37.52	41.27	42.73	52.24	74.73	107.35	177.40	133.2	198.5	176.7	159.6
Fruits secs	45.54	40.61	38.39	48.67	83.74	100.00	82.43	96.6	134.0	149.5	167.8
Boissons et tabac	114.75	112.35	106.24	138.94	117.48	197.98	187.57	215.6	188.4	255.8	242.5
Tabac brut	102.71	92.47	86.48	113.86	77.21	170.31	156.60	177.2	151.3	211.4	189.5
Matières brutes non alimentaires, à l'exception des combustibles	92.79	108.59	124.48	122.60	194.60	215.20	201.75	255.5	243.2	280.3	347.1
Coton	30.26	41.15	53.64	40.80	80.63	52.71	32.08	44.5	34.8	42.4	43.8
Fer, soufre et autres produits minéraux	37.38	43.36	44.83	47.64	69.81	40.11	120.70	150.4	148.3	161.5	224.3
Combustibles minéraux et lubrifiants	5.51	6.41	6.07	10.90	202.04	182.60	253.89	148.6	131.7	316.9	456.4
Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	10.72	4.94	5.68	13.03	16.70	29.47	42.45	20.8	11.4	70.6	43.3
Huiles et graisses végétales fixes	8.07	2.75	3.11	12.94	16.60	29.10	21.00	16.5	8.6	69.0	39.2
Produits chimiques	31.34	46.15	48.44	64.20	79.28	101.21	134.62	103.0	131.3	142.7	130.3
Produits manufacturés classés suivant la matière première	144.58	183.59	159.57	229.95	391.23	710.56	659.14	804.1	864.7	1 053.0	1 217.8
Fer et acier	49.00	72.54	21.64	39.38	111.05	213.65	153.94	165.0	123.7	204.8	240.1
Aluminium	37.60	38.42	48.38	54.99	67.44	96.22	83.18	102.9	121.4	142.5	165.4
Textiles	23.10	36.80	47.30	78.70	130.00	185.00	175.00	240.4	279.4	327.9	372.0
Cuir et produits à base de cuir	17.31	16.12	16.57	21.80	33.53	50.74	49.40	58.2	74.3	72.8	91.6
Machines et matériel de transport	6.35	9.56	12.23	20.34	31.22	54.15	89.65	125.6	143.1	101.6	131.3
Produits manufacturés divers	18.69	23.65	32.05	53.65	104.64	155.10	226.10	297.9	321.8	353.0	421.3
Habillement	8.16	8.65	9.28	17.66	48.39	79.63	133.30	198.5	214.4	249.5	292.3
Chaussures	3.80	5.82	9.63	17.06	24.81	35.59	54.86	58.0	53.4	49.0	74.4

NOTE Les chiffres originaux en drachmes ont été convertis en dollars des Etats-Unis en appliquant un facteur de conversion constant, calculé en fonction des échanges extérieurs et égal à 30 drachmes par dollar pour la période 1969-1972 et pour 1974. Pour 1973 et 1975, on a appliqué respectivement le facteur de conversion moyen de 29.65 et de 32.25, pour 1976 le facteur de conversion de 36.889, pour 1977 37.209, pour 1978 37.090, pour 1979 37.097 (tiré des Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série A).

¹ Chiffres provisoires.

Sources : *Annuaire statistique de la Grèce* et *Bulletin mensuel de statistique du commerce*, Service national de la statistique.

Tableau J Importations par groupes de produits
 Valeur caf, sur la base des déclarations en douane
 Millions de dollars

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 ¹
Total	1 594.16	1 958.34	2 098.09	2 345.79	3 465.34	4 385.23	5 334.62	6 013.2	6 776.5	7 757.6	9 536.6
Total, à l'exclusion des navires	1 404.46	1 553.05	1 719.74	2 145.14	3 267.14	4 278.36	4 639.00	4 869.9	5 377.4	6 492.8	8 111.3
<i>dont :</i>											
Denrées alimentaires											
et animaux vivants	182.15	189.05	234.44	234.30	392.69	459.00	473.97	456.0	521.7	732.3	846.0
Viande et animaux vivants	74.08	95.45	106.28	104.50	186.07	64.46	77.84	134.9	192.4	260.9	305.8
Boissons et tabac	1.88	2.49	3.52	4.84	11.43	9.45	6.59	10.3	13.9	22.0	32.3
Matières brutes non alimentaires, à l'exception des combustibles	155.67	164.71	174.21	203.74	327.47	414.72	416.63	416.0	483.7	479.2	590.4
Bois	40.03	43.12	44.01	53.29	82.68	81.95	65.20	77.0	97.5	110.2	145.1
Laine, coton, fibres	48.51	45.66	55.66	66.31	105.82	141.38	95.10	24.1	202.1	164.5	174.4
Combustibles minéraux et lubrifiants	118.61	134.65	153.44	231.17	426.02	974.37	1 180.77	1 227.0	1 030.8	1 412.3	2 025.5
Pétrole brut	75.53	76.73	85.30	142.84	328.75	845.54	1 028.01	1 034.8	853.6	1 164.9	1 821.8
Produits pétroliers	32.51	38.00	54.42	72.28	74.54	82.00	93.51	—	145.5	222.2	171.5
Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	4.52	13.32	8.57	3.36	10.63	13.92	20.22	13.8	12.5	12.8	18.8
Produits chimiques	143.18	158.61	186.09	228.70	318.65	390.77	440.70	495.2	537.4	601.3	798.7
Produits médicamenteux	43.06	47.28	52.26	58.22	74.52	76.20	92.03	92.6	109.2	130.0	140.4
Produits manufacturés classés suivant la matière première	264.89	306.63	325.16	402.08	609.79	779.35	738.35	746.2	889.4	1 057.1	1 245.4
Textiles	53.43	53.11	59.55	67.37	92.30	101.29	82.10	88.7	155.8	164.3	191.0
Machines et matériel de transport	675.59	931.24	949.95	960.82	1 265.33	1 234.13	1 903.86	2 491.3	3 091.3	3 186.0	3 651.1
Navires et embarcations	189.70	405.29	378.35	200.65	198.20	106.87	695.61	1 143.3	1 399.2	1 264.8	1 425.2
Aéronefs	61.60	24.91	20.35	33.82	99.50	23.75	14.42	54.5	23.1	14.0	51.4
Véhicules automobiles routiers	88.50	104.71	126.32	142.44	204.98	195.32	274.14	386.0	659.0	833.4	784.4
Autres machines et matériels	335.79	396.33	424.93	583.91	762.66	908.19	919.69	907.5	1 009.9	1 074.1	1 412.3

NOTE Les chiffres originaux en drachmes ont été convertis en dollars des Etats-Unis en appliquant un facteur de conversion constant, calculé en fonction des échanges extérieurs et égal à 30 drachmes par dollar pour la période 1969-1972 et pour 1974. Pour 1973 et 1975, on a appliqué respectivement le facteur de conversion moyen de 29.65 et de 32.25, pour 1976 le facteur de conversion de 36.889, pour 1977 37.209, pour 1978 37.090, pour 1979 37.097 (tiré des Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série A).

1. Chiffres provisoires.

Sources : *Annuaire statistique de la Grèce* et *Bulletin mensuel de statistique du commerce*, Service national de la statistique.

Tableau K **Exportations et importations par zones**
 Sur la base des déclarations en douane
 Millions de dollars

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 ¹
<i>Exportations, fob</i>											
Total OCDE ²	379.5	439.7	475.3	628.1	1 043.1	1 372.1	1 497.7	1 603.8	1 614.2	2 044.0	2 350.3
OCDE Europe	312.3	373.9	396.0	512.7	909.2	1 189.8	1 320.7	1 398.0	1 432.0	1 822.7	2 058.3
CEE ³	277.3	335.9	350.4	457.5	793.6	1 025.1	1 150.0	1 271.0	1 299.8	1 695.7	1 908.7
Allemagne	109.9	129.6	133.6	188.0	311.8	428.7	492.4	542.9	581.3	694.2	748.9
France	37.3	36.2	62.1	70.8	95.7	121.1	167.3	170.6	188.3	223.1	237.2
Italie	53.7	64.4	57.0	87.8	137.1	181.9	190.1	233.6	191.6	362.4	380.1
Royaume-Uni	25.5	38.2	28.4	28.7	101.1	116.7	100.0	105.3	136.4	145.0	201.0
Autres pays européens de l'OCDE	35.0	38.0	45.6	55.3	115.6	164.7	170.7	127.0	132.2	127.0	149.6
Amérique du Nord	57.4	52.3	64.9	92.1	112.7	142.4	132.1	173.7	150.5	173.8	236.4
Pays à économie planifiée	89.7	106.5	86.0	118.6	169.7	246.2	263.6	372.9	343.7	397.5	395.7
Autres pays	84.4	96.3	101.2	124.2	231.1	420.0	547.0	566.4	765.3	894.4	1 142.1
Total des exportations	553.6	642.5	662.5	870.9	1 443.9	2 038.3	2 308.3	2 543.1	2 723.3	3 335.9	3 888.1
<i>Importations, cif</i>											
Total OCDE ²	1 253.4	1 585.9	1 712.9	1 881.3	2 667.9	3 055.8	3 110.2	3 175.3	3 701.5	4 292.5	5 193.2
OCDE Europe	971.0	1 184.5	1 256.9	1 472.3	2 011.4	2 251.2	2 340.3	2 451.0	2 973.7	3 462.9	4 297.2
CEE ³	826.0	976.1	1 067.1	1 289.6	1 736.6	1 897.3	2 004.9	2 131.0	2 602.3	3 029.2	3 805.6
Allemagne	307.2	363.4	408.8	489.6	676.6	714.0	713.5	798.2	927.7	1 075.3	1 320.3
Italie	143.3	163.9	192.7	256.8	316.3	376.1	431.7	466.4	602.1	763.8	890.9
Royaume-Uni	142.3	168.8	153.9	163.8	195.4	202.8	204.6	211.8	289.4	289.5	404.1
Autres pays européens de l'OCDE	144.9	208.4	189.8	182.7	274.8	353.9	335.4	320.0	371.4	433.7	491.6
Amérique du Nord	165.6	133.7	204.5	164.4	307.6	453.1	438.7	440.4	372.4	433.1	502.5
Pays à économie planifiée	96.9	101.5	104.8	128.6	189.7	204.1	298.3	384.1	375.8	619.0	551.7
Autres pays ⁴	243.8	271.0	280.3	335.9	607.7	1 125.3	1 926.1	2 453.7	2 699.3	2 846.1	3 873.7
Total des importations	1 594.2	1 958.3	2 098.1	2 345.8	3 465.3	4 385.2	5 334.6	6 013.2	6 776.5	7 757.6	9 618.6

NOTE Les chiffres originaux en drachmes ont été convertis en dollars des Etats-Unis en appliquant un facteur de conversion constant, calculé en fonction des échanges extérieurs et égal à 30 drachmes par dollar pour la période 1969-1972 et pour 1974. Pour 1973 et 1975, on a appliqué respectivement le facteur de conversion moyen de 29.65 et de 32.25, pour 1976 le facteur de conversion de 36.889, pour 1977 37.209, pour 1978 37.090, pour 1979 37.097 (tiré des Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série A).

1 Chiffres provisoires.

2 Y compris l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

3 Y compris le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark.

4 A partir de 1975 y compris les navires.

Sources : *Annuaire statistique de la Grèce* et *Bulletin mensuel de statistique du commerce*, Service national de la statistique.

Tableau L Balance des paiements selon les définitions de l'OCDE
Millions de dollars

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 ¹
Exportations, fob	530	612	625	860	1 231	1 803	2 030	2 228	2 522	2 999	3 932
Importations, fob ²	1 291	1 535	1 751	2 197	3 642	4 243	4 565	5 005	5 783	6 607	9 099
Balance commerciale	-761	-923	-1 126	-1 337	-2 411	-2 440	-2 535	-2 777	-3 261	-3 608	-5 167
Solde des transactions invisibles ³	409	509	785	963	1 222	1 207	1 470	1 690	1 978	2 355	2 889
<i>dont</i> : Tourisme, net	101	139	231	297	402	318	489	673	817	1 102	1 360
Transports, net	69	57	112	114	53	242	166	213	330	265	294
Remises d'émigrants	277	343	470	575	735	674	782	803	925	984	1 168
Recettes en drachmes convertibles						97	112	155	202	295	395
Balance des paiements courants ⁴	-352	-414	-341	-374	-1 189	-1 136	-953	-932	-1 081	-958	-1 883
Opérations en capital à long terme (à l'exclusion des transactions spéciales)	212	275	247	478	689	522	476	515	612	823	1 176
Balance de base	-140	-139	-94	104	-500	-614	-477	-417	-469	-135	-707
Opérations en capital à court terme, y compris les erreurs et omissions	48	52	54	69	226	152	-74	-135	-51	-296	607
Balance des opérations non monétaires	-92	-87	-40	173	-274	-462	-551	-552	-520	-431	-100
Opérations en capital à court terme des institutions monétaires privées	45	66	129	197	202	89	165	443	503	409	148
Balance des règlements officiels	-47	-21	89	370	-72	-373	-386	-109	-17	-22	48
Tirages sur le FMI	—	—	—	—	—	43	186	67	-42	-33	-49
Diverses opérations du secteur public	42	-2	94	138	88	219	195	35	197	165	-42
Allocations de DTS	—	17	15	16	—	—	—	—	—	—	—
Variation des réserves											
(+ = augmentation)	-5	-6	198	524	16	-111	-5	-7	138	110	-43
(a) Or	-10	-13	-18	35	15	7	-6	—	10	13	4
(b) Avoirs en devises	5	-3	211	463	-7	-78	13	-6	89	93	-31
(c) Position de réserve au FMI	—	10	—	3	4	-41	—	—	42	3	—
(d) Droits de Tirage Spéciaux	—	—	5	23	4	1	-12	-1	-3	1	-16

1 Chiffres provisoires.

2 Les chiffres bruts pour les importations sont sur une base caf. Ils ont été ramenés à une base fob en déduisant 10 % qui représentent une estimation de la marge caf/fob.

3 Les débits des services comprennent 10 % des importations comme approximation des coûts de fret des importations non recensés dans les chiffres bruts.

4 Conformément aux modifications officielles, le déficit des opérations courantes a été révisé, à partir de 1974, pour prendre en compte les recettes en drachmes convertibles au titre des services rendus.

Sources : *Bulletin mensuel de statistique*, Banque de Grèce et renseignements directement communiqués à l'OCDE.

Tableau M Monnaie et crédit
Millions de drachmes, en fin de période

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 ¹
Monnaie	48 972	54 326	61 798	76 055	93 138	111 474	128 887	160 002	187 038	228 584	266 100
Billets et monnaie divisionnaire en circulation	35 441	38 878	43 007	50 556	64 859	80 212	91 647	111 721	132 214	160 145	185 200
Dépôts à vue	13 531	15 448	18 791	25 499	28 279	31 262	37 240	48 281	54 824	68 439	80 900
Secteur privé	8 256	9 781	11 459	16 654	19 020	19 992	24 014	28 511	33 377	42 711	
Collectivités publiques	4 615	4 764	6 230	7 524	7 982	8 835	11 042	15 310	18 941	21 359	
Entreprises publiques	661	903	1 102	1 321	1 277	2 435	2 183	4 460	2 506	4 369	
Quasi-monnaie	76 312	94 735	119 923	148 573	164 447	197 589	261 900	332 334	418 429	531 516	636 952
Dépôts d'épargne	56 012	69 609	87 532	106 694	116 481	141 518	188 984	239 661	302 742	380 421	446 700
Dépôts à terme	12 267	15 859	21 483	28 353	32 287	39 870	52 680	70 272	87 341	118 468	150 341
Secteur privé	11 785	15 388	21 189	27 966	31 609	38 670	51 042	67 922	83 787	113 587	145 000
Collectivités publiques	482	471	294	387	678	1 200	1 638	2 350	3 554	4 881	5 341
Autres dépôts ²	8 033	9 267	10 908	13 526	15 679	16 201	20 236	22 401	28 346	32 627	39 911
M3	125 284	149 061	181 721	224 628	257 585	309 063	390 787	492 336	605 467	760 100	903 052
Dépôts des collectivités publiques, conformément à la Loi 1611/50	10 786	13 013	14 802	19 305	23 934	29 194	32 152	38 562	50 611	60 272	71 000
Masse monétaire totale	136 070	162 074	196 523	243 933	281 519	338 257	422 939	530 898	656 078	820 372	974 052
Total du crédit bancaire par secteurs	111 004	134 390	162 816	199 149	237 725	286 284	353 793	442 317	547 990	664 940	801 000
Secteur privé	92 424	113 325	138 502	171 657	202 600	243 229	302 823	379 337	475 824	585 047	696 000
Agriculture	15 025	17 744	21 422	26 383	33 718	44 523	55 260	66 537	90 160	110 195	130 000
Industries manufacturières et extractives	40 117	48 827	59 999	72 808	84 676	104 520	136 786	170 749	214 148	269 276	326 000
dont :											
Court et moyen termes	28 607	34 290	41 704	49 380	55 241	69 077	93 194	118 923	150 389	188 814	222 000
Long terme	11 510	14 537	18 295	23 428	29 435	35 443	43 592	51 826	63 759	80 462	104 000
Commerce	13 276	14 890	16 601	18 699	22 432	24 534	31 198	41 908	55 057	66 094	72 000
Logement	14 040	17 581	21 702	27 454	31 831	33 111	37 008	43 462	53 923	67 834	84 000
Autres	9 966	14 283	18 779	26 313	29 943	36 541	42 571	56 681	62 536	71 648	84 000
Secteur public	18 580	21 066	24 314	27 492	35 125	43 055	50 971	62 981	72 166	79 893	105 000
Entreprises publiques	7 379	9 287	11 538	13 891	19 354	25 003	30 619	38 606	43 721	53 192	69 000
Collectivités publiques	6 136	6 999	7 955	9 677	11 807	11 708	12 708	14 283	15 584	17 428	21 000
Organismes d'achat de l'Etat	5 065	4 780	4 821	3 924	3 964	6 344	7 644	10 092	12 861	9 273	15 000
Par organismes prêteurs											
Banque de Grèce	4 461	5 097	5 083	4 380	9 049	10 433	12 334	13 660	15 952	12 067	15 000
Banques commerciales	50 437	60 296	72 759	89 567	100 369	120 995	161 556	213 504	267 593	335 079	401 000
Institutions de crédit spécialisées	56 106	68 997	84 974	105 202	128 307	154 856	179 903	215 153	264 445	317 794	385 000

1 Chiffres provisoires.

2 Non compris les dépôts des collectivités publiques, conformément à la Loi 1611/50.

Source : Bulletin mensuel de statistique, Banque de Grèce.

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

Période de référence			Unités		Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹	
POPULATION			Mi-1978	Milliers	14 248	7 508	9 841	23 499	5 105	4 752	53 278	61 327	9 360	223	3 221	56 697 ²	114 920	358	13 937	3 129	4 060	9 820	36 778	8 278	6 337	42 738	55 902	218 717	21 968	
Densité au km ²			»	Nombre	2	89	323	2	119	16	97	247	71	2	188	309	138	412	12	13	107	36 778	18	153	55	229	23	86		
Croissance annuelle moyenne en volume ⁴			Mi-1968 à Mi-1978	%	1.7	0.2	0.2	1.3	0.5	0.3	0.7	0.3	0.7	1.0	0.7	1.3	0.6	0.9	1.3	0.6	0.7	1.1	0.5	0.4	2.4	0.1	0.9	0.9		
EMPLOI			1978	Milliers	5 975	3 015	3 711	9 972	2 473	2 074	20 921	24 679	(3 189)	(99)	1 033	19 932	54 080	150	4 569	(1 204)	1 854	3 772	12 091	4 115	2 839	14 907	24 610	94 373	9 276 ⁵	
Emploi civil total			»	% du total	6.4	10.9	3.2	5.7	8.7	12.3	9.1	6.5	(27.3)	(13.3)	22.2	15.5	11.7	5.7	6.2	(11.8)	8.7	31.3	20.2	6.1	8.4	60.9	2.7	3.7	36.8	
dont: Agriculture, sylviculture, pêche			»	»	31.6	40.6	36.6	28.7	30.3	34.4	37.1	45.1	(30.7)	(37.9)	30.9	38.3	35.0	43.1	32.5	(34.1)	31.6	34.8	37.3	33.0	42.7	16.5	39.7	31.2	21.8	
Industrie ⁴			»	»	62.0	48.5	60.2	65.6	61.0	53.3	53.8	48.4	(42.0)	(48.8)	46.9	46.2	53.3	51.2	61.3	(54.1)	59.7	33.9	42.5	60.9	48.9	22.6	57.6	65.1	41.4	
Autres activités			»	»																										
PIB aux prix du marché			1978	Milliards de dollars des É-U ¹¹	109.1	58.1	96.9	205.3	55.9	33.9	471.6	638.9	31.6	2.2	12.2	260.1	973.9	3.5	130.8	18.4	40.0	17.8	147.1	87.3	84.6	52.5	309.2	2 112.4	47.1 ⁵	
Croissance annuelle moyenne en volume ⁴			1973 à 1978	%	2.5	2.8	2.3	3.3	1.9	2.2	3.0	1.9	3.6	3.8	3.5	4.0	3.7	0.6	2.6	1.1	4.6	2.3	3.2	1.3	-1.0	6.6	1.1	2.5	6.1	
Par habitant			1978	Dollars des É-U ¹¹	7 660	7 730	9 850	8 740	10 950	7 130	8 850	10 420	3 370	9 770	3 780	4 590	8 480	9 800	9 380	5 880	9 850	1 820	3 960	10 550	13 340	1 160	5 530	9 660	2 140	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE			1978	% du PIB	22.7 ¹⁰	26.3	21.2	22.2	22.3	23.3	21.5	21.5	23.8 ⁸	25.5	26.7	18.8	30.2	25.8	21.2	20.5 ⁹	31.1	20.7	18.4	19.3	21.1	20.5	18.1	18.1	35.6	
dont: Transports, machines et outillage			»	»	10.0	9.7	6.5	7.6	7.4	7.8	9.1	8.9	8.1	6.8	(12.4)	7.8	10.9	9.2 ²²	8.2	..	11.0	7.0	..	7.2	7.0	..	9.2	7.3	..	
Construction de logements			»	»	4.0	16.5	7.3	5.7	7.5	7.0	6.9	6.0	8.4	5.8	..	5.0	7.3	6.6 ²²	5.9	..	5.1	3.6	..	5.0	..	3.8	3.2	5.0	..	
Croissance annuelle moyenne en volume ⁴			1973 à 1978	%	0.4	1.7	2.1	2.2	-1.8	-3.1	0.4	0.0	-2.1	0.4	2.0	-1.7	1.2	-1.8	0.4	..	2.7	-2.9	-0.8	-1.5	-4.7	5.7	-0.7	0.5	9.8	
TAUX D'ÉPARGNE GLOBALE ¹²			1978	% du PNB	23.1 ¹⁰	26.7	20.3	20.6	19.0	23.9	23.7	25.1	21.1	26.6	17.7	22.2	32.6	36.2	22.5	24.3	25.1	11.5	20.8	17.4	26.8	19.8	21.1	18.5	17.3	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS			1978	% du PIB	16.8 ¹⁰	17.8	17.9	20.5	23.7	19.0	15.1	20.0	16.0	11.6	18.3	16.4	9.6	15.5	18.3	16.3	18.5	14.7	10.5	28.9	12.9	12.7	20.3	18.2	25.1	
Dépenses courantes en biens et services			»	»	10.6 ¹⁰	19.1	22.5	12.6	16.3	16.1	25.6	19.6	12.3	..	..	17.0	11.1	29.3 ²²	31.7	..	25.9	9.1	12.7 ²²	29.2	15.4	10.5	15.5	11.2	..
Transferts courants			»	»	31.9 ¹⁰	44.5	42.7	35.8	49.0	40.2	42.3	43.3	30.2	..	..	37.0	24.3	37.9	54.4	..	52.1	27.1	26.6 ²²	60.3	34.0	25.9	38.8	32.6	44.0
Recettes courantes			»	»																										
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT			1978	% du PNB	0.5	0.3	0.6	0.5	0.7	0.2	0.6	0.4	..	..	..	0.1	0.2	..	0.8	0.3	0.9	..	..	0.9	0.2	..	0.5	0.3	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE			1978	Dollars des É-U ¹¹	4 600	4 230	6 120	4 980	6 080	3 970	5 440	5 750	2 200	5 860	2 430	2 810	4 900	5 770	5 550	3 490 ⁹	5 300	1 350	2 700	5 580	8 420	950	3 270	6 200	1 230	
Consommation privée par habitant			1977	Nombre	392	248	292	389 ¹⁴	271	227	314	326	66	315	180	289	173	398	277	385	273	107 ¹⁴	161	350 ¹⁴	307	11 ¹⁴	255 ¹⁴	505 ¹⁴	88	
Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants			1977	»	404	325	315	618	493	429	329	374	250	429	161	285	424	523	418	533	386	120	261	717	657	28 ¹⁴	415	744	71	
Postes de téléphone, pour 1 000 habitants			1977	»	351 ¹⁴	247 ¹⁶	286	428 ¹⁴	338	363 ¹⁴	274 ¹⁴	308	127 ¹⁴	214 ¹⁴	193	224	239 ²⁰	293 ¹⁴	279	259 ¹⁴	270 ¹⁴	76 ¹⁴	185 ¹⁴	363 ¹⁴	285 ¹⁴	44 ¹⁴	324	571 ²⁰	161 ¹⁴	
Postes de télévision, pour 1 000 habitants			1976	»	1.4 ¹³	2.3	2.0	1.7	1.9	1.5	1.5	2.0	2.1	1.7 ¹⁶	1.2	2.2	1.2	1.1	1.7	1.3 ¹⁴	1.8	1.2	1.8	1.7 ²⁰	1.9	0.6	1.3	1.6	1.4	
Médecins, pour 1 000 habitants			1977	% du groupe d'âge	45.0	32.0	61.3 ²⁰	64.9	57.4	60.8 ²⁰	54.6	41.5	45.4 ²⁰	..	50.0 ¹⁴	43.9 ¹⁴	70.9	33.5 ²⁰	62.7	44.8	63.6	33.4 ¹⁴	35.5 ¹⁴	56.3 ¹⁴	70.1	12.7 ²⁰	44.6 ²⁰	73.7	..	
Taux de scolarisation à plein temps ¹⁵			1978	Nombre	14.3	16.9	14.0	14.3	8.9	12.0	11.4	15.5	20.3	10.1	15.7	17.6	8.9	10.6	9.5	13.9	10.5	38.9 ¹⁴	15.6	8.0	10.7 ¹⁴	..	14.0	14.0	36.7 ¹⁴	
Mortalité infantile ¹⁷			1978	»																										
SALAIRES ET PRIX			Accroissement annuel moyen	%																										
Gains horaires dans l'industrie ¹⁸			1974 à 1979	%	11.9	8.5	10.9	11.2	12.7	14.7 ²¹	14.0	6.5	23.6	36.7	17.7	22.0	9.1	..	7.8	14.8	11.4	20.1	26.5 ²¹	11.1	3.2	27.5 ²³	16.6	8.6	19.6	
Prix à la consommation			»	%	11.5	5.7	7.5	8.9	9.8	11.9	10.1	4.2	14.1	40.0	14.5	15.8	7.3	6.9	6.7	14.3	8.5	20.0	18.9	9.7	2.9	36.6	15.5	8.1	16.7	
COMMERCE EXTÉRIEUR			1979	Millions de dollars des É-U	18 636	15 432	55 428 ⁷	55 932	14 616	11 148	97 980	171 516	3 852	792	7 164	72 120	103 032	—	63 624	4 709	13 452	3 480	18 192	27 528	26 472	2 472	90 816	181 800	6 240	
Exportations de marchandises, fob			»	%	15.5	22.4	49.7	25.1	22.3	26.8	17.3	22.7	10.3	33.0	48.1	22.6	10.1	—	41.9	22.3	29.7	17.2	9.2	26.6	28.1	3.7	23.2	7.7	..	
En pourcentage du PIB			1974 à 1979	%	4.7	6.5	3.5	4.9	4.1	4.5	5.1	3.0	8.4	10.6	9.7	8.1	5.9	—	3.6	5.1	8.5	6.8	10.3 ²¹	0.0	4.2	-2.7	4.4	4.1	3.8	
Accroissement annuel moyen en volume			1979	%	16 536	20 184	60 348 ⁷	53 520	18 456	11 304	106 872	157 752	9 624	828	9 864	77 808	110 672	—	67 212	4 566	13 728	6 540	25 380	28 536	29 304	5 688	102 828	207 132	12 360	
Importations de marchandises, caf			»	%	13.7	29.3	54.1	24.0	28.1	27.2	18.9	20.9	25.7	34.5	66.2	24.4	10.8	—	44.3	21.6	30.3	32.4	12.9	27.6	31.1	8.6	26.3	8.8	..	
En pourcentage du PIB			1974 à 1979	%	1.7	6.6	3.2	3.2	3.6	-0.2	5.8	7.0	4.9	0.7	8.4	4.7	3.1	—	4.4	-3.2	2.3	0.8	0.5 ²¹	0.2	4.4	-2.8	3.6	5.8	2.1	
Accroissement annuel moyen en volume			1979	%																										
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES ²⁴			Fin 1979	Millions de dollars des É-U	1 790	5 048	6 991 ⁷	3 887	3 312	1 586	21 357	56 940	1 126	165	2 230	21 239	20 327	—	9 619	453	4 269	1 962	13 898	3 583	20 275	941	20 694	19 956	1 336	
En pourcentage des importations de marchandises			En 1979	%	10.8	25.0	11.6	7.3	17.9	14.0	20.0	36.1	11.7	19.9	22.6	27.3	18.4	—	14.3	9.9	31.1	30.0	54.8	12.6	69.2	16.5	20.1	9.6	10.8	

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.
 2 Population résidente totale.
 3 Secteur privé et socialisé.
 4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
 5 Produit social.
 6 A prix constants.
 7 Y compris le Luxembourg.

8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.
 9 Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
 10 Exercice allant jusqu'au 30 juin.
 11 Aux prix et taux de change courants.
 12 $\frac{PNB - (Cons. priv. + Cons. pub.)}{PNB} \times 100$.
 13 1972.
 14 1976.

15 Jeunes de 15 à 19 ans.
 16 1974.
 17 Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
 18 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia & New Zealand Book Company Pty Ltd.,
23 Cross Street, (P.O.B. 459)
BROOKVALE NSW 2100 Tel. 938-2244

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN Tel. (0228) 21 60 45

Local Agent:

Gerold and Co., Graben 31, WIEN I. Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

LCLS

44 rue Otlet, B1070 BRUXELLES Tel. 02-521 28 13

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiçá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261-1920
Rua Senador Dantas 19 a/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
Tel. 232-07. 32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Quebec H3H 1M7 Tel. (514) 937-3519

DENMARK - DANEMARK

Munksgaards Boghandel,
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K. Tel. (01) 12 85 70

FINLAND - FINLANDE

Akateminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. Tel. 65-11-22

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67

Principal correspondant:

13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université.
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN Tel. (0228) 21 60 45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kaulmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office, Baskerville House, 2nd floor,
13 Duddell Street, Central Tel. 5-214375

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House. Tel. 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers
12 North Frederick Street, Dublin 1 Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083
Sub-depositari:
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. Tel. 6794628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori
librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,
Landie Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, TOKYO 107 Tel. 586-2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O.Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72-7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O.Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429-344425

MALAYSIA - MALAISIE

and/et SINGAPORE-SINGAPOUR
University of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
KUALA LUMPUR Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Verzendboekhandel Chr. Plantijnstraat
S-GRAVENHAGE Tel. nr. 070-789911
Voor bestellingen: Tel. 070-789208

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay, Tel. 737-320
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344), Tel. 32.919
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Tce (Private Bag), Tel. 50.331
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857), Tel. 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street (P.O.Box 1104),
Tel. 78.294

NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1 Tel.(02) 80 12 60

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PHILIPPINES

National Book Store, Inc.
Library Services Division, P.O.Box 1934, Manila,
Tel. Nos. 49-43-06 to 09 40-53-45 49-45-12

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castello 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55
Liberia Bastinos, Pelayo, 52, BARCELONA 1. Tel. 222.06.00

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23 89 00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN Tel. (0228) 21 60 45

Agents locaux:

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel: 022.31.89.50
Fretthofer A.G., Weinbergstr. 109, CH-8006 Zürich Tel: 01-3624282

TAIWAN - FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung South Rd. Sec. 3, TAIPEI 107. Tel. 321.0698

THAILAND - THAÏLANDE

Suksit Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd.
Samyan, BANGKOK 5 Tel. 2511630

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9NH. Tel. 01-928-6977, Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C. 20006.
Tel. (202)724 1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,
CARACAS 106. Tel. 32 21 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and enquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:

OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
N° 41 642 1980
(350 UQ 10 80 16 2) ISBN 92-64-22107-7
ISSN 0304-3363



IMPRIMÉ EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES

*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Abonnement F 240,00 £ 26.60 US \$ 60.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.
En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*